

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°472

JUILLET 2024

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions du
Gouvernement français et de la Mairie de Paris*

— — — — —

Ce bulletin paraît en français et anglais
Prix au numéro : France: 6 €— Etranger : 7,5 €
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN
Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

Sommaire :

- **IRAK : INTENSIFICATION DES OPÉRATIONS MILITAIRES TURQUES AU KURDISTAN**
- **TURQUIE : EMEUTES ANTI-SYRIENNES**
- **IRAN : LE « RÉFORMATEUR » M. PEZESHKIAN ÉLU PRÉSIDENT**
- **SYRIE : PARODIE ÉLECTORALE D'ASSAD**
- **CULTURE : DÉCOUVERTE D'UNE ANTIQUE CITÉ SOUTERRAINE AU KURDISTAN**

IRAK : INTENSIFICATION DES OPERATIONS MILITAIRES TURQUES AU KURDISTAN

Mettant à profit la saison estivale, l'armée turque a amplifié ses incursions au Kurdistan. Celles-ci avancent çà et là jusqu'à 30 km en profondeur dans le territoire kurde irakien. Après le mont Qandil, les monts Metina et Gareh subissent des bombardements intensifs provoquant des incendies de forêt et de récoltes, des morts de civils kurdes et des déplacements de population.

Selon un communiqué de presse,

daté du 12 juillet, de l'ONG Community Peacemakers Team (CPT), basée aux États-Unis, les opérations turques ont forcé 180 familles à fuir leurs villages dans la province de Duhok. Outre ces 8 villages déjà évacués, 602 autres villages de la région sont également à risque et pourraient, en cas de poursuite des opérations militaires turques, être obligés d'être évacués. Selon le CPT, dans la période allant du 15 juin au 12 juillet, il y a eu 285 frappes turques dans la province de Duhok et 65.000 donums (envi-

ron 65 km²) de terres agricoles ont été brûlées. Dans le district de Sidekan qui couvre un territoire de 1617 km², 40% échappent au contrôle du Gouvernement du Kurdistan.

Face à la gravité de la situation, le Conseil national de sécurité du Kurdistan s'est réuni le 11 juillet. Il a appelé la Turquie à mettre un terme à ses opérations et respecter la souveraineté de l'Irak et du Kurdistan. Le même jour, le Premier ministre irakien Mohammed Shia al-Soudani,

commandant en chef de l'armée irakienne, a également réuni son Conseil national de sécurité pour discuter de la situation à la frontière irako-turque. Il a, à l'issue de la réunion, publié un communiqué affirmant le rejet par l'Irak du bien-fondé des incursions turques et des empiètements turcs sur le territoire irakien. La Turquie doit adhérer au principe de bon voisinage et engager des pourparlers diplomatiques avec le Gouvernement irakien pour toute question relative à la sécurité, ajoute le communiqué au ton lénifiant.

Au-delà de ces protestations verbales sans conséquences pratiques, Bagdad n'a annoncé aucune mesure commerciale ou diplomatique concrète, pas même la saisine du Conseil de sécurité de l'ONU qui, en principe, doit se réunir lorsque l'intégrité territoriale d'un État est menacée par un État voisin. Dans le cas du Kurdistan, on est en présence d'une entente tacite ou secrète entre la Turquie, l'Iran et l'Irak pour affaiblir, sous des prétextes divers, le Kurdistan autonome dont l'existence et la relative prospérité servent d'exemple pour les Kurdes de Turquie, d'Iran et de Syrie. Bagdad a décidé d'envoyer au Kurdistan

une énième mission dirigée par le conseiller à la Sécurité nationale, afin d'évaluer la situation à la frontière et définir avec les autorités du Kurdistan une position commune sur cette question.

Par ailleurs, le 15 juillet, le secrétaire général des Nations unies, António Guterres, a nommé Mohamed Al-Hassan nouveau représentant spécial pour l'Irak. En tant que représentant de l'ONU, M. Al-Hassan dirigera la Mission d'assistance des Nations unies pour l'Irak (MANUI), dont le mandat doit expirer en 2025. Créée en 2003, la MANUI a pour mission de soutenir le développement de l'Irak. Le 8 mai, le Premier ministre irakien Mohammed Shia al-Sudani a officiellement demandé qu'il soit mis fin à la MANUI d'ici la fin de l'année 2025. Cette décision fait suite aux pressions des factions soutenues par l'Iran qui n'apprécient pas l'engagement de la MANUI dans la défense des droits de l'homme et de la démocratie.

Par ailleurs, la Haute Commission électorale indépendante (IHEC) a clôturé la période de soumission des candidats et des partis pour les élections parlementaires de la région du

Kurdistan. Au total, 13 partis, 2 coalitions et 124 candidats individuels se sont inscrits. Outre les candidats kurdes, 19 chrétiens et 20 turkmènes se sont également inscrits. Une commission spéciale examine actuellement les candidatures pour ces élections législatives prévues pour le 20 octobre.

Pendant ce temps, la guerre à bas bruit contre Daech se poursuit tant au Kurdistan que dans le reste de l'Irak. Le 22 juillet, les forces de sécurité kurdes (Asayish) ont, dans la province de Sulaimanieh, arrêté 21 suspects de Daech dont les cellules secrètes semblent encore actives (voir Rudaw 22 juillet). De son côté, un tribunal de Bagdad a condamné à mort le 11 juillet l'une des femmes du fondateur de Daech, Abou Bakr al-Bagdadi, pour son rôle dans la détention et l'esclavage des filles et femmes yézidiées (voir le New York Times du 11 juillet). Enfin, le 30 juillet, l'armée américaine a frappé la base d'une milice pro-iranienne tuant quatre miliciens qui tentaient de faire décoller des drones d'attaque qui menaçaient les forces de la coalition internationale contre Daech, selon un responsable de la défense américaine (AFP, 31 juillet).

TURQUIE : ÉMEUTES ANTI-SYRIENNES

De violentes émeutes contre les réfugiés syriens ont secoué plusieurs villes de Turquie du 30 juin au 2 juillet. Elles ont débuté dans la ville industrielle et conservatrice de Kayseri, ancienne Césarée des Romains, qui abrite une importante communauté de réfugiés syriens. Elles se sont ensuite étendues à d'autres villes comme Hatay (ancienne Antioche), Adana, Kilis, Bursa, Urfa, Gaziantep, Antalya, Izmir jusqu'aux faubourgs d'Istanbul.

Aux cris « Nous ne voulons pas de Syriens », « Nous sommes fiers d'être Turcs », « Pas de réfugiés en Turquie », et même « Allahu Akbar ». Des foules nationalistes turques surexcitées ont attaqué et incendié plus de 400 commerces, des maisons et des voitures appartenant à des réfugiés syriens. La police turque, pourtant présente, n'est finalement intervenue qu'au soir de la troisième journée des émeutes.

Tout est parti d'une rumeur par les réseaux sociaux affirmant

qu'un réfugié syrien aurait molesté une petite fille turque de 7 ans. Vérification faite – il s'agirait d'un Syrien atteint de déficience mentale qui a amené aux toilettes publiques sa petite cousine syrienne. Ce prétexte a suffi à mettre le feu aux poudres et déclencher la haine des nationalistes turcs contre les réfugiés syriens qu'ils tiennent pour responsables de tous les maux du pays allant de l'inflation à plus de 120% au chômage, à la pauvreté et à la grave crise économique que traverse le pays. Rappelant

une allégation hasardeuse du président turc selon laquelle la Turquie aurait jusqu'ici dépensé plus de 40 milliards de dollars, les émeutiers réclament que ces sommes soient consacrées à l'amélioration du sort des Turcs et non pas aux réfugiés. En fait, ce chiffre avancé est loin de correspondre à la réalité car la Turquie, hormis la construction des camps pour une petite partie des réfugiés, n'alloue pas de ressources spécifiques aux Syriens qui, une fois arrivés sur le sol turc, doivent se débrouiller par leurs propres moyens, ce qu'ils ont fini par faire en s'adaptant et en travaillant pour des salaires de misère pour les entreprises turques. Le chiffre de 40 milliards de dollars était invoqué par le président turc dans ses négociations avec l'Union européenne pour tenter de lui soutirer un maximum de subvention. Et avec plus de 6 milliards de dons européens, il a eu gain de cause.

Les violences contre les réfugiés syriens en Turquie ont provoqué des émeutes contre les bases militaires turques dans les territoires syriens sous occupation turque. Les émeutiers ont brûlé des drapeaux turcs, attaqué des postes militaires et de police. Des manifestants ont également crié des slogans contre Erdogan, l'accusant de négocier le sort des réfugiés syriens avec le régime de Damas. La répression de ces manifestations anti-turques ont fait 7 morts, dont 6 à Afrin.

Réagissant au soir du 3^{ème} jour des émeutes, le président turc a déclaré que « l'on n'obtient rien en alimentant la xénophobie et la haine des réfugiés », la police turque est alors intervenue en arrêtant 474 émeutiers (AFP, 2 juillet). Cependant, aucun Syrien n'ose porter plainte par peur d'être arrêté à son tour et déporté comme le veut la politique actuelle du gouvernement qui « envoie en un clin d'œil un nom-

bre toujours plus important de réfugiés en Syrie » constate le correspondant du Monde, dans son enquête publiée le 16 juillet. Si le président Erdogan impute cette vague de xénophobie au « discours empoisonné de l'opposition », selon l'enquête du Monde les réfugiés syriens affirment, qu'à l'exception du parti prokurde DEM, tous les partis turcs leurs sont hostiles. Cette peur conduit les réfugiés à changer régulièrement d'adresse au point où, selon le ministre turc de l'Intérieur, sur les 3,2 millions de Syriens supposés vivre en Turquie, plus de 730.000 ne sont pas trouvable et localisables. On ne sait pas combien d'entre eux ont déjà émigré en Europe.

Quant à la normalisation avec Damas, malgré les ouvertures réitérées d'Erdogan et la médiation incessante de Moscou et de Bagdad, elle n'a pas beaucoup avancé en juillet. Le président syrien exige toujours au préalable le retrait des forces turques des territoires syriens qu'elles occupent, du moins un calendrier précis pour ce retrait. Le sort de la province d'Idlib, où sont concentrés plus de 3 millions de Syriens opposés au régime, fait partie des négociations en coulisse. La Turquie accorde un soutien multiforme, y compris militaire, à cette province dissidente gouvernée par des islamistes de la branche syrienne d'al-Qaïda. Ankara plaide en faveur d'une politique commune avec Damas pour s'emparer de Rojava et de son administration kurde autonome, objectif irréalisable tant qu'il y a des forces américaines dans la région. Mais la Turquie mise sur l'élection de Donald Trump pour en finir avec le Rojava qui, selon elle, constituerait « une menace existentielle » pour elle.

Toujours aussi belliqueux, le président turc qui aime à se poser en « défenseur des opprimés », sauf évidemment des Kurdes et des

Ouïgours, menace d'intervenir contre Israël pour la défense des Palestiniens (New York Times, 29 juillet). Ses généraux, plus réalistes, essaient de le convaincre qu'intervenir contre Israël, qui dispose de moyens de défense considérables, n'est pas aussi facile que bombarder les Kurdes de Syrie et d'Irak dépourvus de tout moyen de défense anti-aérienne et d'armements modernes. Sans oublier que les États-Unis se sont toujours engagés pour garantir la défense d'Israël.

En attendant cette aventure insensée, la Turquie mène une petite guerre de kebab avec l'Allemagne. Elle veut imposer une appellation d'origine géographique avec un cahier de charges pour cette « spécialité turque » préparée, tant en Turquie qu'en Europe, dans l'immense majorité de cas par des Kurdes. Berlin répond que le kebab fait également partie du patrimoine culinaire allemand et s'oppose aux prétentions turques. Sans oublier que cette spécialité est de longue date présente dans de nombreux autres pays sous des appellations différentes : gyros en Grèce, charwama au Liban, etc. (voir BFM et Euronews du 25 juillet pp. 58-59).

La prochaine revendication turque pourrait concerner l'appellation d'origine pour le café originaire d'Éthiopie et du Yémen, introduit au 17^{ème} siècle en Europe par des diplomates ottomans. Cette boisson est désormais plus populaire dans les pays occidentaux qu'en Turquie où la boisson préférée reste le thé, introduit au pays fin 18^{ème} siècle sans doute par les Russes car le thé se dit çay « tchay » en turc tout comme en kurde et en persan. Les Turcs qui n'ont rien inventé au cours de leur longue histoire, s'accrochent à quelques spécialités culinaires empruntées aux Grecs, aux Arméniens, aux Kurdes et aux Arabes pour affirmer leur identité.

IRAN : LE « RÉFORMATEUR » M. PEZESHKIAN ÉLU PRÉSIDENT

Plus de 61 millions d'Iraniens étaient appelés à choisir le 5 juillet entre les deux candidats éligibles au 2^{ème} tour des élections leur futur président de la république : le chirurgien Massoud Pezeshkian et l'ultra-conservateur Saïd Jalali. Selon les chiffres publiés par le ministère de l'Intérieur iranien environ 50% d'entre eux se sont déplacés pour voter. Un taux de participation nettement supérieur à celui du 1^{er} tour, le 28 juin où il avait été de 40%. IL y a eu donc quelques 7 millions d'électeurs supplémentaires pour ce second tour mobilisés dans l'espoir d'un changement même mesuré promis par le candidat « réformateur » M. Pezeshkian.

Grâce à cette participation relativement élevée Massoud Pezeshkian a été élu avec 53,6% des suffrages exprimés, obtenant 16 384 403 voix. Son adversaire Saïd Jalali a obtenu 13 538 179 voix.

Dès la proclamation de sa victoire M. Pezeshkian a déclaré « Nous tendons la main à tout le monde » et promis de régler les problèmes intérieurs et extérieurs de l'Iran par le dialogue. Ce choix semble être aussi celui du Guide Suprême, l'ayatollah Khamenei qui tente, à quelques mois d'incertaines élections américaines, de trouver un compromis régional avec l'administration Biden afin de desserrer l'étau des sanctions qui étranglent l'économie iranienne et alimentent le profond mécontentement populaire. Les Iraniens demandent à leur leader de réparer l'économie, affirme le New York Times dans l'enquête publiée dans son édition du 4 juillet.

Le président élu, lors de sa campagne électorale, avait également promis l'apaisement envers les

femmes et les « minorités », c'est-à-dire les peuples non persans, Kurdes, Azéris, Arabes, Baloutches, Turkmènes qui ensemble forment la majorité de la population iranienne et qui subissent de nombreuses discriminations linguistiques, culturelles, économiques et politiques. « Mon gouvernement s'opposera à la police des mœurs et je m'oppose fermement à toute forme de coercition à l'encontre d'un être humain. Nous n'avons pas le droit de contraindre des femmes et des jeunes filles et j'ai honte de ces comportements à leur égard » a-t-il promis (voir Le Monde du 6 juillet).

Pendant, ses marges de manœuvre sont restreintes. Le Parlement est dominé par les ultra-conservateurs tout comme l'appareil judiciaire et les autres centres de pouvoir. Le camp ultra-conservateur représenté par S. Jalili fourbit ses armes et attend son heure, la disparition du vieil ayatollah malade. Ce camp veut ancrer l'Iran dans une alliance avec la Russie et la Chine et affronter les Américains et les Occidentaux afin de les bouter du Proche-Orient et assurer la domination régionale de l'Iran. Dans ce contexte conflictuel et contraint le mandat du nouveau président iranien risque d'être aussi décevant que celui de son prédécesseur et inspirateur Mohammed Khatami dont il fut ministre de la santé.

Le 28 juillet, l'ayatollah Ali Khamenei a entériné l'élection de Massoud Pezeshkian en tant que neuvième président de la république iranienne. « J'approuve l'élection du sage, honnête, populaire et érudit Massoud Pezeshkian et je le nomme président de la République islamique d'Iran » a annoncé l'ayatollah dans un message lu par son directeur de bureau. Après cette fatwa du

guide suprême, le président élu et nommé a pu prêter serment devant le Parlement le 30 juillet. Il aura ensuite quinze jours pour présenter ses ministres devant un parlement dominé par les conservateurs pour obtenir un vote de confiance.

La répression au Kurdistan iranien s'est poursuivie tout au long du mois. Le 8 juillet, un kolbar nommé Sala Babajan a été tué par les Pasdarans près de la localité de Nowsud. Le 16 juillet, les Pasdarans ont ouvert le feu sur un groupe de kolbars dans la montagne de Qandil tuant Kian Zini 19 ans, originaire de Sardasht, et blessant au moins trois autres personnes. Ceci intervient alors qu'un autre Kurde, Rebwar Rashidi, un kolbar de 37 ans originaire de Baneh, est décédé le 21 juillet 2024 à l'hôpital Kosar de Senna après avoir été attaqué par des gardes-frontières iraniens.

Le 21 juillet 2024, les autorités iraniennes ont secrètement exécuté un Kurde nommé Daniyal Kazeminejad dans la prison centrale de Kermanshah, sans en informer sa famille. Kazeminejad avait été condamné pour avoir prétendument tué un membre du Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI) lors de manifestations antigouvernementales. Par ailleurs, Feyzollah Shadi, un Kurde de 47 ans résidant à Kamyaran, a été arrêté par les forces de sécurité iraniennes et emmené dans un lieu inconnu. Son arrestation, qui s'est accompagnée de la mise sous scellés de son magasin, serait liée à l'impression d'une notice nécrologique pour sa grand-mère, Masoumeh Doroudi, qui avait demandé justice après avoir perdu un enfant à cause de la fatwa anti-kurde de Khomeini dans les années 1980.

SYRIE : PARODIE ÉLECTORALE D'ASSAD

L'hommage du vice à la vertu, même les dictatures les plus sanguinaires tiennent à organiser des élections pour se donner un vernis de légitimité. Il en est ainsi du tyran de Damas, qui après 13 ans de guerre civile et plus d'un demi-million de morts, se prête au jeu des élections dans un pays où des pans entiers sont encore contrôlés par les djihadistes de l'ex-Front Al-Nosra, par des forces démocratiques syriennes à dominante kurde ou encore sous occupation militaire turque.

Sur les 24 millions d'habitants que comptait la Syrie en 2011, au début de la guerre civile, plus de six millions sont partis vers les pays voisins (Turquie, Liban, Jordanie, Kurdistan irakien) ou vers l'Europe ; 5 à 6 millions sont des déplacés à l'intérieur du pays. Le régime, grâce à l'aide massive de la Russie, de l'Iran et des milices chiïtes libanaises du Hezbollah, a survécu. Mais à quel prix ! Il contrôle plus ou moins 65% du territoire autour de Damas, d'Alep et du littoral méditerranéen. C'est donc dans cette « Syrie utile » survivant dans une pauvreté et une précarité extrême qu'il a organisé ses élections. Nul ne sait si les registres électoraux étaient à jour, ni le nombre d'inscrits. Au terme d'une campagne électorale sommaire menée par les candidats du Parti Baas au pouvoir depuis le coup d'État militaire de 1963 et quelques « indépendants » le directeur de la commission électorale, Jihad Mourad, a annoncé

le 18 juillet la liste des élus sans indiquer leur affiliation politique. Selon un décompte établi par l'AFP en comparant les noms des vainqueurs et les listes des candidats, le Parti Baas et ses alliés ont emporté 185 sièges sur les 250 de l'Assemblée nationale syrienne. Les sièges restants ont été remportés par des candidats dits « indépendants » proches du régime sans être officiellement affiliés au Parti Baas. Le taux de participation a été de 38,16%, selon Jihad Mourad, un taux comparable à celui du 1^{er} tour des élections présidentielles iraniennes et sans doute gonflé car selon les observateurs la plupart des bureaux de vote étaient déserts. Durant le scrutin, dans la province méridionale de Soweida, fief de la minorité druze, des rassemblements anti-élection ont eu lieu selon l'AFP.

Les Kurdes de Rojava n'étaient évidemment pas concernés par les élections. Ils essaient depuis plusieurs mois d'organiser leurs propres élections municipales mais le gouvernement turc s'y oppose farouchement craignant que de telles élections ne donnent une légitimité démocratique à une administration kurde qu'il qualifie de « terroriste ». Face aux menaces d'intervention militaire turque en cas de tenue des élections, les Américains recommandent à leurs alliés kurdes de reporter à des jours meilleurs ces élections. Dans une région en ébullition, ils ne veulent pas affronter une nouvelle crise avec Ankara.

Pendant ce temps, la guerre contre

Daech se poursuit. Selon le Commandement central des États-Unis (CENTCOM), de janvier à juin 2024, les terroristes de Daech ont revendiqué 153 attaques en Irak et en Syrie, ce qui indique un effort de reconstitution après des années de diminution des capacités. En réponse, le CENTCOM et ses partenaires ont mené 196 missions, qui ont abouti à la mort de 44 terroristes et à la détention de 166 autres, dont l'élimination de huit hauts responsables de Daech. Le CENTCOM a déclaré que la poursuite de quelque 2 500 terroristes en liberté, ainsi que les efforts internationaux visant à rapatrier plus de 9 000 détenus et à réhabiliter plus de 43 000 personnes dans les camps syriens, restaient essentiels à la défaite durable de Daech.

Le 10 juillet, les forces kurdes ont capturé trois djihadistes de Daech dont un haut gradé dans la province de Hasaké. Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme, ils étaient déguisés en bergers. Le 26 juillet, un autre djihadiste a été tué à Markada, à l'est de Deir Ezzor. Le même jour, une base de la coalition internationale, installée à l'intérieur du champ gazier de CONECO, a été visée depuis les zones sous contrôle des milices pro-iraniennes, rapporte l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). Il n'y a pas eu de victime. Les forces kurdes se sont également mobilisées pour protéger les récoltes et empêcher les incendies pendant ce mois de juillet caniculaire.

CULTURE : DÉCOUVERTE D'UNE ANTIQUE CITÉ SOUTERRAINE AU KURDISTAN

Des archéologues viennent de découvrir à Midyad, dans la province kurde de Mardin, une véritable cité souterraine formée d'un vaste réseau de caves.

Dans ce site de Maliate, sous la

ville de Midyad, célèbre pour ses belles maisons en pierres blondes, les archéologues ont déjà dégagé plus d'une cinquantaine de salles. Il s'agirait de la plus vaste cité souterraine du pays.

Situé dans la région de Tour Abdin

(La Montagne des croyants) haut lieu de l'antique communauté syriaque du pays, Midyad n'avait pas connu jusqu'ici de véritables fouilles archéologiques alors que la région est très riche en monastères et autres vestiges historiques (*voir l'Express p. 52*).

Attaques chimiques en Syrie : le parquet général français conteste en cassation le mandat d'arrêt visant Bachar Al-Assad

Le parquet général de la cour d'appel de Paris assure que cet appel devant la Cour de cassation « ne remet pas en cause le fond du dossier », mais vise à trancher une « question juridique ».

Le parquet général de la cour d'appel de Paris a rapporté, mardi 2 juillet, avoir saisi la Cour de cassation concernant le mandat d'arrêt français visant le président syrien, Bachar Al-Assad, accusé de complicité de crimes contre l'humanité pour les attaques chimiques de 2013 en Syrie.

« Sans remettre en cause le fond du dossier, notamment l'existence à l'encontre de Bachar Al-Assad d'indices graves ou concordants rendant vraisemblable sa participation » à ces attaques meurtrières, le parquet général estime « qu'il est nécessaire que la position prise par la chambre de l'instruction de la cour d'appel de Paris sur la question de l'immunité personnelle d'un chef d'Etat en exercice pour des infractions de cette nature soit examinée

par la plus haute juridiction de l'ordre judiciaire ».

« Cette décision n'a aucun caractère politique. Il s'agit de faire trancher une question juridique au-delà du cas d'espèce », a souligné auprès de l'Agence France-Presse (AFP) le parquet général, qui a formé ce pourvoi le 28 juin.

Ce mandat d'arrêt a été délivré en novembre 2023 par deux juges d'instruction de Paris, qui enquêtent depuis 2021 sur la chaîne de commandement des attaques chimiques d'août 2013 près de la capitale syrienne, Damas ; selon le renseignement américain, elles auraient fait plus de 1 000 morts.

Incompréhension des parties civiles

Le Parquet national antiterroriste (PNAT) a contesté

en appel la validité de ce mandat d'arrêt, au nom de l'immunité absolue dont jouissent les chefs d'Etat en exercice devant les juridictions de pays étrangers. Une pratique du droit international fondée sur le respect mutuel de la souveraineté.

Mais le 26 juin, la chambre de l'instruction s'est rangée du côté de l'analyse des parties civiles en écartant l'immunité. La cour d'appel a considéré que les crimes dénoncés, qualifiés de complicité de crimes de guerre et crimes contre l'humanité, « ne peuvent être considérés comme faisant partie des fonctions officielles d'un chef de l'Etat ».

Le pourvoi du ministère public a suscité l'incompréhension chez les parties civiles. « Ce pourvoi menace à nouveau les efforts

des victimes pour que Bachar Al-Assad soit enfin jugé devant une juridiction indépendante », ont réagi Jeanne Sulzer et Clémence Witt, avocates de victimes et de quatre organisations non gouvernementales qui sont parties civiles – le Centre syrien pour les médias et la liberté d'expression (SCM), Open Society Justice Initiative, Syrian Archive et Civil Rights Defenders.

« Nous voyons ce pourvoi comme une manœuvre politique visant à protéger les dictateurs et les criminels de guerre », s'est insurgé auprès de l'AFP le président du SCM, Mazen Darwish. L'avocate Clémence Bectarte a fait part de l'« immense déception » pour les sept victimes qu'elles représentent, « qui nourrissent l'espoir que le parquet s'arrêterait là » et qu'il « se tiendrait enfin à leurs côtés ».

The New York Times

Eve Sampson
July 2, 2024

Iran's Runoff Election: What to Know

Two candidates from opposite camps will compete for the presidency after no one garnered the number of votes needed last week to win.

Two candidates, a reformist and an ultraconservative, will face off in Iran's runoff presidential election on Friday, amid record-low voter turnout and overarching apathy that meaningful change could happen through the ballot box.

The runoff election follows a special vote held after President Ebrahim Raisi's death in a helicopter crash in May.

What happened in Iran's first-round vote?

About 40 percent of voters, a record low, [went to the polls last Friday](#), and none of the four candidates on the ballot garnered the 50 percent of votes needed to win the election.

The reformist candidate, Dr. Masoud Pezeshkian, a former health minister, and Saeed Jalili, an ultra-hard-liner and former nuclear negotiator, received the most votes, sending the election into a runoff round on Friday.

The runoff may have a slightly larger turnout. Some Iranians said on social media that they feared Mr. Jalili's hard-line policies and would vote for Dr. Pezeshkian. Polls show that about half of the votes for Mr. Jalili's conservative rival in the first round, Mohammad Baqer Ghalibaf, have been redirected to Dr. Pezeshkian.

Who are the two candidates in the runoff?

Experts said Dr. Pezeshkian would most likely increase voter turnout among reformist party supporters and people



A billboard in Tehran featuring pictures of the reformist candidate Dr. Masoud Pezeshkian, left, and the ultraconservative Saeed Jalili. Arash Khamooshi for The New York Times

who boycotted the parliamentary elections in March and the presidential election in 2021. Dr. Pezeshkian has said he would engage with the West in nuclear negotiations to lift the tough economic sanctions that are plaguing Iran's economy.

On the other hand, Mr. Jalili has a much tougher position on negotiations and has said in debates that he plans to defeat sanctions and strengthen economic ties with other countries.

Iran's nuclear policies and major state policies are decided by the supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei. He has given the greenlight for the government to engage indirectly with the United States to lift sanctions. Those negotiations are likely to continue regardless of who is the president.

Will Iranians show up to vote?

Though Iranians have historically been extremely engaged in elections, many have [refrained](#) from voting in recent elections to protest a government they view as inept and out of touch with their demands. Many no longer believe that voting will make a difference in their lives and have called for the end of clerical rule.

Mr. Ghalibaf asked his supporters to vote for Mr. Jalili in the runoff, but many of his supporters, including some of his campaign managers, have defected to Dr. Pezeshkian's camp, saying Mr. Jalili was destructive to Iran's future and would increase tensions domestically and internationally. Iranians turned out to vote in

the presidential election in 2013 for the reformist candidate Hassan Rouhani, whose campaign pledges included a more open country and fewer social restrictions. President Donald J. Trump effectively ended hopes of cooperation in 2018 by withdrawing from a nuclear deal with Iran and reimposing sanctions.

When the conservative Mr. Raisi succeeded Mr. Rouhani, the prospects for improving social freedoms diminished.

Is this election free and fair?

The Guardian Council, a 12-person group of jurists and clerics, has been accused by many human rights organizations of manipulating elections by removing the public's ability to select which candidates run. It whittled a list of 80 candi-

dates down to six for this election, disqualifying seven women, a former president and many government officials.

Why is this election important?

The election is an opportunity for the government to show it can handle a president's unexpected death without falling into disarray amid internal protests against the Islamic Republic and tension with the United States and Israel.

If Mr. Jalili is elected, the government will most likely claim a victory for its brand of ideologically driven politics.

While the supreme leader is the country's ultimate authority and is responsible for foreign policy, the president sets domestic policy and can influence social issues like Iran's [mandatory hijab law for women](#).

Six years after the United States withdrew from its nuclear deal with Iran, the new president's role in the manage-

ment of the nuclear program is unclear. The issue that has become increasingly pressing for the West as tensions escalate between Israel and Iran.

What are the main issues?

The spluttering economy, sanctions led by the United States and women's rights are major issues in this election, as many Iranians have lost trust in a government they believe is incapable of enacting change.

Sanctions have debilitated the

country's already struggling economy. Public frustration has increased as some perceive a disconnect between leaders preaching austerity and modesty while their families spend [lavishly abroad](#).

When will the runoff results be known?

The Interior Ministry announced a runoff election the day after voting ended in the first round. Officials will most likely release at least preliminary results by Saturday.

Le Monde

avec AFP
02 juillet 20214

En Turquie, 474 personnes arrêtées après des émeutes visant la communauté syrienne

Depuis l'arrestation d'un Syrien soupçonné de harcèlement sur une enfant, les tensions se sont accrues en Turquie contre la communauté syrienne.

Les échauffourées se sont déroulées à la suite de l'arrestation d'un Syrien soupçonné de harcèlement sur une enfant de son entourage. Les autorités turques ont arrêté 474 personnes après des émeutes anti-syriennes dans plusieurs villes, a annoncé mardi le ministre de l'intérieur. « *Quatre cent soixante-quatorze personnes ont été arrêtées après des actes de provocation* » menés contre des Syriens en Turquie, a fait savoir sur [le réseau social X](#) le ministre, Ali Yerlikaya.

Depuis l'arrestation d'un Syrien soupçonné de harcèlement sur une enfant, les tensions se sont ac-

cruées en Turquie contre la communauté syrienne. Des groupes d'hommes ont pris pour cible dimanche soir des commerces et des biens appartenant à des Syriens à Kayseri, dans le centre de la Turquie.

Appel à la retenue

Plusieurs vidéos publiées sur les réseaux sociaux et authentifiées par l'Agence France-Presse ont montré des hommes fracasser la vitrine d'une épicerie prétendument tenue par des commerçants syriens, avant d'y mettre le feu. « *Nous ne voulons plus de Syriens ! Nous ne voulons plus d'étrangers !* », hurle un homme dans l'une des

vidéos.

Le gouvernorat de Kayseri a appelé les habitants à la retenue, précisant dans un communiqué que l'enfant victime de harcèlement, âgée de cinq ans, possédait aussi la nationalité syrienne.

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a condamné lundi cette dernière vague de violence à l'encontre de l'importante communauté de réfugiés syriens en Turquie. « *Peu importe qui ils sont, il est inacceptable de mettre le feu aux rues et aux maisons des gens* », a-t-il déclaré tout en avertissant que les discours de haine ne devaient pas servir des fins

politiques.

Mais les violences se sont propagées à d'autres villes du pays lundi soir, dont Istanbul. La police a renforcé la sécurité autour du consulat syrien à Istanbul, a constaté un journaliste de l'AFP.

La Turquie, qui accueille quelque 3,2 millions de réfugiés syriens sur une population de 85 millions d'habitants, a été plusieurs fois secouée par des accès de fièvre xénophobe ces dernières années, souvent déclenchés par des rumeurs se propageant sur les réseaux sociaux et les applications de messagerie instantanée.



July 02, 2024

President Barzani meets Austrian FM in Vienna

ERBIL, Kurdistan Region - Kurdistan Region President Nechirvan Barzani kicked off high-level meetings in the Austrian capital of Vienna on Tuesday by meeting with Foreign Minister Alexander Schallenberg.

“The two parties stressed enhancing Austria’s relations with Iraq and the Kurdistan Region, especially in the fields of economy and commerce, and also highlighted the political situation in Iraq and the Kurdistan Region,” read a statement from the Kurdistan Region presidency.

Schallenberg reiterated Austria’s commitment to Iraq and the Kurdistan Region, while Barzani highlighted Erbil and Vienna’s “long-standing” relations, according to the statement. Advancing diplomatic relations to the consular level, Erbil-Baghdad issues, migration issues and other topics also were tackled during the meeting between Barzani and Schallenberg.

“Yes there is a [commercial] office now, but we are eye-



Kurdistan Region President Nechirvan Barzani (left) shakes hands with Austrian Foreign Minister Alexander Schallenberg in Vienna on July 2, 2024. Photo: Office of President Barzani

ing opening a consulate as well... the efforts continue and I hope this [Barzani’s] trip leads to expediting the opening of the consulate,” Iraq’s Ambassador to Vienna Bakir Fatah told Rudaw on Monday.

Austria closed its embassy in Baghdad in 1991 over security concerns. The country had a representation in the Iraqi capital since 2022, and reopened its embassy in September. It does

not have a consulate in Erbil but has had a commercial office in the Kurdish capital since 2006.

Barzani arrived in Vienna on Monday for an official visit and is also set to meet with Austrian Federal President Alexander Van der Bellen. In the meetings with the Austrian officials, the Kurdish leader will highlight opportunities and avenues to strengthen Vienna’s ties with Erbil and Baghdad, according to the Kurdistan Re-

gion presidency.

Barzani has been on several official diplomatic trips this year, making key visits to Iran and the United Arab Emirates and participating in diplomatic forums such as the Munich Security Conference and the Antalya Diplomacy Forum.

Barzani and Schallenberg also met earlier this year at the Munich Conference, discussing enhanced bilateral cooperation.

The New York Times

Ben Hubbard and Safak Timu
July 2, 2024

With Fists and Knives, Mobs Attack Syrian Refugees in Turkey

As economic woes grow in Turkey, groups of men have targeted Syrian refugees there. In response, fighters across the border in northern Syria have confronted Turkish soldiers.

Over the past two days, angry groups of men in a half-dozen cities in Turkey have turned on the Syrian refugees living among them, damaging their shops and cars and assaulting them with fists and knives.

Across the border in parts of northern Syria where Turkey holds sway, Syrians have confronted the Turkish soldiers in their midst, pelting their vehicles with rocks, tearing down Turkish flags and condemning them in street protests.

The scattered violence, which has left at least seven people dead in Syria, according to a war monitor, has exposed growing cracks in the coexistence between Syrians and Turks on both sides of their shared border. After years of generally peaceful relations, recent political shifts and deepening economic distress have brought tensions to the surface.

Many Turks have come to resent the 3.1 million Syrian refugees in their country and accuse them, with or without evidence, of fueling economic troubles that include low wages and persistent inflation that exceeded 75 percent in May.

And many Syrians who oppose the government of President Bashar al-Assad have gone from viewing Turkey as their greatest protector to fearing that it will abandon them. Support for the idea of sending Syrian refugees home has spread across Turkey's political spectrum.



In Afrin, Syria, mourners carried the coffin of a man killed during protests against Turkey. Bilal Al Hammoud/EPA, via Shutterstock

Turkey's president, Recep Tayyip Erdogan, who cut ties with Syria in 2011 and backed the rebels seeking to topple Mr. al-Assad, said last week he would not rule out meeting his former foe to try to restore ties.

A photo released by Syrian state media in 2009 of Turkey's president, Recep Tayyip Erdogan, with President Bashar al-Assad of Syria. Armed groups have been on edge over the possibility that Turkey and Syria would mend ties. SANA

Speaking by phone from Idlib, a province in northern Syria where protesters clashed with Turkish soldiers this week, a Syrian activist who gave his name as Abu Samer al-Halabi said the region was "like a balloon, about to pop."

"This tension has deep reasons," he said. "Above the table, the Turks are with us, but under the table, they are not."

After the Syrian civil war began in 2011, Turkey threw its border open to refugees fleeing brutal assaults by the Syrian military on rebel communities. Turkey built camps to house them, hosted the political opposition to Mr. al-Assad and backed the rebels in northern Syria battling his forces.

In more recent years, as the war settled into a stalemate, Turkey moved its own forces into rebel-held areas of Syria along the border, posting soldiers along sensitive front lines to deter advances and forming tight bonds with rebel groups

in a so-called safe zone that it hoped Syrian refugees in Turkey would return to.

But relatively few have done so, leaving millions of Syrians spread across Turkey. Generally, they have peacefully lived alongside their Turkish hosts, with many learning to speak Turkish and sending their children to the country's schools. While some have started businesses, many earn low wages in manufacturing and agriculture jobs.

Many Turks opposed allowing so many Syrians into the country, but their views toward the refugees have further soured since a cost-of-living crisis that began in 2018 has left many Turks feeling poorer.

Encouraged by right-wing politicians and journalists, many have turned their ire toward the refugees.

The unrest this week was set off by allegations on Sunday that a Syrian man had molested his 7-year-old cousin in a public bathroom in Kayseri, a city in central Turkey. The man was arrested, and the girl and her mother and siblings were put under state protection while the police investigated, the Turkish authorities said.

That night, angry men in Kayseri attacked Syrian cars, shops and homes, setting some on fire, according to footage posted on social media and broadcast by Turkish TV stations.

On Monday, similar attacks happened in a half-dozen other cities, including Hatay, Konya and Istanbul, with men marching with batons through neighborhoods where Syrians live and throwing stones at their buildings. In Gaziantep, a group of men surrounded a Syrian man

and stabbed him in the leg, causing him to flee across a busy street, according to surveillance footage broadcast by Turkish news media.

Addressing a gathering of mayors from his governing Justice and Development Party on Monday, Mr. Erdogan condemned the violence and accused his political opponents of stoking it.

“We won’t get anywhere by fueling xenophobia and hatred against refugees in the society,” Mr. Erdogan said, adding that the attacks had been carried out by a “small group” inspired by “this poisonous discourse of the opposition.”

On Tuesday, the Turkish interior minister, Ali Yerlikaya, wrote on social media that the security forces had detained 474 people in connection with the violence. As news of the attacks in Turkey spread in Syria, protesters and armed groups there targeted Turkish forces, accusing the Turks of racism toward Syrians.

Also fueling the anger, activists in the area said, was fear that Turkey was exploring ways to restore ties with Mr. al-Assad, a scenario that could endanger Syrians living in areas currently outside the government’s control.

Unrest has broken out in towns across northern Syria, with rebels and protesters confronting Turkish troops. Demonstrators tried to storm the headquarters of the Turkish-backed administration in the town of Afrin on Monday, leading to clashes that killed six people, according to the Syrian Observatory for Human Rights, a war monitor based in Britain. A seventh was killed elsewhere.

Turkey has responded by removing some Turkish troops from their posts, reinforcing others and shutting border crossings between Turkey and Syria on Tuesday.

Serhat Erkmen, a Turkish security analyst who does research in northern Syria, said

in an interview that armed groups there had been on edge over the possibility that Turkey and Syria would mend ties. Many of their members fled to the north from elsewhere in Syria and feared losing the Turkish protection they had come to count on.

“For them, the idea of Ankara and Damascus reconciling may mean back to status quo, but it is not possible for them to go back to the status quo before the war,” Mr. Erkmen said. “When they hear things like peace negotiations, they feel that they will lose their future.” Turkey may be able to calm the situation now, but Mr. Erkmen said he expected that interactions between the Syrian and Turkish governments would continue to grow, eventually bringing Mr. Erdogan and Mr. al-Assad together.

“It is coming,” he said. “First, high-level contact, and then, leader-level contact.”



July 03, 2024

KDP head Barzani meets PM Sudani in Baghdad

ARBIL, Kurdistan Region - Kurdistan Democratic Party (KDP) leader Masoud Barzani was received by Iraqi Prime Minister Mohammed Shia' al-Sudani in Baghdad on Wednesday, a visit the Iraqi premier labeled as “important” while praising Erbil-Baghdad ties. Barzani arrived in Baghdad on Wednesday on his first visit to the Iraqi capital in six years.

He was received by Sudani and will meet with a number of senior Iraqi officials to discuss numerous topics including Erbil-Baghdad ties.

“We had a constructive and purposeful dialogue on various internal issues and regional situations,” Sudani said following the meeting, labeling the Kurdish leader’s visit “important”. Sudani stressed that “important

strides” have been made in building confidence between the Iraqi government and the Kurdistan Regional Government (KRG), adding that both governments have “overcome inherited problems.”

Barzani is the leader of the KDP which holds the most seats in the Iraqi parliament of all parties from the Kurdistan Region. “My visit to Baghdad aims to

strengthen efforts made by the prime minister that led to a real breakthrough between the federal government and the [Kurdistan] Region,” Barzani said after meeting Sudani.

He labeled his dialogue with the Iraqi premier as “constructive”, saying both sides have shared identical views in the discussions and praising the current government of Sudani.

As part of his visit, Barzani will meet with head of Fatih Alliance Hadi al-Amiri, as well as former prime minister of and the leader of the State of Law Coalition

Nouri al-Maliki, in addition to former premier and leader of the Victory Party Haider al-Abadi and other political leaders.

Barzani's last visit to Baghdad was in November 2018. He was welcomed by Mohammed al-Halbousi, then-speaker of the Iraqi parliament, Amiri, and

a number of ministers and officials at Baghdad International Airport.

Le Point

Armin Arefi
3 Juillet 2024

La France a expulsé Bashir Biazar, soupçonné d'espionnage pour l'Iran

C'est la fin d'un feuilleton d'un mois qui a empoisonné les relations diplomatiques entre la France et l'Iran. [Le ressortissant iranien Bashir Biazar, qui se trouvait en rétention administrative depuis le 3 juin à Metz](#), a été expulsé du territoire français en direction de la République islamique d'Iran, a annoncé ce mercredi 3 juillet un responsable iranien.

« Par la grâce de Dieu, le frère Bashir Biazar, illégalement arrêté et emprisonné en France il y a quelques semaines, a été libéré et se trouve sur le chemin du retour chez lui », [a indiqué sur X \(anciennement Twitter\) Mohammad Mahdi Rahimi](#), le directeur des relations publiques de la présidence iranienne.

« La procédure d'éloignement de Bashir Biazar stipulée dans son arrêté d'expulsion a été rendue effective aujourd'hui mercredi 3 juillet et mon client est parti tout à l'heure en direction de son pays », confirme au *Point* son avocat, M^e Rachid Lemoudaa. Considérant que l'arrêté d'expulsion contre Bashir Biazar, signé le 22 mai par le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin, n'était pas juridiquement motivé, son avocat avait introduit lundi devant la justice deux procédures en référé pour « atteinte manifestement grave et disproportionnée aux droits fondamentaux et à la liberté

de la personne » et « suspension de l'arrêté d'expulsion », ainsi qu'un « recours en annulation sur le fond de l'arrêté d'expulsion ».

« **Cibles juives ou israéliennes** »

« Peut-être cela a-t-il précipité son départ aujourd'hui, confie M^e Rachid Lemoudaa, en sachant que monsieur Biazar devait comparaître jeudi devant le juge des libertés et de la détention de Metz pour la prolongation de sa rétention administrative de vingt-huit jours. » Indépendamment de l'audience de demain, la procédure en référé contestant l'arrêté d'expulsion du ministère de l'Intérieur a été jugée ce mercredi 3 juillet par le tribunal administratif de Paris, dont la décision devrait être rendue au cours des prochaines heures, alors que le ressortissant iranien a déjà quitté le territoire français.

Ancien cadre de l'organisation publique de radiotélévision iranienne d'État, Bashir Biazar se trouvait depuis deux ans et demi à Dijon, où il vivait aux côtés de sa femme et de ses deux enfants avec un visa longue durée. Il a été visé le 22 mai par un arrêté d'expulsion du territoire au titre des graves menaces qu'il aurait fait peser contre « l'ordre public et les intérêts fondamentaux de l'État ».

Selon l'arrêté, ce partisan af-

firmé du régime iranien serait un « agent d'influence » en relation avec l'unité 840 de la force Al-Qods, la branche extérieure des gardiens de la Révolution, l'armée idéologique de la République islamique. Il aurait été missionné en France pour agir « contre des opposants iraniens ou des cibles juives ou israéliennes ».

Bashir Biazar est « agent d'influence, un agitateur qui promeut les vues de la République d'Iran et, de manière plus inquiétante, procède au harcèlement des opposants au régime », a répété ce mercredi un représentant du ministère de l'Intérieur, au cours de l'audience devant le tribunal administratif de Paris, à laquelle a assisté l'Agence France-Presse. D'après ce responsable, il aurait notamment [filmé des journalistes d'un média iranien d'opposition devant le consulat de Téhéran en septembre dernier](#), après l'incendie criminel du bâtiment officiel. Au contraire, les autorités iraniennes, qui se sont publiquement élevées contre son arrestation, ont déclaré que Bashir Biazar avait été visé pour ses positions propalestiniennes tenues sur les réseaux sociaux.

Une affaire politique pour l'Iran

« Si on le considérait réellement comme un terroriste représentant une grave menace pour

l'ordre public, alors il aurait fallu le juger, comme dans tout État de droit, au lieu de le renvoyer dans son pays », pointe son avocat Rachid Lemoudaa. « Or, au-delà des suspicions et des suppositions à son encontre, aucune preuve n'a été présentée à M. Biazar afin qu'il puisse se défendre. »

D'après M^e Rachid Lemoudaa, l'affaire est d'autant plus grave que « l'arrêté, qui porte des accusations d'une gravité extrême, anéantit une famille, avec des enfants en bas âge et une femme qui poursuivait ses études en France. »

À Téhéran, on a toujours considéré que l'affaire Bashir Biazar était avant tout politique, et que la France avait arrêté un citoyen iranien, et prolongé sa rétention administrative, pour favoriser la libération de trois ressortissants français arbitrairement détenus par l'Iran depuis plus de deux ans : il s'agit des touristes Cécile Kohler et Jacques Paris, syndicalistes enseignants en France, emprisonnés depuis le 7 mai 2022 et accusés d'espionnage par la République islamique, et d'Olivier, un troisième ressortissant incarcéré depuis octobre 2022, et dont la famille préfère taire le nom à sa demande. Pour l'heure, aucune avancée sur leur cas n'a été communiquée à leurs familles après l'annonce de l'expulsion de Bashir Biazar vers l'Iran.

Silence place Beauvau

La nouvelle a en tout cas suscité l'étonnement d'anciens prisonniers politiques iraniens, qui avaient profité de l'arrestation de Biazar en France pour déposer plainte contre lui le 20 juin dernier pour « complicité d'actes de torture » et « intelligence avec une puissance étrangère ». « Il est incompréhensible que ce haut dignitaire iranien,

ancien dirigeant de l'audiovisuel public, impliqué dans la production et la diffusion d'aveux forcés de nos compatriotes Cécile Kohler et Jacques Paris, et agent d'influence de la République islamique d'Iran, ait été expulsé avec une telle célérité sans qu'aucune poursuite pénale n'ait été diligentée à son encontre », dénonce Me Chirinne Ardakani, l'avocate

des plaignants iraniens. « Ceci est particulièrement inexplicable dans un contexte de traque ciblée et redoublée de militants des droits humains et de journalistes sur le sol français par des agents affiliés à la République islamique et de tentatives de déstabilisation, encore à cette heure, dans le processus des élections législatives françaises. »

Contacté par *Le Point*, le ministère de l'Intérieur n'a pas souhaité faire de commentaire. « La justice n'est pas politique en France », souligne de son côté une source diplomatique sous le couvert de l'anonymat. « S'il n'y a rien de susceptible de justifier des poursuites, alors le suspect ne peut qu'être relâché. Ici, il n'y a rien de solide, donc on l'expulse. »



Julian Bechocha
July 03, 2024

Turkish player sparks uproar after celebrating Euro goal with ultranationalist salute

ERBIL, Kurdistan Region - Turkish defender Merih Demiral scored a brace to drive Turkey to victory against Austria in the Euro 2024 football championship, but sparked outrage after celebrating his second goal with an ultranationalist Grey Wolves salute.

The Al-Ahli and former Juventus center-back netted home after only 58 seconds to give Turkey the lead against Austria, before scoring another goal at around the hour mark to seal the game and send Turkey to the quarter-finals at the tournament hosted in Germany, despite Austria grabbing a goal.

But he celebrated his second goal with the "wolf salute," a gesture associated with the Grey Wolves, a far-right extremist group closely linked to Turkey's ruling coalition party the Nationalist Movement Party (MHP), and sparked backlash on social media.

The Grey Wolves salute is banned in Austria and is punishable by fines up to €4,000. "He openly displays the symbol

of the fascist Grey Wolves. These paramilitaries were responsible for thousands of deaths, and today they sit in the Turkish government together with [Turkish President Recep Tayyip] Erdogan's AKP [Justice and Development Party]. When will UEFA react?" Austrian journalist Michael Bonvalot said on X.

Duzen Tekkal, a German-Yazidi journalist, expressed outrage about the gesture, saying that she has received death threats from Grey Wolves members in Germany for years. "The fact that Merih Demiral is showing the right-wing extremist wolf salute here is a mockery of the victims," she lamented.

UEFA on Wednesday launched a disciplinary investigation into the ultranationalist gesture made by Demiral after scoring the second goal.

"An investigation has been opened in accordance with Article 31(4) of the UEFA Disciplinary Regulations in relation to the alleged inappropriate behavior of the Turkish Football Federation player, Merih Demiral," UEFA said in a statement.

It added that further information will be provided at a later time.

Germany's interior ministry also slammed the gesture as «racist», saying it has "no place" in the Euro championship and calling on UEFA to consider sanctions.

"The symbols of Turkish right-wing extremists have no place in our stadiums. Using the European Football Championship as a platform for racism is completely unacceptable. We expect UEFA to investigate the case and consider sanctions," German Federal Interior Minister Nancy Faeser said on X.

In a post-match interview, Demiral said that he was happy after scoring two goals and celebrated with a gesture that made him "very proud."

"I had a goal celebration in mind, which I did. I am very proud because I am a Turk, therefore after the goal I felt it deeply, and I wanted to do it, and I am very happy about doing it," the Turkish goal-scorer said. He then [published](#) a post on X showing him celebrating with the

salute with the phrase "*ne mutlu Türküm diyene*," meaning "How happy is the one who says I am a Turk."

The phrase, coined by Mustafa Kemal Atatürk, the founder of modern Turkey, carries a sinister meaning for minorities in Turkey, such as Kurds, Armenians, Greeks, and Assyrians.

The Grey Wolves is infamous for attacks on minority communities in Turkey and abroad. In 2021, the European Parliament called on member states to apply the terror label to the Grey Wolves movement and ban the group in Europe.

It said that the group was "especially threatening for people with a Kurdish, Armenian, or Greek background and anyone they consider an opponent."

In March, a group of Turkish nationalists did a wolf salute while attacking several Kurdish families returning from Kurdish New Year (Newroz) celebrations in Belgium. At least six people were injured and the Kurdistan flag was burned.

Moscou et Bagdad encouragent le dialogue entre la Syrie et la Turquie

Propos convenus, brève entrevue : la rencontre entre les présidents turc et russe, Recep Tayyip Erdogan et Vladimir Poutine, a été vite pliée, mercredi 3 juillet, en marge du sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai à Astana, la capitale du Kazakhstan. « *Nous menons une diplomatie téléphonique mais, entre-temps, nos ministres restent en contact* », a tenu à rassurer le président turc à l'issue de l'entretien, qui a duré une petite heure. Le dossier syrien est régulièrement évoqué mais les antagonismes persistent, la Russie soutenant le président syrien, Bachar Al-Assad, tandis que la Turquie appuie, finance et forme la rébellion syrienne dans les territoires conquis par son armée entre 2016 et 2022 dans le nord de la Syrie.

Cela fait des années que Vladimir Poutine pousse son homologue turc à la réconciliation avec Bachar Al-Assad, sans succès. Évoqué à maintes reprises, jamais réalisé, ce rapprochement a été pris en main par l'Irak. « *Créer une base de réconciliation et de dialogue entre la Syrie et la Turquie* » est l'objectif que le premier ministre irakien, Mohammed Chia Al-Soudani, s'est fixé.

« La main de l'Iran en coulisses »

C'est ce qu'il a expliqué le 31 mai à des médias turcs, précisant que MM. Erdogan et Assad y étaient favorables. Proche de la Syrie et de l'Iran, M. Al-Soudani, qui cherche à renforcer sa stature internationale en se posant en médiateur, pense pouvoir réussir là où les diplomates russes ont échoué. La médiation russe avait achoppé en 2023, après deux ans d'efforts, face à l'exigence posée par le président Al-Assad,



Rencontre entre les présidents turc, Recep Tayyip Erdogan, et russe, Vladimir Poutine, au sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai, à Astana, le 3 juillet 2024. GAVRIIL GRIGOROV/AFP

et appuyée par Moscou et Téhéran, d'un [retrait des forces turques de Syrie en préalable à une normalisation](#). Ankara s'y est toujours refusé.

Selon le journal syrien *Al-Watan* du 30 juin, porte-voix du régime, une prochaine réunion syro-turque se tiendrait bientôt à Bagdad, ouvrant un long processus de négociations qui pourrait conduire à des accords politiques aux retombées concrètes. Des « *sources* » ont indiqué au journal que la partie turque avait demandé à Moscou et à Bagdad de pouvoir s'asseoir à une table de dialogue bilatéral avec la partie syrienne, sans aucune présence tierce, et loin des médias, pour examiner tous les aspects censés ramener les relations entre les deux pays à leur état antérieur.

La médiation irakienne, il est vrai, ne ferait pas le poids sans l'appui de la Russie, de l'Iran et des puissances du Golfe. « *La main*

de l'Iran se fait fortement sentir en coulisses », écrit Haid Haid, chercheur au sein du cercle de réflexion Chatham House, dans la revue en ligne *Al Majalla*. « *Tout dégel turco-syrien serait un triomphe pour Téhéran, renforçant son influence régionale, augmentant son importance pour la Syrie* », estime le chercheur. Parrain du régime Al-Assad, Téhéran veille cependant à ce qu'Ankara ne redevenue pas un concurrent sur le terrain syrien, qui sert de pont terrestre entre l'Iran et le Liban.

Trois semaines après la déclaration du premier ministre irakien, Bachar Al-Assad s'est dit favorable à des pourparlers avec la Turquie, sans poser explicitement, c'est une première, comme condition préalable le retrait des forces turques du nord de la Syrie. « *La Syrie est ouverte à toutes les initiatives concernant les relations syro-turques tant qu'elles sont basées sur le respect de la souveraineté de l'Etat syrien sur l'en-*

semble de son territoire », a-t-il déclaré le 26 juin à l'envoyé spécial du président russe, Alexandre Lavrentiev.

« *Nous ne voyons aucun obstacle au rétablissement des relations avec la Syrie* », lui a répondu le président turc le 28 juin. Ce jour-là, Recep Tayyip Erdogan s'est livré à son traditionnel discours à la sortie de la mosquée Hz. Ali, à Istanbul. « *Il était une époque, a-t-il confié, où nous étions très proches de la Syrie, nous nous rencontrions alors en famille [avec M. Al-Assad], peut-être cela se reproduira-t-il à l'avenir.* »

Changement de ton

En 2009, il est vrai, les relations étaient plutôt chaleureuses entre les deux hommes, M. Erdogan et son épouse, Emine, ayant accueilli la famille Al-Assad dans le cadre de vacances à Bodrum, au bord de la mer Égée. Les échanges commerciaux aussi étaient à leur apogée. Mais la

répression féroce déclenchée en 2011 par le régime syrien contre l'opposition a contraint la Turquie à rompre les relations diplomatiques.

Les récentes déclarations des présidents turc et syrien traduisent un changement de ton. Pour M. Erdogan, la nécessité de renouer avec Bachar Al-Assad s'explique par le fardeau que constituent les réfugiés syriens : 3,2 millions de personnes hébergées par la Turquie sur une décennie. « Il s'agit d'un problème social et politique qui s'est aggravé avec le ralentissement économique du pays. C'est ce qui a causé la défaite du parti au pouvoir lors des élections municipales du 31 mars », analyse Sinan Ülgen, ancien diplomate turc et directeur du centre de recherche indépendant EDAM, à Istanbul. « Voilà pourquoi le gouvernement est maintenant obligé de développer une solution qui permettrait le retour sûr et volontaire de ces réfugiés en Syrie. La seule façon de lancer cette procédure serait de parvenir à un accord avec Bachar Al-Assad, sans lequel il n'y aura pas vraiment de possibilité pour ces personnes de ren-

trer chez elles. C'est essentiellement pour cette raison qu'il y a une nouvelle volonté d'entreprendre ces négociations avec la Syrie », poursuit le chercheur, conscient que le processus sera long et difficile.

Les pressions étrangères ne sont pas une garantie de succès, comme le montre l'échec de la médiation russe. « Le fossé entre les exigences respectives d'Ankara et de Damas est trop grand pour que ces pourparlers aient un résultat. Le régime Al-Assad veut qu'Ankara se retire de Syrie et cesse son soutien à l'opposition syrienne. La Turquie appelle la Syrie à l'aider à soumettre les forces kurdes dans le Nord-Est syrien – ce que Damas n'a pas la capacité de faire », estime Daren Khalifa, experte sur la Syrie au sein de cercle de réflexion International Crisis Group.

Affrontements dans le nord de la Syrie

Signe que les lignes bougent un peu sur le terrain, la Turquie a rouvert le 28 juin le point de passage d'Abou Al-Zandin, près d'Al-Bab, qui relie les territoires qu'elle

contrôle dans le nord de la Syrie à ceux qui sont administrés par le gouvernement syrien à l'est d'Alep. Par ailleurs, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme, des travaux sont en cours pour élargir l'autoroute reliant la ville turque de Gaziantep à la ville syrienne d'Alep, contrôlée par le régime de Damas. Le rapprochement entre Damas et Ankara pourrait aussi bien se cantonner au volet commercial, estime un bon observateur. Un renforcement de la coopération économique entre les deux voisins est tentant pour Bachar Al-Assad, dont l'économie a été laminée par la guerre et les sanctions internationales. Damas pourrait profiter d'une réouverture des grands axes routiers et des points de passage.

Quoi qu'il en soit, la perspective d'une normalisation ulcère la plupart des rebelles syriens qui résident dans les vastes territoires contrôlés par Ankara dans le nord de la Syrie. Les forces turques et des manifestants syriens s'y sont affrontés dimanche 30 juin et lundi 1^{er} juillet, causant la mort de sept personnes. Les Syriens réagissaient à des at-

taques xénophobes ayant visé des membres de la communauté syrienne réfugiés en Turquie, mais il n'y avait pas que cela : en réalité, la perspective d'un rapprochement avec Damas a largement contribué à mettre le feu aux poudres. Fait inédit, les forces d'Ankara ont essuyé ce jour-là les tirs de certains de leurs supplétifs syriens – l'armée nationale syrienne et le groupe djihadiste Hayat Tahrir Al-Cham – censés les aider à tenir les territoires conquis.

Dimanche, des manifestants en colère ont ainsi pris d'assaut le point de passage tout juste rouvert d'Abou Al-Zandin, détruisant des équipements et appelant les autorités locales à le fermer. Des images postées sur les réseaux sociaux ont montré des véhicules blindés turcs et certains avant-postes turcs touchés par des balles en d'autres lieux, à Afrin et à Azaz, au nord d'Alep. Dans l'une des vidéos, on entend des Syriens dire aux soldats turcs qui protègent un avant-poste : « Vous nous vendez à Bachar Al-Assad. »



04 juillet 2024

Euro 2024: le geste politique de Demiral vire à l'incident diplomatique, Erdogan va se rendre à Berlin

Berlin et Ankara ont respectivement convoqué les ambassadeurs de la Turquie et de l'Allemagne après la célébration à l'Euro de Merih Demiral, qui a effectué un signe de ralliement d'un mouvement ultra-nationaliste turc.

Turbulences entre Berlin et Ankara. [La célébration du défen-](#)

[seur Merih Demiral, qui a effectué le signe de ralliement du mouvement d'extrême droite turque «Loups gris»](#) lors de la victoire 2-1 de la Turquie contre l'Autriche en huitièmes de finale de l'Euro 2024, provoque un incident diplomatique en Allemagne. L'incident, qui fait l'objet d'une enquête de l'UEFA pour «comportement potentiellement

inapproprié», a conduit à des convocations d'ambassadeurs. Au lendemain du match, Nancy Faeser, ministre allemande de l'Intérieur, a appelé l'UEFA à «réfléchir à des sanctions» après avoir estimé que «le symbole des extrémistes de droite turcs n'a rien à faire dans nos stades». Ses propos ont [conduit Ankara à convoquer l'ambas-](#)

[sadeur d'Allemagne en Turquie](#). En retour, Berlin a convoqué jeudi matin l'ambassadeur de Turquie.

Erdogan va assister au quart de finale

Le gouvernement turc s'est aussi positionné par la voix de son ministère des Affaires étran-

gères, en fustigeant les «réactions politiquement motivées» et «en soi xénophobes» des autorités allemandes.

Le président Recep Tayyip Erdogan n'a pas réagi directement à la polémique. Mais il a fait savoir qu'il assisterait au quart de finale de l'Euro entre la Tur-

quie et les Pays-Bas, prévu samedi 6 juillet à Berlin (21 heures).

L'Allemagne embarrassée

Les «Loups gris» se sont développés à partir des années 1960 dans l'orbite du Parti d'action nationaliste (MHP), membre

de la coalition dirigée par le Parti de la justice et du développement (AKP) du président Recep Tayyip Erdogan. Cette faction ultranationaliste a été associée dans le passé à de nombreux assassinats politiques visant des militants kurdes ou de gauche.

En Allemagne, terre de forte immigration turque, les autorités font face au soutien de quelques milliers de citoyens aux «Loups gris», groupe considéré comme raciste et antisémite par les autorités du pays sans pour autant être interdit.

The New York Times

Alissa J. Rubin
July 4, 2024

Iranians' Demand for Their Leaders: Fix the Economy

In a series of interviews, virtually every resident of Tehran listed Iran's sickly economy as the No. 1 issue for the country's next president.

Alissa J. Rubin spent nearly a week interviewing residents of Iran's capital, Tehran, about how the stumbling economy is affecting their lives.

Sign up for the Tilt newsletter, for Times subscribers only. Nate Cohn, The Times's chief political analyst, makes sense of the latest political data.

In the working-class neighborhood of Tehran surrounding Imam Hussein Square, the side streets and alleys are lined with secondhand stores and small repair shops for refurbishing all manner of household goods. But with little to do, most shopkeepers idle in front of their stores.

A 60-year-old man named Abbas and his son Asgar, 32, lounged in two of the secondhand, faux brocade armchairs that they sell. Asked about their business, Abbas, who did not want his surname used for fear of drawing the government's attention, looked incredulous.

"Just look down the street," he said. "Business is awful. There are no customers, people are economically weak now, they don't have money."



Many workers, like these furniture restorers in Tehran, say they make too little to build a life. Some contemplate emigrating to Europe. Arash Khamooshi for The New York Times

After years of crippling U.S. sanctions that generated chronic inflation, made worse by Iran's economic mismanagement and corruption, Iranians increasingly feel trapped in a downward economic spiral.

Virtually every person interviewed during six days of reporting in the Iranian capital described a pervasive sense of losing ground economically, of becoming window shoppers rather than buyers, of patching machinery used in factories because replacements are too

expensive, of substituting lentils for lamb.

Even in the upscale Pasdaran neighborhood of Tehran, where chic cafes serve croissants and cappuccino and the avenues are lined with grand, Art Deco apartment buildings, most Iranians, regardless of their political views, have one demand for their next president, who will be chosen in a runoff election on Friday: Fix the economy.

When asked how her business was doing, Roya, a 25-year old

woman with a warm smile, who runs a small cosmetics shop in a bazaar in the north of Tehran, had a one-word response: "Less."

Yet, with shelves crammed with moisturizers, mascaras, blushes and serums, the shop appears to be flourishing. So what is missing?

"There is less, less of everything: fewer customers, they buy less, and the imported cosmetics come from fewer places," she said, after asking that her surname not be used because she feared reprisals from her boss or the government.

The French and German brands prized by sophisticated Iranians have become too costly for all but the very rich, she said.

Also missing on Iran's gridlocked streets is much variety in the cars. Some are the aging products of joint ventures with European and Japanese manufacturers after sanctions were eased, or domestically produced copies of them.

When President Donald J.

Trump unilaterally withdrew the United States from the 2015 nuclear agreement Iran had negotiated with Western powers and reimposed sanctions on banking and oil sales, much foreign investment went, too.

At the same time, the trappings of wealth are still readily visible. Fancy consumer goods, including iPhones and designer clothes; Italian kitchenware and the latest in German lamps are for sale in North Tehran's malls and boutiques. Building projects are underway in many neighborhoods. And despite relentless sanctions, the government has managed to expand its sophisticated uranium enrichment program.

Iranians' sense of their diminished economic circumstances stems in part from the contrast with the period of the 1990s until 2010, when the middle class could count on seeing their real incomes rise every year.

Since then, outside of a small group of well connected clerical and military people, along with an elite of industrialists, developers and high-ranking professionals, who dominate the heights of the economy, Iranians' incomes and assets have been dragged down by inflation and the weak currency.

While there were about 8,000 Iranian rials to the dollar in 2000, that number is now around 42,000 at the official rate and closer to 60,000 on the street. Inflation has leveled off, but it is still running at [about 37 percent annually](#), according to the International Monetary Fund — a rate that would be unimaginable in the United States or Europe.

Despite the severe headwinds, the country has managed to eke out economic growth of about 1.7 percent per year

since 2010, when the Obama administration stiffened sanctions over Iran's nuclear program. Economists say that growth is attributable to increasing oil production and sales, primarily to [a growing market](#) in China, according to the Congressional Research Service.

"Sanctions have cast a long shadow on Iran's economy, but they have not led to an economic collapse," said Esfandiyar Batmanghelidj, the head of the Bourse and Bazaar Foundation, an economic think tank focused on the Middle East and Central Asia. But achieving slender growth despite the sanctions, he added, is little comfort for Iranians who are painfully aware of "how much is being left on the table."

The currency depreciation is so severe that when foreigners exchange, say, \$100 for Iranian rials, they are handed multiple thick wads of bills so bulky and heavy that they have to be carried in a briefcase or backpack. The government has begun to introduce a new currency, the toman.

"Only those who have dollars are comfortable," said Vahid Arafati, 36, as he sat in a cobbled square outside his small café, drinking espresso and fresh-squeezed carrot juice with friends.

While middle-class people talk about housing costs and how young people postpone marriages because they cannot afford to buy homes, less fortunate Iranians, who live month to month on meager salaries and spend on average 70 percent of their income in rent, face a far worse situation.

During the presidential voting last Friday at Masjid Lorzadeh, a mosque in a less affluent neighborhood in south Tehran, many people spoke angrily about the U.S. sanctions and

what they had done to Iran, but also pleaded that the next Iranian president hear their distress.

"I want the president to listen to my problems," said Mina, a 62-year old woman who, like most women there, was dressed in a black, head-to-toe chador. "I live in a basement, I have children, they cannot find work, I need surgery, but I have come to vote anyway," she said, wincing as she moved forward toward the ballot box.

There is no limit enforced on how much landlords can increase rents, leaving people like Mina in a constant state of anxiety over whether they will be priced out of their homes.

The woman next to her, Fatima, 48, a homemaker, was bitterly angry, especially at the United States for the sanctions, which she blames for Iran's economic problems. "These problems, the sanctions they are created by our enemies but they will not be successful," she said. "We will stab our enemies' eyes."

Abbas, the chair salesman, has a different take on the economy. "Look, Iran is a rich country, but that wealth doesn't go into the hands of the people" he said. "I don't know where it goes, I am not the government, maybe they know where it goes, but every year it gets worse."

"No president will help," he added. "The last president, when he came to power three years ago, a kilo of meat was 100,000 tomams. Now it is 600,000 tomams."

A few doors down, in the workshop where the chairs Abbas sells are refurbished, the mood is even bleaker.

In the back, two workers sweated over the cushions they were recovering, working

swiftly and wordlessly. They were educated, they said, but after years of declining fortunes, their families were unable to make ends meet, and they had been forced to take any jobs they could find.

A third man, Mohamed Reza Moharan Zahre, 36, said he had finished high school and was ready to go to college, hoping to become a pilot. But his father's carpet store was facing bankruptcy, so he left his studies to help out.

Now he says his only hope is to emigrate to Germany.

"Many of my friends have left the country. Going legally is difficult, but what choice do we have?" he said. "I earn by the piece, maybe \$220 a month, and \$180 goes to rent. I am single, how can I marry? Iran is not a good place for earning money."

Seddighe Boroumand, 62, a school janitor even though she is barely over four feet tall, was driven close to tears describing how her dwindling ability to afford anything beyond shelter and food has torn into the fabric of her life.

"My daughter died eight months ago because I did not have the money to buy the medicines she needed," Ms. Boroumand said. "She had a lung problem and couldn't breathe, I watched her gasping. And my first son had a heart problem and he died, too. He had a baby, and I pay money to support his baby."

"My third son was a conscript but he had some physical disability and we take care of him," she added, nodding to her husband, who works in the same school as she does.

"We ask the politicians to end the suffering."

Turquie : après le séisme de 2023, la « catastrophe » écologique et sanitaire des décharges de gravats

Les faits Les entreprises privées chargées de la collecte des débris du tremblement de terre de février 2023 les déversent sur des sites non réglementés, au mépris de l'environnement et de la santé publique.

« La situation aujourd'hui est pire qu'au lendemain du séisme », soupire Mehmet Ali Ergün, militant pour une reconstruction équitable d'Hatay. Cette région du sud profond de la Turquie a été la plus touchée par la catastrophe du 6 février 2023, qui a fait plus de 53 000 morts selon les chiffres officiels. Un des principaux défis, à la suite du séisme, était l'élimination de 200 millions de tonnes de gravats. A cette fin, une armada de camions a été mobilisée, ils ont déposé ces débris dans des sites largement non réglementés.

A Hatay, des militants dont Mehmet Ali Ergün luttent depuis plus d'un an contre ce désastre écologique et sanitaire qu'ils nomment la « catastrophe dans la catastrophe ». Le Monde a pu identifier au moins neuf décharges sur des images satellites. Elles montrent des montagnes de gravats, qui recouvrent des terrains agricoles, des zones humides et des vallées.

« Ces gravats contiennent des milliers de substances toxiques, comme du plomb et des fibres d'amiante », affirme Ali Kanatli, coordinateur de l'association des médecins turcs à Hatay. Bien que l'amiante soit interdit en Turquie depuis 2010, on le re-

trouve dans des bâtiments construits auparavant. L'exposition à cette matière utilisée pour l'isolation peut mener à des maladies respiratoires graves, dont le cancer des poumons.

Particules fines nocives

« Nos lois sont très claires. Il existe des règles strictes à suivre quand on se débarrasse de débris pour éviter la contamination d'amiante et de particules fines nocives. Il faut arroser les débris, couvrir les camions qui les transportent, étanchéifier les sites de dépôt. Mais à Hatay, ces lois ne sont tout simplement pas respectées », déplore Ali Kanatli. En septembre, une enquête menée par la chambre du génie écologique d'Istanbul et la Deutsche Welle avait révélé que des traces de fibres d'amiante avaient été découvertes, parfois jusqu'à 150 kilomètres du lieu où les gravats avaient été déversés.

Le stade de Samandag, à Hatay, avait été converti en campement de fortune pour accueillir les sinistrés. Dès mars 2023, des gravats sont entreposés juste en face. Ils forment un amas de 10 mètres de haut et 300 mètres de large. Les images satellites prises un an plus tard montrent qu'il a continué de croître. Moins d'1 kilomètre au sud se situe la réserve naturelle de Mileyha, abri de plus de 200 espèces d'oiseaux, qui est menacé par la poussière émanant du dépôt.

« Le vent d'ouest balaie le litto-

ral de Hatay six mois par an et transporte la poussière des gravats vers le reste de la région, précise Ali Kanatli. Depuis plusieurs mois, les compagnies responsables des décharges ont commencé à en extraire les morceaux de métal pour les revendre. Cette activité produit encore plus de poussière, qui se répand alors sur toute la région et affecte la population entière. »

« On parle beaucoup d'amiante, mais la poussière est un danger en elle-même », alerte Haluk Çalisir, médecin spécialiste des maladies pulmonaires à l'association turque du thorax. Les particules fines dans l'air peuvent mener à des troubles graves sur le temps long, allant du cancer des poumons à la crise cardiaque. A Hatay, selon l'ONG turque, Plateforme du droit à l'air pur, la proportion de particules fines nocives dans l'air est bien supérieure aux limites fixées par l'Organisation mondiale de la santé. Leur présence a augmenté de 2,4 fois depuis le séisme.

« Hausse des crises allergiques et de crises d'asthme »

« Pour ce qui est des conséquences sanitaires, nous n'avons pas encore de données scientifiques fiables à l'heure qu'il est – comment les récolter alors que beaucoup de sinistrés n'ont même pas un réel accès aux soins ?, expose Ali Kanatli. Mais on observe déjà une hausse des crises allergiques et de crises d'asthme. Il n'y a aucun doute

que cela se traduira par une hausse des maladies respiratoires et des problèmes chroniques sur le long terme, c'est-à-dire dans dix, vingt, voire trente ans. »

A cette crise sanitaire s'ajoute un désastre écologique. A quelques kilomètres du littoral, entre les villages de Yesilköy et d'Uzunbag, les excavateurs ont déversé des gravats dans un cours d'eau qui servait à irriguer les champs avoisinants. Il est désormais complètement recouvert. Quelques centaines de mètres plus loin, on trouve un autre site. Celui-ci déborde sur un champ d'oliviers, l'une des principales ressources agricoles de la région.

« Le niveau des deux principales récoltes du village, les olives et les mandarines, a considérablement baissé », explique Mehmet Ali Ergün, habitant de Yesilköy. Il attribue cette situation à la contamination des voies d'irrigation par les déchets qui s'infiltrent, avec la pluie, dans les nappes phréatiques. Une inquiétude que partage Nilgün Karasu, présidente de l'association de la protection environnementale d'Antakya, la capitale régionale. « On détruit notre moyen premier de subsistance. On n'a pas encore de données concrètes, mais notre association recueille des témoignages d'agriculteurs dans toute la province. On nous dit qu'il y a une baisse générale dans la quantité et la qualité des récoltes. »

Dans les montagnes qui surplombent Antakya, les gravats ont aplati une partie de la vallée près du quartier de Narlica.

Février 2023 / Mars 2024.
Source : Airbus/Google Earth

Dans les montagnes qui surplombent Antakya, les gravats remplissent les vallées. Le dépôt dans le quartier de Narlica mesure plus de 500 mètres d'un bout à l'autre et dévore progressivement les oliviers, « *passés de génération en génération* » souligne M^{me} Karasu. « *Certains de ces arbres avaient 200, voire 300 ans* », déplore-t-elle, en notant l'importance de la production oléicole pour la population locale. « *Il existe des champs d'amiante naturel et des friches appartenant à l'Etat qui au-*

raient dû être désignés pour disposer les gravats. Pourquoi les déverser sur des zones cultivées ? »

« Une question politique »

La réponse est économique pour Ali Kanatli, qui estime que les compagnies chargées du ramassage des décombres choisissent des sites de dépôt le moins éloignés possible des zones sinistrées, pour économiser sur le carburant. Pour d'autres, elle est avant tout politique. Beaucoup d'activistes locaux, dont Mehmet Ali Ergün, voient dans la décision de déposer des gravats sur des zones agricoles une politique

délibérée à l'encontre de la population affectée, majoritairement arabe alaouite.

Cette minorité ethnique et religieuse constitue une majorité à Samandag, bastion de l'opposition, où *Le Monde* a pu vérifier l'existence d'au moins quatre décharges sauvages. Nilgün Karasu dénonce elle aussi ce qu'elle considère être une attaque à caractère politique. « *Cette invasion de gravats renforce la discrimination que nous subissons : ce sont nos communautés même qui sont menacées.* »

En avril 2023, le barreau d'Ha-

tay et l'association des médecins turcs ont déposé plainte contre les autorités locales pour avoir autorisé ces décharges. Plus d'un an plus tard, aucun jugement n'a encore été prononcé. Selon l'avocat Ecevit Alkan, plusieurs des parties prenantes ont porté plainte contre les juges du tribunal administratif d'Hatay, les accusant de ralentir sciemment la procédure. Pour M. Alkan, comme pour la majorité des militants qui espèrent que la justice leur donnera raison, « *la question des dépôts est, au-delà d'une menace sanitaire et écologique, une question politique* ».

Le Monde

avec AFP
5 juillet 2024

En Iran, le second tour de la présidentielle oppose un candidat réformiste à un ultraconservateur

La participation au premier tour il y a une semaine a atteint, à 39,92 % des 61 millions d'électeurs, son niveau le plus bas en quarante-cinq ans de République islamique.

Le scrutin s'ouvre alors que l'Iran est au cœur de plusieurs crises géopolitiques. Quelque 61 millions d'Iraniens sont appelés, vendredi 5 juillet, aux urnes pour le second tour de l'élection présidentielle, qui se joue entre le [candidat réformiste Masoud Pezeshkian](#) et l'[ultraconservateur Saïd Jalili](#), arrivé en deuxième position au premier tour.

Les opérations de vote ont débuté à 8 h 30 (6 h 30 à Paris) dans les 58 638 bureaux de vote disséminés dans l'immense pays, de la mer Cas-

pienne, dans le nord du pays, au Golfe dans le Sud. Le scrutin sera suivi avec attention à l'étranger alors que l'Iran, poids lourd du Moyen-Orient, est imbriqué dans plusieurs dossiers, de la guerre à Gaza au dossier nucléaire, dans lesquelles il s'oppose aux pays occidentaux, notamment les Etats-Unis, son ennemi juré.

Dans le pays, cette élection, organisée à la hâte pour remplacer le [président ultraconservateur Ebrahim Raïssi](#), tué dans un accident d'hélicoptère le 19 mai, se tient dans un contexte de mécontentement

populaire face notamment à l'état de l'économie frappée par les sanctions.

Appel au boycott du vote

« *J'ai entendu dire que l'enthousiasme et l'intérêt du peuple (au scrutin) étaient plus grands qu'auparavant. Je prie Dieu pour qu'il en soit ainsi* », a déclaré le guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, en votant à Téhéran. Selon des images de la télévision d'Etat, des électeurs faisaient la queue devant les bureaux de vote à Saveh (centre) et à Kerman (sud), tandis qu'à Téhé-

ran, les Iraniens étaient moins nombreux à se rendre aux urnes durant la matinée, selon des correspondants de l'AFP. La participation au premier tour il y a une semaine a atteint, à 39,92 % des 61 millions d'électeurs, son niveau le plus bas en quarante-cinq ans de République islamique, loin des quelque 80 % des présidentielles de la fin du XX^e siècle.

Des figures de l'opposition en Iran, ainsi qu'au sein de la diaspora, avaient appelé au boycott du scrutin, jugeant que les camps conservateur et réfor-

mateur représentent deux faces de la même médaille. « *Il est complètement faux de penser que ceux qui n'ont pas voté au premier tour sont contre le système* », a toutefois affirmé le Guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, qui a appelé mercredi les électeurs à voter. Sorti en tête du premier tour avec 42,4 % des voix, contre 38,6 % pour M. Jalili, le député réformateur Massoud Pezeshkian, un chirurgien de profession âgé de 69 ans, qui affirme sa loyauté à la République islamique, plaide pour un Iran plus ouvert à l'Occident. Il a reçu le soutien des anciens présidents, réformiste Mohammad Khatami et modéré Hassan Rohani.

L'ultraconservateur Saïd Jalili, 58 ans, est lui connu pour ses positions inflexibles face aux puissances occidentales. Il a notamment reçu l'appui de Mohammad Bagher Ghalibaf, le président conservateur du Parlement, arrivé troisième avec 13,8 % des voix au premier tour.

Lors de deux débats, les deux candidats ont abordé les difficultés économiques du pays, ses relations internationales, le faible taux de participation aux élections et les restrictions imposées à Internet par le gouvernement. « *Les gens sont mécontents de nous* », les responsables, a déclaré M. Pezeshkian. « *Lorsque 60 % de la population ne participe pas [à une élection], cela signifie*



Le Guide suprême de la République islamique, l'ayatollah Ali Khamenei, vote lors de l'élection présidentielle à Téhéran, en Iran, le 5 juillet 2024. OFFICE OF THE IRANIAN SUPREME LE / VIA REUTERS

qu'il y a un problème » avec le gouvernement, a-t-il argué.

Un président aux pouvoirs restreints

Ancien négociateur sur le nucléaire, M. Jalili a maintenu sa position intransigeante envers l'Occident, jugeant que Téhéran n'avait pas besoin de l'accord sur le programme nucléaire iranien, signé en 2015 avec les Etats-Unis et d'autres puissances mondiales, pour progresser.

Saïd Jalili avait vivement dénoncé l'accord, qui avait imposé des restrictions sur l'activité nucléaire de Téhéran en

échange d'un allègement des sanctions, estimant qu'il avait « *violé les lignes rouges* » de Téhéran en acceptant des « *inspections inhabituelles* » des sites nucléaires iraniens. **Les négociations sur le nucléaire** sont actuellement dans l'impasse après le retrait unilatéral des Etats-Unis décidé par le président Donald Trump en 2018 qui a réimposé de sévères sanctions économiques à Téhéran.

Tout au long de sa carrière, M. Jalili a pu accéder à des postes-clés au sein de la République islamique en ayant la confiance du Guide suprême.

Il est actuellement l'un des deux représentants de l'ayatollah Khamenei au Conseil suprême de sécurité nationale, la plus haute instance sécuritaire du pays.

Quel que soit le résultat du vote, l'élection devrait avoir des répercussions limitées, le président n'ayant que des pouvoirs restreints : il est chargé d'appliquer, à la tête du gouvernement, les grandes lignes politiques fixées par le Guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, qui est le chef de l'Etat. Les résultats doivent être annoncés samedi en fin de matinée.

The New York Times

Eve Sampson
July 5, 2024

Iran's Presidential Candidates: Who Are They?

Two candidates face off in Iran's runoff election on Friday after neither secured enough votes to win in the first round. Here's what you need to know about their positions and background.

A reformist and an ultra-conservative will square off in a runoff election Friday as neither candidate garnered the majority of votes required to win the presidency in a first round plagued by record low voter turnout and dissatisfaction with the political establishment.

The July 5 election, being held a year early because of the death of former President Ebrahim Raisi in a May helicopter crash, will decide whether the reform candidate, Dr. Masoud Pezeshkian, or the hard-liner Saeed Jalili, will assume the presidency of a country beleaguered by a crippled economy, internal protests and foreign policy challenges.

In the first round, 60 percent of eligible voters either did not show up at the polls or cast a blank vote, in protest of the ruling establishment, which they view as inefficient and incapable of solving Iran's domestic and international problems.

Dr. Pezeshkian received over 10.4 million votes (42.4 percent) of the approximately 24 million cast, and Saeed Jalili received 9.47 million (38.6 percent).

While Dr. Pezeshkian received the most votes in the first round, it's unclear who will emerge on top on Friday. The third-place candidate, Mohammad Baqer Ghalibaf, who received 13.8 percent of first-round votes, endorsed Mr. Jalili, but earlier polling showed that many of Mr. Ghalibaf's supporters would not support Mr. Jalili. Here is what to know about Dr.



Masoud Pezeshkian, left, and Saeed Jalili, right, on a big screen during the last presidential debate in Tehran, on Tuesday. Arash Khamooshi for The New York Times

Pezeshkian and Mr. Jalili:

Dr. Masoud Pezeshkian

Dr. Pezeshkian is a cardiac surgeon and veteran of the Iran-Iraq war who served in Parliament and as Iran's health minister.

Reformist candidates were largely disqualified from the 2021 presidential election and from the parliamentary election held in March. Experts say Dr. Pezeshkian was likely allowed to run by the Guardian Council, the governing body that decides which candidates can compete, to increase voter turnout after many Iranians boycotted March's parliamentary elections. The government sees high voter turnout as crucial to the election's perceived legitimacy.

Dr. Pezeshkian, an Azeri, one of Iran's ethnic minorities, was endorsed by former President Mohammad Khatami. The candidate has expressed openness to nuclear negotiations with the West, framing the debate as an economic issue. U.S.-led sanctions over Iran's ballistic and nuclear missile program are currently crippling the country's economy.

Dr. Pezeshkian has a history of openly criticizing the government and decried the violent enforcement of mandatory hijab laws after the protests over the 2022 death of an Iranian Kurdish woman, Mahsa Amini, engulfed the country.

Saeed Jalili

Mr. Jalili is an ultraconservative former nuclear negotiator nicknamed "the living martyr" after he lost a leg in the Iran-Iraq

war. He represents the country's most hard-line ideological views when it comes to domestic and foreign policy.

Mr. Jalili, who is close to Iran's supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, said he believes that Iran does not need to negotiate with the United States for economic success.

His position on the issue presents a "totally unrealistic" assessment of Iran's economic capabilities to the public, said Mehrzad Boroujerdi, an Iran expert and Dean of the College of Arts, Sciences and Education at Missouri University of Science and Technology.

"He's dead opposed not only to any nuclear deal, but to any sort of opening in the West," Mr. Boroujerdi said.

The New York Times

Farnaz Fassihi
July 5, 2024

Reformist Candidate Wins Iran's Presidential Election

Masoud Pezeshkian, a cardiac surgeon and relative moderate in the ruling establishment, defeated an ultraconservative former nuclear negotiator in a runoff.

In an election upset in Iran, the reformist candidate who advocated moderate policies at home and improved relations with the West won the presidential runoff against a hard-line rival, according to results released by the interior ministry on Saturday.

The winner, Masoud Pezeshkian, a 69-year-old [cardiac surgeon](#), got 16.3 million votes to defeat Saeed Jalili with 13.5 million votes. It was a blow to the conservative faction in Iran's ruling establishment and a major victory for the relatively moderate reformist camp, which had been sidelined from politics for the past few years.

After polls closed at midnight, turnout stood at about 50 percent, roughly 10 percentage points higher than in the first round, with about 30.5 million ballots cast, according to the interior ministry.

The first round had a record low turnout as many Iranians boycotted in protest. But the prospect of a hard-line administration that would double down on strict social rules, including enforcing mandatory hijabs for women, and remain defiant in negotiations to lift international economic sanctions, apparently spurred Iranians to turn out.

"The difficult path ahead will not be smooth except with your companionship, compassion and trust," [Mr. Pezeshkian wrote on social media](#) after his win. In another post, he thanked the



Masoud Pezeshkian waving to supporters at a campaign rally in Tehran on the last day of campaigning on Wednesday. Arash Khamooshi for The New York Times

young people "who came to work lovingly and sincerely for Iran" and "[shined a ray of hope and confidence in the future.](#)"

Mr. Pezeshkian said during the campaign that he recognized fixing the economy was inextricably linked to foreign policy — namely the standoff with the West over the nuclear program — and would negotiate to lift sanctions.

He has said he opposes the mandatory hijab law. But when it comes to Iran's animosity toward Israel, that is a matter of state policy set at the highest levels, from which the incoming president is unlikely to diverge.

While Iran's supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, wields the most power in government, analysts said the incoming president will set domestic policy and influence the shape of foreign policies.

"A reform-minded president, despite all the limitations and failures of the past, is still meaningfully better — in some significant way it would put some constraint on the authoritarianism of the Islamic Republic," said Nader Hashemi, a professor of Middle Eastern studies at Georgetown University.

Mr. Pezeshkian's supporters took to the streets before dawn on Saturday, honking horns,

dancing and cheering outside his campaign offices in many cities, including his hometown, Tabriz, after he was announced the winner. On social media, they [congratulated Iranians](#) for turning up at polls to "save Iran," a campaign slogan of Mr. Pezeshkian's.

"The end of the rule of minority over majority," said Ali Akbar Behmanesh, a reformist politician and head of Mr. Pezeshkian's campaign in the province of Mazandaran, "Congratulations for the victory of wisdom over ignorance," he added in a post [on X](#).

Some conservative supporters of Mr. Jalili [said on social me-](#)

dia that regardless of who won, the turnout was a victory for the Islamic Republic and they hoped the new administration would work to bridge divisions among political factions.

“Once again, the great will of the Iranians was manifested and embarrassed the enemies of the revolution, the system and the Islamic homeland, and especially the evil efforts and [planning of the Western Zionist media empire](#),” Mr. Khamenei said in a statement congratulating the winner. He called for the country to pull together for the sake of prosperity.

The special election was held because [President Ebrahim Raisi was killed in a helicopter crash](#) in May. Mr. Pezeshkian’s new term will last four years.

Elections in Iran are not free or fair by Western standards, and the selection of candidates is tightly vetted by the Guardian Council, an appointed committee of 12, with six clerics and six jurists. But the government has long viewed voter turnout as a sign of legitimacy.

[The two candidates in the runoff](#), from opposite ends of Iran’s constrained political spectrum, represented different visions for Iran, with consequences for domestic and regional politics.

In the days before the election, Mr. Pezeshkian’s campaign rallies attracted larger and younger crowds. Prominent politicians like Mohammad Javad Zarif, a former foreign minister, campaigned for him and said the choice was between “day and night.”

The message that voters should turn up out of fear of Mr. Jalili appeared to have resonated.

“I’m going to vote, because if I don’t vote, the Islamic Republic won’t be toppled, but it will help

elect a hard-line president that I do not accept,” Ghazal, a 24-year-old fashion designer in Tehran, the capital, said in a telephone interview. Like others interviewed, she asked to be identified only by her first name for fear of drawing the government’s attention.

Sedigheh, a 41-year-old pediatrician in Tehran, also abandoned her boycott and voted for Mr. Pezeshkian on Friday, even though she said by telephone that she had no hope that any president could bring about the meaningful changes that people demanded.

“I voted, because I think we need small and incremental changes that make our lives a little better,” she said, “and if there is a president who can or wants to make those small changes, it’s enough for now.”

A [veteran](#) of the Iran-Iraq war, Mr. Pezeshkian served in Parliament for 16 years, including a stint as deputy Parliament speaker, and as health minister for four years. After his wife died in a car accident, he raised his children as a single father and has never remarried, which is somewhat unusual in Iran. That, and his identity as an Azeri, one of Iran’s ethnic minorities, endeared him to many voters. He campaigned with his daughter by his side at every rally and major speech.

Many conservatives crossed party lines and voted for Mr. Pezeshkian because, they said, Mr. Jalili was too extreme and would deepen tensions at home.

“Mr. Jalili cannot unite Iranians,” said Saeed Hajati, a conservative who said he was voting for Mr. Pezeshkian while at a town-hall-style meeting on Thursday that was streamed on the Clubhouse app. “He will divide us more, and we need someone who can bridge these divisions.”

Mr. Pezeshkian promised to

work with his rivals to solve Iran’s many challenges.

Mr. Jalili campaigned on the message that he would safeguard revolutionary ideals and remain defiant against challenges like sanctions and nuclear negotiations. He congratulated the victor on Saturday, saying he wanted to help the government address the country’s problems.

In the days before the vote, prominent politicians and clerics called Mr. Jalili “delusional,” compared him to the Taliban in Afghanistan and warned that his presidency would put the country on a collision course with the United States and Israel.

Reformists in Iran said that Mr. Pezeshkian’s election campaign was a boost for their political movement, which many inside and outside the country had written off after being marginalized in parliamentary elections and the last presidential election, in 2021. That year, competitive candidates were disqualified, while those who remained faced a disillusioned electorate.

Many Iranians have called for an end to authoritarian clerical rule in waves of protests, including a 2022 uprising led by women in which crowds chanted, “Conservatives, reformists, the game is over.”

The government brutally cracked down on the dissent, killing more than 500 people and arresting tens of thousands during that latest uprising. The widespread anger and loss of hope were reflected in the fact that half of eligible voters, about 61 million, sat out this election, saying that a vote for the government would be a betrayal of all victims.

Mahsa, a 34-year-old accountant in Isfahan, said by telephone that she refused to vote and was not buying the logic that she had to pick between bad and worse.

“I see this election as government propaganda — a kind of ridiculous mask behind which everything is controlled by a dictator.”

A daunting list of challenges awaits the winner: an ailing economy debilitated by years of international economic sanctions, a frustrated electorate and geopolitical tripwires that have brought Iran to the brink of war twice this year. Many Iranians blame the government for wrecking the economy, limiting social freedoms and isolating the country.

During Mr. Raisi’s tenure, he oversaw a strategy of expanding Iran’s regional influence and strengthening ties with Russia and China. Iran-backed militant groups expanded their reach and gained more advanced weapons across the Middle East, and the [country’s nuclear program advanced to weapons-threshold level](#) in the aftermath of President Donald J. Trump’s [withdrawing the United States](#) from the nuclear deal in 2018.

As war rages between Israel and Hamas in Gaza, militant proxies backed by Iran have opened new fronts against Israel from Yemen to Lebanon. Those tensions took Iran to the brink of war with Israel in April and with the United States in February.

Iran’s animosity toward Israel and support for Palestinians are part of the core principles of the ruling system and will almost certainly not change with a new president. In fact, Mr. Pezeshkian has said in interviews with Iranian media that he would negotiate with every country except Israel.

An earlier version of this article misidentified the university with which Nader Hashemi is affiliated. He is a professor at Georgetown University, not George Washington University.

En Iran, le candidat réformateur Masoud Pezeshkian remporte la présidentielle

Bénéficiant d'un rebond de la participation, l'ancien ministre de la santé devance nettement son adversaire ultraconservateur, Saïd Jalili.

Le réformateur Masoud Pezeshkian a remporté l'élection présidentielle anticipée, vendredi 5 juillet, en obtenant 16 384 403 voix et 53,6 % des suffrages exprimés, devançant de près de 3 millions de voix son rival ultraconservateur, Saïd Jalili (13 538 179 voix), lors d'un second tour qui a connu un rebond de participation à 50 % des inscrits, selon les chiffres publiés par le ministère de l'intérieur. Le vote avait été organisé en urgence après la mort de l'ancien président ultraconservateur Ebrahim Raïssi dans un accident d'hélicoptère, en mai.

« Nous tendrons la main de l'amitié à tout le monde, nous sommes tous des habitants de ce pays, nous devrions utiliser tout le monde pour le progrès du pays », a déclaré M. Pezeshkian, lors de sa première prise de parole depuis sa victoire, samedi. Ce spécialiste en chirurgie générale et en chirurgie cardiaque de 69 ans a été ministre de la santé sous le deuxième mandat de l'ancien président réformateur Mohammad Khatami, entre 2001 et 2005. Une fonction qu'il a volontiers mise en avant face à son adversaire.

Plus de 61 millions d'Iraniens étaient appelés à participer. Le premier tour a été marqué par une abstention record : 60 % des électeurs avaient boudé les urnes le 28 juin. « J'ai entendu dire que l'enthousiasme et l'intérêt du peuple [au scrutin] étaient plus grands qu'auparavant. Je prie Dieu pour qu'il en

soit ainsi », espérait le Guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, en votant vendredi matin à Téhéran. Les bureaux de vote, qui devaient fermer à 18 heures, ont été maintenus ouverts jusqu'à minuit dans l'espoir d'un regain de participation.

L'afflux de quelque 7 millions d'électeurs supplémentaires par rapport au premier tour aura fait définitivement pencher la balance en faveur du candidat soutenu par le camp réformateur, Masoud Pezeshkian. Son adversaire, Saïd Jalili, qui accusait un million de voix de retard le 28 juin, comptait récupérer une partie de l'électorat de Mohammad Bagher Ghali-baf, l'ancien maire conservateur de la capitale éliminé au premier tour. En vain.

Peu de marge de manœuvre

Zeinab (qui témoigne sous pseudonyme), une habitante de Téhéran de 41 ans employée dans une organisation non gouvernementale, a voté pour le candidat réformateur vendredi, alors qu'elle avait boudé les urnes au premier tour. « J'ai une fille de 6 ans qui va à l'école, explique-t-elle. Pour nous, ce qui va se passer dans le court terme a de l'importance, surtout dans le système éducatif des filles. Je me suis dit que, si je me levais le matin et que je voyais que Saïd Jalili avait été élu, j'aurais une très mauvaise conscience. » Ces derniers jours, le candidat ultraconservateur, homme rigide et très religieux, avait été traité

de « taliban » par certains partisans des réformateurs dans le but de mobiliser les abstentionnistes.

En Iran, une hausse de la participation a souvent bénéficié au camp réformateur. Mais remobiliser les électeurs n'avait rien d'évident pour M. Pezeshkian alors que les blessures provoquées par la répression violente du mouvement de protestation Femme, vie, liberté, né après la mort en garde à vue de la jeune Mahsa (Jina) Amini en septembre 2022, restent vives. « Mon gouvernement s'opposera à la police des mœurs. Et je m'oppose fermement à toute forme de coercition à l'encontre d'un être humain. Nous n'avons pas le droit de contraindre les femmes et les jeunes filles, et j'ai honte de ces comportements à leur égard », a-t-il promis lors de la campagne, semblant vouloir donner des gages à celles et ceux qui ont contesté le régime dans les rues et alors que les forces de l'ordre se remettent à cibler les femmes non ou « mal » voilées.

Lire aussi (2024) | Article réservé à nos abonnés [En Iran, la police des mœurs revient en force](#)

Masoud Pezeshkian est pourtant attendu au tournant. Alors que la justice et le Parlement sont aux mains des plus durs, comme tous les autres centres du pouvoir, dont les gardiens de la révolution (l'armée idéologique du pays), le nouveau président n'a que très peu de marge de manœuvre. Tous ses

prédécesseurs qui n'ont pas appartenu à l'aile dure – le réformateur Mohammad Khatami (1997-2005) et Hassan Rohani (2013-2021) – ont été entravés dans leurs politiques internes et externes. « A l'intérieur, Masoud Pezeshkian peut négocier avec le noyau dur du pouvoir certaines revendications de la population qui ne sont pas considérées comme des lignes rouges, touchant aux libertés sociales, explique au Monde Meysam Sharifi, membre de la campagne électorale du président élu, relativement optimiste. Sans être radical, il a la capacité d'interagir avec le pouvoir et de se faire entendre. »

Dérèglement climatique, corruption endémique, inflation, chômage des jeunes, répression de toute voix dissonante... les défis qui attendent le nouvel élu sont immenses. Alors que son adversaire ultraconservateur cultivait une position d'isolement économique pour atteindre l'hypothétique objectif d'une croissance de 8 % par an, défini par le Parlement après des mois de négociations houleuses avec la précédente administration, Masoud Pezeshkian lie tout espoir d'une embellie avec la sortie du pays de son isolement.

« Il n'est pas possible d'atteindre un taux de croissance de 8 % sans ouvrir nos frontières et communiquer avec les Etats et gouvernements de la région et du monde, a-t-il affirmé lors d'un débat télévisé. Pour atteindre cet objectif, nous aurions besoin de 200 milliards de dol-

lars [184 milliards d'euros] par an, ce qui est impossible dans les conditions actuelles. Il est donc essentiel de résoudre nos problèmes de relations internationales. » Ses mots ont d'autant plus porté que Saïd Jalili, ancien négociateur sur le nucléaire entre 2007 et 2013, n'avait pas fait avancer les négociations sur ce dossier entre Téhéran et les grandes puissances.

Espoir sur le nucléaire

Masoud Pezeshkian a également nommé l'ancien ministre des affaires étrangères Mohammad Javad Zarif conseiller diplomatique. Ce dernier a été l'un des architectes de l'accord sur le nucléaire conclu

en 2015 avec les Etats-Unis, le Royaume-Uni, l'Allemagne, la France, la Russie et la Chine. Alors que le « deal » est dans un état comateux depuis 2018 et la sortie unilatérale des Etats-Unis de Donald Trump, l'élection de Masoud Pezeshkian laisse espérer une reprise des négociations.

« Bien que les politiques stratégiques, dont celles qui touchent au dossier du nucléaire, soient définies par le Guide suprême Ali Khamenei, les tactiques et la manière dont ces dernières sont mises en place dépendent des compétences et de la volonté des gens au sein du gouvernement, explique Hamidreza Azizi, chercheur à l'institut de recherche Stiftung

Wissenschaft und Politik à Berlin. Sous Ebrahim Raïssi, une équipe incompetente a été à l'œuvre, qui ne comprenait guère la diplomatie et les négociations. Elle n'obtenait rien. La personne qui est à la manœuvre au ministère des affaires étrangères a de l'importance. »

Le président et son équipe siègent aussi au sein du Conseil suprême de la sécurité nationale, qui définit les grandes lignes stratégiques. « Ali Khamenei prend ses décisions en fonction de ce qui lui est transmis par ce conseil et de ce que lui disent ses propres conseillers, ajoute Hamidreza Azizi. En 2021, Ebrahim Raïssi avait nommé Ahmad Vahidi chef

de ce conseil, un gardien de la révolution pur et dur. Pour son équipe, l'Occident était affaibli par la guerre en Ukraine et cela allait s'accroître avec l'attaque du Hamas contre Israël. Il a donc été jugé préférable de remettre à plus tard les négociations. »

« Personne en Iran n'est pressé d'aller négocier, y compris le Guide », ajoute cependant le chercheur. La perspective d'un retour au pouvoir de Donald Trump devrait ainsi inciter Téhéran à temporiser jusqu'à l'élection américaine. Et Ali Khamenei pourra toujours imputer un échec des négociations au nouveau président, de surcroît réformateur.

The New York Times

Lynsey Chutel
July 6, 2024

4 Takeaways From Iran's Presidential Runoff

The victory of the reformist candidate, Masoud Pezeshkian, is expected to bring change, but to what extent is still an open question.

The victory of reformist candidate Masoud Pezeshkian in Iran's presidential runoff signals a shift from the government of Ebrahim Raisi, a conservative Shiite Muslim cleric and the preceding president who was [killed in a helicopter crash in May](#).

Mr. Pezeshkian, a 69-year-old cardiac surgeon who served as a lawmaker in previous reformist governments and as health minister, [beat the hard-line conservative candidate](#) Saeed Jalili in Friday's runoff, the government announced on Saturday.

Here are the most important takeaways from the election.

A stark choice spurred higher voter turnout

The runoff presented a political choice stark enough to galvanize Iranians who had boycotted the first round of elections. Turnout in the first round was about 40 percent, continuing a downward trend seen in recent parliamentary elections. Faced with candidates who represented radically different visions for Iran's future, many voters who had stayed away from the polls during the first round decided to cast their ballots in the runoff.

When voting closed on Friday, turnout had increased by nearly 10 percentage points, to 49.8 percent, [according to state media](#). Mr. Pezeshkian's campaign slogan, "save Iran," seems to have resonated with those who wanted change, albeit incre-

mental change in a restricted political and social environment.

Iran's government also led a public campaign to spur voters.

While the supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, maintains ultimate control of Iran, elections provide a veneer of legitimacy for the country's authoritarian theocracy.

A return to the reformist agenda

Mr. Pezeshkian's win marks a return of the relatively moderate reformist agenda in Iran after years of being sidelined.

He opposed the mandatory hijab law for women, prom-

ised to disband Iran's morality police and to lift restrictions on the internet. He said he wants peaceful relations with the West.

But as he sought to persuade Iranians to vote for him, Mr. Pezeshkian, who served 16 years in Parliament and four years as health minister, had to contend with the disillusionment of voters who experienced little change under two previous presidents who had promised some.

Mohammad Khatami, a reformist, and Hassan Rouhani, a moderate centrist, won landslide victories in their elections, but in government, they were restricted by the ultimate power of Mr. Khamenei.

Will anything change inside Iran?

Mr. Pezeshkian has said he wants to bridge the divide between conservative and moderate voters, and he will be able to set domestic policy agenda as well as influence the shape of foreign policy.

But the country remains a theocracy led by an appointed cleric, Mr. Khamenei, who makes the final decisions on most important matters of state.

The president can, however, shift the tone in the country, analysts said. Mr. Pezeshkian is expected to tilt Iran away from the hard-line policies such as the mandatory hijab, which led to widespread discontent, [an uprising](#) and [harsh crackdowns](#) by the authorities under Mr. Raisi's administration.

He is also expected to negotiate with the United States to resolve the standoff over the nuclear program and to try to lift the associated sanctions.

Mr. Pezeshkian's candidacy was backed by a team of seasoned technocrats, and his cabinet is likely to reflect this. He has pledged to work with his rivals to solve some of Iran's more intractable problems, including [an economy debilitated](#) by many years of the harsh international sanctions.

In 2018, former President Donald J. Trump [unilaterally exited a nuclear deal](#) between Iran and the West, even though international inspectors said Iran was complying with the terms.

One of his primary tasks will



The winner of Iran's presidential runoff, reformist candidate Masoud Pezeshkian, on the last day of campaigning in Tehran last week. Arash Khamooshi for The New York Times

be to tackle inflation, which has sent the prices of fresh fruit, vegetables and meat up sharply.

But to revive the economy, Mr. Pezeshkian will have to work to reach a deal with the United States to lift the sanctions on its oil revenues and banking transactions. Despite U.S. efforts, Iran is not isolated internationally and has forged close ties with Russia, China and India. But the sanctions do impede its economic growth and trade.

Could Iran improve relations with the West?

Framing foreign policy as an economic issue, Mr. Pezeshkian has said he is willing to negotiate with Western powers, namely the United States, to remove the sanctions on Iran. He has also expressed a willingness to resume nuclear negotiations — which are interlocked with the

sanctions — and to generally defuse tensions.

“Whoever ends its relations with the world will be held back. Why should we be fighting with the whole world?” Mr. Pezeshkian told Iranian media during the election campaign.

This is in stark contrast to his rival, Mr. Jalili, a former nuclear negotiator who opposed Iran's 2015 nuclear deal with international powers for making too many concessions. During his presidential campaign, he also rejected any accommodation with the West, and instead sought to build stronger ties with Russia and China.

Under Mr. Raisi, the prior president, Iran continued to develop its missile arsenal, and its nuclear program kept advancing, reaching the status of a nuclear threshold state, with a breakout time of

a week to build a simple nuclear bomb, experts say. The country also became [an increasingly powerful but unpredictable player](#) in the Middle East crisis.

Iran funds, arms and trains a network of military groups in the Middle East, including Hamas and Islamic Jihad in Gaza, Hezbollah in Lebanon, and the Houthis in Yemen, as well as militant groups in Iraq and Syria. The network, known in the region as the “axis of resistance,” has helped advance Iran's strategic interests, both by growing its influence and serving as a forward defense.

When it comes to Iran's animosity toward Israel, that is a matter of state policy set at the highest levels, from which the incoming president is unlikely to diverge.

Euro 2024 : les Pays-Bas éliminent la Turquie sur fond de tensions entre Berlin et Ankara

Les Turcs ont perdu leur quart de finale contre les Oranje, samedi (1-2), en présence du président Recep Tayyip Erdogan. La rencontre intervenait après une crise diplomatique entre l'Allemagne et la Turquie à la suite d'un geste de ralliement de l'extrême droite turque effectué, en huitièmes de finale, par un joueur.

La soirée idéale se profilait pour le public turc et ses supporters, qui avaient investi le Stade olympique de Berlin, jusqu'à ces huit minutes de malheur, entre la 70^e et la 78^e du quart de finale face aux Pays-Bas (1-2), **samedi 6 juillet**. Alors qu'elle menait d'un but, la Turquie a craqué par deux fois, sur une tête de Stefan de Vrij (70^e) puis sur un contre-son-camp de Mert Müldür (76^e), avant de perdre sur civière son buteur du soir, Samet Akaydin (78^e). Les rêves turcs de demi-finale s'envolaient brusquement.

Les supporters néerlandais pouvaient fêter dans les tribunes la qualification d'une vague envivante. Le concert de klaxons, qui accompagnait chaque victoire de la Turquie dans toutes les villes allemandes, depuis le début de la compétition, n'aurait pas lieu. La fête était belle pourtant, jusque-là, pour les partisans des Bizim Çocuklar (« les Minots ») et ces derniers pensaient pouvoir sortir vainqueurs d'un duel entre des équipes qui n'avaient plus disputé de quart de finale à l'Euro depuis l'édition 2008.

Recep Tayyip Erdogan, qui était alors premier ministre de la Turquie, avait assisté à Vienne au quart remporté **par son pays face à la Croatie** (1-1, 3-1 t.a.b.). Le désormais président était à nouveau présent, samedi, et espérait porter chance aux joueurs de la sélection. Sa venue à Berlin n'était initialement pas prévue, mais le dirigeant



Les joueurs turcs après leur élimination en quart de finale de l'Euro contre les Pays-Bas, au Stade olympique de Berlin, le 6 juillet 2024. THILO SCHMUELGEN / REUTERS

avait chamboulé son agenda pour faire une place à ce match, après l'émergence d'une crise diplomatique, ces derniers jours, entre son pays et l'Allemagne.

L'étincelle aura été le doublé inscrit par Merih Demiral lors **du huitième de finale contre l'Autriche** (2-1), mardi, et plus précisément la célébration du défenseur turc. Ce dernier avait mimé avec les doigts le signe distinctif des Loups gris, une organisation ultranationaliste dissoute en France en 2020 et proche du MHP, un parti d'extrême droite, membre de la coalition au pouvoir dirigée par

l'AKP du président Erdogan.

La marche des supporters turcs interrompue

Le geste, qui n'est pas interdit en Allemagne, a immédiatement fait l'objet d'une enquête de l'Union européenne des associations de football (UEFA), qui organise l'Euro, avant d'être critiqué par Nancy Faeser, ministre de l'intérieur allemande, sur son compte X : « *Le symbole de l'extrême droite turque n'a pas sa place dans nos stades. Utiliser l'Euro de foot comme plate-forme pour le racisme est totalement inaccep-*

table. » Contre-attaque instantanée du ministère des affaires étrangères turc qui dénonçait, pour sa part, « *les réactions politiquement motivées* » et « *en soi, xénophobes, des autorités allemandes envers M. Demiral* ».

Mercredi, Ankara a convoqué l'ambassadeur d'Allemagne en Turquie, tandis que Berlin faisait de même avec son homologue turc le lendemain. Merih Demiral a finalement été suspendu deux matchs par l'UEFA, vendredi, « *pour non-respect des principes généraux de conduite, pour violation des règles fon-*

damentales de bonne conduite, pour avoir utilisé des événements sportifs pour des manifestations à caractère non sportif et pour avoir jeté le discrédit sur le football ».

Le défenseur turc avait pourtant réfuté toute connotation entourant ce geste et son coéquipier Ferdi Kadioglu abondait vendredi : « Ce n'était pas politique, il voulait juste fêter son but avec les supporters turcs. » Malgré cette suspension jugée « injuste » par le sélectionneur italien Vincenzo Montella, les Bizim Çocuklar s'en sont remis à un autre défenseur, Samet Akaydin, pour prendre l'avantage dans ce quart de finale contre les Pays-Bas à la suite d'un corner (35^e).

Dans l'ivresse des tribunes, certains supporters craquaient

des fumigènes, tandis que d'autres effectuaient, à leur tour, le signe des « Loups gris », quelques heures après que la marche des Turcs dans l'après-midi, à Berlin, en direction du stade, avait été interrompue par les forces de l'ordre de la capitale, justement parce que le signe y était largement repris. « Une marche des fans n'est pas une plate-forme pour des messages politiques », a déploré la police berlinoise.

« On a joué avec l'état d'esprit turc »

La pression était montée tout au long de la journée, tant dans le quartier de Kreuzberg – où vit une grande partie des 200 000 personnes d'origine turque résidant à Berlin – que dans le métro en direction du stade, où l'ambiance avait aug-

menté la température de quelques degrés.

Mais l'enthousiasme des Turcs a subi un gros coup d'arrêt en fin de match, notamment après les deux énormes occasions gâchées dans les dernières minutes par les Turcs : une frappe de Zeki Celik contrée par Micky van de Ven (85^e) avant le superbe arrêt du gardien néerlandais, Bart Verbruggen, pour repousser la tentative de la cuisse de Semih Kilicsoy (90^e+1).

A la veille de la rencontre, Ronald Koeman, le sélectionneur des Pays-Bas, avait appelé à « calmer » les supporters turcs. Les Oranje ont pris leur temps mais y sont finalement parvenus et plusieurs fans des Bizim Çocuklar sont restés assis de longues minutes après le coup de sifflet final, prostrés

par cette élimination. « On ne doit pas avoir de regrets, on a joué un très bon Euro. Je suis fier de mon équipe, on a joué avec l'état d'esprit turc et nous avons senti l'amour des supporters turcs », s'est tout de même félicité Vincenzo Montella, après la rencontre.

Après celle de l'Allemagne, [vendredi contre l'Espagne](#) (1-2 a.p.), une partie de la population locale vibrerait encore pour la Turquie, à l'image de Mesut Özil, ex-international de la Mannschaft d'origine turque, présent dans les tribunes, un rang derrière le président Erdogan. Les festivités ont pris fin prématurément et ce sont les Pays-Bas qui complètent le dernier carré et disputeront une place en finale à l'Angleterre, mercredi prochain à Dortmund.



July 08, 2024

Iran security forces kill kolbar near Kurdistan Region border: Watchdog

ERBIL, Kurdistan Region - At least one kolbar was killed by "direct fire" from Iranian security forces at the heights of Nowsud in Iran's Kermanshah province near the border with the Kurdistan Region, a human rights watchdog reported on Monday.

"A kolbar named Salas Babajani was killed by direct fire from the Islamic Republic of Iran's border troops stationed at the Nowsud border," the Hengaw Organization for Human Rights said.

The watchdog added that four other kolbars were also injured by security forces.

Kolbars are semi-legal porters who transport untaxed goods across the Kurdistan Region-Iran border and sometimes the Iran-Turkey border. They are constantly targeted by Iranian border guards and are sometimes victims of natural disasters.

Many kolbars are pushed into the profession by poverty and a lack of alternative employ-

ment, particularly in Iran's Kurdish provinces. Families of kolbars greatly suffer from attacks by Iranian border guards, as the transport of goods is often the household's primary source of income.

At least eight kolbars were killed by Iranian security forces in the month of May, according to Hengaw. The fatality count doubled that of April, during which four kolbars lost their lives.

In its annual report on human

rights violations in Iran for 2023, the Paris-based Kurdistan Human Rights Network said that a total of 29 kolbars died last year. At least 19 of them were killed by Iranian border guards.

Hengaw estimated 33 kolbars lost their lives and 176 others were wounded as a result of direct fire from Iranian forces in 2023 and at least 35 fell victim to accidents.

Washington dit n'attendre aucun changement dans ses relations avec l'Iran

Le réformateur Masoud Pezeshkian a été élu président iranien samedi et a fait part de son soutien au Hezbollah libanais dès ce lundi.

Après l'élection en Iran du réformateur Masoud Pezeshkian à la présidence, les Etats-Unis ont affirmé, lundi 8 juillet, ne s'attendre à aucun changement dans leurs relations avec le pays, minimisant également les chances de reprise du dialogue avec cet ennemi de longue date.

« Nous ne nous attendons aucunement à ce que cette élection amène un changement fondamental dans les orientations de l'Iran », a déclaré le porte-parole du département d'Etat américain, Matthew Miller, à la presse. Selon lui, l'ayatollah Ali Khamenei, chef de l'Etat, reste l'ultime décideur en Iran. « Evidemment, si le nouveau président avait le pouvoir de prendre des mesures pour freiner le programme nucléaire iranien, pour cesser de financer le terrorisme, pour cesser les activités déstabilisatrices dans la région, ce seraient des mesures bienvenues », a déclaré le porte-parole. « Inutile de le dire, nous ne nous attendons aucunement à la probabilité que ce soit cela qui se produise », a-t-il ajouté.

Interrogé pour savoir si les Etats-Unis étaient au moins ouverts à la possibilité de reprendre le dialogue diplomatique avec Téhéran après l'élection de Masoud Pezeshkian, Matthew Miller a répondu : « Nous avons toujours affirmé que la diplomatie était le moyen le plus efficace de parvenir à une

solution réelle et durable en ce qui concerne le programme nucléaire de l'Iran. »

Des relations tendues

Le ton était cependant différent à la Maison Blanche, le porte-parole du Conseil de sécurité nationale, John Kirby, ayant répondu d'un ferme « non » à la question de savoir si les Etats-Unis reprendraient leurs discussions sur le dossier nucléaire avec l'Iran. « Nous allons voir ce que ces gens-là veulent accomplir, mais nous ne nous attendons à aucun changement dans le comportement iranien », a déclaré John Kirby.

A son arrivée à la Maison Blanche en 2021, Joe Biden avait exprimé sa volonté de retour à l'accord de 2015 sur le nucléaire iranien négocié sous Barack Obama et jeté au rebut par son successeur Donald Trump. Mais les négociations entre Téhéran et Washington, par le biais de l'Union européenne, ne se sont pas concrétisées, en raison d'un différend sur l'étendue de la levée des sanctions imposées par les Etats-Unis à l'Iran.

Les relations entre les deux pays, adversaires depuis la révolution islamique en Iran en 1979, n'ont fait que se détériorer depuis le 7 octobre 2023, jour de l'attaque du Hamas – qui reçoit de l'aide et des financements de l'Iran – contre Israël, allié des Etats-Unis.

Soutien de Masoud Pezeshkian au Hezbollah

Lundi, Masoud Pezeshkian a souligné le soutien de son pays au Hezbollah libanais, classé comme organisation terroriste aux Etats-Unis, décrivant les « politiques bellicistes et criminelles » d'Israël à l'encontre des Palestiniens et d'autres peuples de la région. « La République islamique d'Iran a toujours soutenu la résistance des peuples de la région contre le régime sioniste illégitime », a déclaré M. Pezeshkian en référence à Israël, dans un message adressé au chef du puissant mouvement libanais, Hassan Nasrallah, diffusé par l'agence de presse nationale IRNA.

« Le soutien à la résistance est ancré dans les politiques fondamentales de la République islamique d'Iran », a ajouté le réformateur, qui a remporté samedi la présidentielle face à l'ultraconservateur Saïd Jalili. Il a exprimé sa confiance dans le « mouvement de résistance » pour ne pas permettre à Israël, ennemi juré de l'Iran, « de poursuivre ses politiques bellicistes et criminelles » contre la Palestine et d'autres nations de la région.

Le porte-parole de la diplomatie iranienne, Nasser Kanaani, avait auparavant déclaré que la République islamique « n'hésiter[ait] pas à soutenir la nation libanaise et la sécurité de ce pays au moment oppor-

tun ». « Le régime sioniste doit être conscient des conséquences de toute action aventureuse dans la région, en particulier à l'égard du Liban », a-t-il ajouté.

« **Demande de changement** » Israël et le Hezbollah, allié du Hamas, échangent presque quotidiennement des tirs des deux côtes de la frontière israélo-libanaise depuis le début de la guerre à Gaza, faisant redouter le déclenchement d'un nouveau conflit régional.

L'élection présidentielle iranienne, prévue en 2025, a été précipitée par la mort du président Ebrahim Raïssi dans un accident d'hélicoptère en mai. M. Nasrallah avait félicité samedi M. Pezeshkian pour son élection, soulignant le rôle de Téhéran en tant que soutien « fort » des groupes de « résistance » dans la région.

Le ministre des affaires étrangères israélien, Israel Katz, avait lui estimé que le résultat du scrutin constituait un « message clair de demande de changement et d'opposition » de la part du peuple iranien.

L'Iran avait mené une attaque inédite aux drones et aux missiles contre Israël le 13 avril, affirmant avoir agi en « légitime défense » après l'attaque qui avait détruit son consulat à Damas le 1^{er} avril et coûté la vie à sept de ses militaires, dont deux hauts gradés. Israël n'a ni confirmé ni démenti son implication dans cette frappe.

En Iran, l'espoir d'une ouverture mesurée

L'élection du réformateur Masoud Pezeshkian est source d'espoir pour la société iranienne et pour les partenaires internationaux de Téhéran. Il s'est dit déterminé à sortir le pays de son isolement, notamment en relançant le processus de négociation de l'accord sur le nucléaire iranien.

Il n'y a pas qu'en France que les élections créent des surprises. Vendredi 5 juillet, un président réformateur, Masoud Pezeshkian, a réussi à se faire élire en Iran, devançant de près de 3 millions de voix son [adversaire ultraconservateur, Saïd Jalili](#).

Organisée à la suite de la [disparition du précédent président, Ebrahim Raïssi, dans un accident d'hélicoptère en mai](#), cette élection est source d'espoir à la fois pour la société iranienne et pour les partenaires internationaux de l'Iran. Chirurgien de formation, ministre de la santé sous l'ancien président réformateur Mohammad Khatami au début des années 2000, cet homme de 69 ans a été élu

sur deux séries de promesses : améliorer le niveau de vie des Iraniens en obtenant des Etats-Unis la levée des sanctions contre l'Iran, et assouplir les restrictions sociales qui empoisonnent la vie des femmes.

Ce scrutin à deux tours a néanmoins donné l'occasion aux Iraniens de manifester leur mécontentement à l'égard du régime, d'abord en suivant massivement au premier tour une consigne de boycott de l'opposition : 60 % des électeurs inscrits sont restés chez eux. Puis, voyant le candidat réformateur en tête le soir du premier tour, un certain nombre de ces abstentionnistes ont décidé d'aller voter au second tour pour lui donner une chance d'être élu, portant la participation à quasiment 50 %.

Répression féroce des femmes

M. Pezeshkian pourra-t-il réellement changer la vie de ses concitoyens, dans un régime dominé par la faction dure, où le Guide suprême, l'ayatollah Ali Khomeini, détient la clé du

pouvoir ? Candidat, il s'est dit déterminé à faire bouger les choses, avec un impératif : sortir le pays de son isolement.

Pour obtenir la levée des sanctions qui étouffent l'économie iranienne, il doit d'abord réengager sérieusement Téhéran dans le processus de négociation de l'accord sur le nucléaire iranien, signé en 2015 avec les Etats-Unis, le Royaume-Uni, l'Allemagne, la France, la Russie et la Chine, mais moribond depuis que le président Donald Trump en a sorti les Etats-Unis en 2018. Masoud Pezeshkian a nommé à cet effet comme conseiller diplomatique Mohammad Javad Zarif, l'ancien ministre des affaires étrangères qui avait négocié la conclusion de cet accord avec les Occidentaux.

Le président et son équipe siègent aussi au sein du Conseil suprême de la sécurité nationale, qui définit les grandes lignes stratégiques. Certes, c'est bien le Guide suprême qui a la haute main sur ces questions, mais les experts s'accordent à dire que, si le

président lui présentait la perspective d'un nouvel accord, il serait preneur au vu des bénéfices économiques que l'Iran pourrait en tirer. Encore faudra-t-il, pour que cette hypothèse ait une chance de se réaliser, qu'une administration démocrate se maintienne au pouvoir à Washington.

Sur son autre série de promesses, le président Pezeshkian est tout aussi attendu. Les restrictions vestimentaires telles que l'obligation du port du voile sont certes imposées par la loi, mais le président est chargé de leur application. Elu au terme de deux années de répression féroce des femmes sortant la tête découverte et de ceux qui les soutiennent, le nouveau président s'est engagé à s'opposer à la police des mœurs et à l'application de ces mesures par la force. Il appartiendra à ses interlocuteurs occidentaux de lui rappeler cet engagement, s'il ne l'a pas mis en œuvre, dans l'éventualité où des progrès seraient réalisés sur la voie de l'accord sur le nucléaire.



July 10, 2024

Kurdish-led forces capture three ISIS operatives in Hasaka: Monitor

ERBIL, Kurdistan Region - Security forces in northeast Syria's (Rojava) Hasaka province captured three Islamic State (ISIS) operatives, including a high-ranking member, a war monitor reported on Tuesday.

The Syrian Observatory for Human Rights (SOHR), a UK-based war monitor, said that three ISIS members disguised as shepherds were captured during a raid, with assistance from the US-led global coalition. ISIS rose to power and seized swathes of Iraqi and Syrian land amid a brazen offensive in 2014, declaring a so-called "caliphate".

Though the jihadists no longer control any territory, they continue to pose a security risk by carrying out kidnappings, hit-and-run attacks, and bombings, and the Syrian Democratic



Members of the Syrian Democratic Forces. Photo: SDF/Facebook

Forces (SDF), who control Rojava, conduct frequent operations against the group.

The Kurdish-led and US-backed SDF fought the lion's share of the battle against ISIS and arrested thousands of the group's

fighters along with their wives and children when they crushed ISIS territorially and took the group's last stronghold in Syria in 2019.

In late March, the SDF warned that ISIS still poses a threat to the world and the

region as its defeat "requires dismantling its ideological breeding ground." "ISIS is still trying to recruit new terrorist elements, attempting to radicalize them into its ranks," said the SDF, calling on the international community to "collaborate effectively" with its forces.



July 11, 2024
Didar Abdalrahman

Former acting governor Jabouri to head Kirkuk provincial council meeting

ERBIL, Kurdistan Region - Rakan al-Jabouri, acting governor of Kirkuk, was sworn in before the local court on Wednesday to preside over the upcoming provincial council meeting.

Iraqi Prime Minister Mohammed Shia' al-Sudani on Tuesday called upon the newly elected members of the Kirkuk provincial council to hold a meeting on Thursday headed by its eldest member.

"With Rakan Jabouri swearing in, as the eldest member of the council, he will lead the meeting, but he will not stay in the governor position, and there will be an administrative vacuum," Parwin Fatih, a Kurdish council member, told Rudaw.

Jabouri, a Sunni politician and head of the Arab coalition, has served as Kirkuk's acting governor for the past six years. Had Jabouri not sworn in, Fatih would have chaired the meeting.

Fatih, also a member of Patriotic Union of Kurdistan



The Iraqi flag replaced the Kurdistan one on Kirkuk's Peshmerga statue, guarding over the northern gate to the city, when Iraqi forces took over control of the city in October. Photo: Rudaw

(PUK), said that the selection of the head of the council and the deputies will remain for a later stage.

Kirkuk held provincial council elections last December, but the absence of a clear majority and disagreements between the multi-ethnic province's different components have blocked the formation of the local administration, the selection of a governor, and filling the positions on the council.

Iraqi PM Sudani has presided over three meetings attended by the political parties who have representation in the council in the disputed or Article 140 province.

Kurdish parties won seven seats - five to the PUK and two to the Kurdistan Democratic Party (KDP). A coalition of three Arab parties won six seats. The minority Christian quota seat was taken by a candidate close to pro-Iran Shiite militia

groups and the PUK.

Since the fall of the Ba'athist regime in 2003, Kurds and Arabs have dominated the top post. The governor was a Kurd until October 2017 when the federal forces returned to the province after the Kurdistan Region's independence referendum and appointed Jabouri as acting governor. The city has never had a governor from the Turkmen community.

The New York Times

Falih Hassan
July 11, 2024

Iraq Sentences ISIS Leader's Wife to Death Over Crimes Against Yazidis

The woman was found guilty of helping the terrorist group detain and enslave women and girls of the Yazidi religious minority.

A court in Iraq has sentenced to death one of the wives of Abu Bakr al-Baghdadi, the [slain Islamic State leader](#), for involvement in crimes against the Yazidi religious minority, the country's judiciary said on Wednesday.

Ten years after the Islamic State massacred entire Yazidi communities, Iraq's Supreme Judicial Council said that one of Mr. al-Baghdadi's wives had been found guilty of working with the Islamic State, or ISIS, to kidnap and detain Yazidi women.

While the council did not name her, a senior Iraqi official identified the woman as Asma Mohammed, Mr. al-Baghdadi's first wife.

When ISIS captured about one-third of Iraq and large swaths of territory in neighboring Syria in 2014, the terrorist group's fighters swept through the Sinjar region of northern Iraq, the Yazidis' ancestral home, [killing more than 10,000 members of the religious minority](#) and capturing 6,000 others in a campaign that the United Nations [has deemed a genocide](#).

Ms. Mohammed was [captured several years ago by Turkish forces](#) in a part of Syria controlled by Turkey and transferred to Iraqi custody in January, according to the Iraqi official, who spoke on the condition of anonymity because he was not authorized to speak to the news media.

Her adult daughter and another of Mr. al-Baghdadi's wives were tried with her. Both women, the official said, were sentenced to life in prison for their roles in ISIS.

For years, human rights advocates have been pushing for greater accountability for the crimes committed by ISIS fighters, who sexually enslaved and held captive many Yazidi women and girls. At least 2,700 Yazidis are still missing, [according to the United Nations](#).

But ensuring accountability for the women involved in the Islamic State can be challenging because there exists variance in agency and complicity along gendered lines, experts say.

"Many women bought into this ideology and helped to perpetuate the crimes of the Islamic State, even while simultaneously being victimized by the group and its ideology," said Devorah Margolin, the Blumenthal-Rosenbloom Senior Fellow at the Washington Institute for Near East Policy and an expert in terrorism governance.

Most women affiliated with ISIS lived a largely cloistered life, sequestered in domestic and private spaces, but some women, such as those in the all-female morality brigades, actively participated in human rights violations, said Sarah Sanbar, an Iraq researcher for Human Rights Watch.

"It's not quite accurate to say women were completely devoid of agency under the Islamic State because there were situations where women were contributing to and participating in crimes," Ms. Sanbar said.

Experts say Iraq has a track record of charging people who were allegedly part of ISIS with crimes of affiliation instead of charging them with specific crimes. This is particularly concerning when coupled with the death sentence, they say, which Iraq has a long history of handing down without appropriate evidence or due process.

"Generally, the judiciary is sometimes failing to make a distinction between someone who was forced to cook for Islamic State fighters versus someone who was affiliated in a high-ranking, decision-making role who has committed grave violations," Ms. Sanbar said.

The secretive nature of the trial also drew criticism.

"This is one of the highest-level Islamic State wives. There are still people who minimize the genocide. To counter future genocide, we need this information on public record," said Natia Navrouzov, the executive director of Yazda, a U.S.-based nonprofit that advocates services for Yazidis and other survivors of Islamic State genocide. Mr. al-Baghdadi is [believed to have had four wives](#), although

it is unclear how many are still alive. He was also believed to have held sex slaves, including Kayla Mueller, a 26-year-old humanitarian worker from Arizona who [was later killed](#).

The ISIS commander died in 2019, when he detonated a suicide vest after United States Special Operations forces cornered him in a tunnel in northwestern Syria.

Like many Yazidis, Haji Ha-meed Talo, 59, is still searching for his seven children who disappeared a decade ago. When he heard that Ms. Mohammed was on trial, he traveled from his home in a refugee camp in the Shekhan district, near the Syrian border, to Baghdad, where he hoped to learn what had happened to his children, he said in an interview.

Officials told him that during questioning, Ms. Mohammed had listed the names of some of the enslaved women and girls kept in her house. One of them was Reham Talo, Mr. Talo's daughter, who was 11 when she was kidnapped by ISIS fighters in 2014.

The girl was held in the al-Baghdadi household for three months before being moved to an unknown location, officials told him.

"I do not know her fate, but today I am very happy with the news," Mr. Talo said about the conviction of Mr. al-Baghdadi's wife. "Soon, I will see her on the gallows."



Karwan Faidhi Dri
July 11, 2024

Iraq rejects Turkey's new military 'incursions' into Kurdistan

ERBIL, Kurdistan Region - Iraq's National Security Council met on Wednesday, discussing Turkey's new military activities on the Kurdistan Region's borders. It rejected Ankara's "incursions" and called on its northern neighbor to respect its sovereignty.

Iraqi Prime Minister Mohammed Shia' al-Sudani, who is also the commander-in-chief of the armed forces, chaired a meeting of the National Security Council, addressing "the issue of interventions and violations by Turkish forces in the shared border areas, affirming the rejection of Turkish military incursions and the infringement on Iraqi territories," read a statement from Yehia Rasool, Sudani's military spokesperson.

"The council emphasized that Turkey must adhere to the principles of good neighborliness and diplomatically engage with the Iraqi government for any security-related matters," it added.

Sudani decided to dispatch a top delegation, headed by the national security advisor, to the Kurdistan Region to "assess the general situation and develop a unified stance on this matter, which concerns Iraqi sovereignty."

Turkey has deployed a large number of troops to the Kurdis-



A fire in the vicinity of a Duhok village caused by Turkey-PKK fighting on July 4, 2024. Photo: Rudaw

tan Region's Duhok province since mid-June. The move has caused an escalation in Ankara's decades-long war against the Kurdistan Workers' Party (PKK) in the area.

"Since the start of the new Turkish military operation, Turkey has conducted 238 bombardments in Iraqi Kurdistan, primarily in the Duhok governorate," said the US-based Community Peacemaker Teams (CPT), a rights group which closely monitors Turkey-PKK conflict, on Sunday.

"As a result of Turkish bombardments, more than 20,000 dunams of agricultural lands

have burned, primarily in the villages of Guharze, Balave, Barche, Sargale, Kane, and Ashke Dere in the Amedi region. Furthermore, in the village of Sargale approximately 55% of its agricultural land has been burnt by Turkish attacks. Turkish operations in Iraqi Kurdistan place at least 602 villages under the threat of displacement with at least 162 already displaced," it added.

Iraq labeled the PKK a banned organization earlier this year ahead of Turkish President Recep Tayyip Erdogan's rare visit to the country in April. Baghdad and Ankara signed dozens of agreements during

Erdogan's visit which covered a range of issues, including security.

The Kurdistan Regional Government (KRG) has yet to comment on the fresh escalations on the border but its interior ministry told reporters on Tuesday that Baghdad, Erbil, and Ankara were discussing the matter.

"The presence of the PKK gives [Turkey] an excuse to carry out such activities. The presence of the PKK is illegal," Reber Ahmed said, adding that "PKK should leave these areas so that the residents of these villages no longer have to be displaced."



July 11, 2024

IED explosion injures Russian soldier in Hasaka

ERBIL, Kurdistan Region - An ambulance affiliated with Russian forces was hit on Thursday when an improvised-explosive device (IED) exploded in the Kurdish city of Hasaka in northeast Syria (Rojava) injuring three people, a conflict monitor reported.

The Syrian Observatory for Human Rights (SOHR) said that its sources "reported that a Russian soldier, a translator, and a civilian sustained various injuries by the explosion of an

IED in an ambulance belonging to Russian forces" in Hasaka. The explosion also caused material damage, the UK-based war monitor added.

Al-Khabar, a pro-regime news outlet, also reported the explosion, saying three people were "slightly" injured in the incident, including a translator working for a Russian medical team. The ambulance and another vehicle were damaged, according to the report.

No party immediately claimed

responsibility for the explosion. Russia, Damascus, and the Kurdish administration in Rojava have yet to comment on the incident.

The SOHR also said a convoy of the Russian military vehicles headed to the incident area to investigate the explosion.

The incident took place in the so-called Security Square in Hasaka, which is controlled by the Syrian regime forces. Russia has been Syrian President Bashar al-Assad's strong-

est ally throughout the war. Syrians rose up against the Assad regime in 2011, leading to a full-scale civil war that has claimed the lives of hundreds of thousands of people and has left millions more in need of dire humanitarian assistance.

Over 13 million Syrians, half the country's pre-war population, have been displaced since the start of the civil war, more than six million of which are refugees who have fled the war-torn country, according to UN figures.

Le Point

avec AFP
12 juillet 2024

Les États-Unis condamnés à payer près de 6,8 milliards de dollars à l'Iran

La République islamique d'Iran a condamné les États-Unis à payer près de 6,8 milliards de dollars de dommages, l'accusant d'avoir imposé des sanctions ayant affecté des patients atteints d'une **maladie de peau rare**, a annoncé ce jeudi 12 juillet le site Mizan Online, organe du pouvoir judiciaire. Le tribunal international de Téhéran a condamné le gouvernement américain à payer 6,785 milliards dollars aux patients souff-

rant d'épidermolyse bulleuse, indique Mizan Online.

En sortant unilatéralement les États-Unis de l'**accord sur le nucléaire iranien** en 2018, l'ex-président Donald Trump avait rétabli les sanctions levées par ce texte et en a imposé de nouvelles. Les mesures américaines «*avaient privé ces patients de médicaments (...)*» entraînant «*la mort d'environ 20 personnes*», a ajouté la même source. Dans le cadre

de ce procès ouvert à Téhéran en novembre 2021, «*295 survivants ainsi que des patients*» avaient porté plainte contre 30 responsables américains pour «*avoir participé à la mise en place des sanctions*», avait annoncé la justice.

Ces dernières années, des ONG internationales ont déploré que ces sanctions fassent peser une menace sur la santé des Iraniens en limitant radicalement la capacité du pays à

importer des médicaments. En mars 2024, la justice iranienne avait annoncé avoir confisqué un pétrolier américain en 2023 dans le Golfe suite à la plainte de malades touchés par l'épidermolyse bulleuse. Le pouvoir judiciaire iranien avait déjà condamné les États-Unis à plusieurs reprises ces dernières années dans plusieurs affaires, notamment l'assassinat d'un important général en 2020 en Irak.



July 12, 2024

Turkish operation displaces 182 families in Duhok

ERBIL, Kurdistan Region - Turkey's latest military operation in the Kurdistan Region has led to the displacement of 182 families in Duhok province over the past month, according to a human rights organization monitoring the conflict.

Eight villages near Amedi town in northern Duhok province have been emptied and another 602 villages in the province are also at risk and may need to be evacuated, according to Kamaran Osman, a member of the Community Peacemakers Teams (CPT).

"Most of them were from Niska village and all of its residents, 26 families, have evacuated," Osman told Rudaw on Thursday.

According to Osman, Turkish armed forces have carried out 285 strikes in the Kurdistan Region from June 15 to July 12, with most targeting locations in Duhok province.

Some 65,000 dunams (65 square kilometers) of Duhok's farmland has been burned in the conflict, according to data from the organization.

In June, farmers and livestock breeders from the Sidakan district were forced to relocate from the cooler highlands, which are ideal for farming and grazing, due to Turkish bombardments of the Kurdistan



Bombardment of a mountain in Duhok province on July 3, 2023. Photo: Rudaw

Workers' Party (PKK). They have relocated to the hotter lowlands.

"In total, the area of Sidakan is 1,617 square kilometers. We can say that 46 percent is not under the administration [of the Kurdistan Region] anymore because the PKK has movements around this area. After 2017, it has fallen under the control of Turkey," Ihsan Chalabi, district mayor of Sidakan, told Rudaw.

Turkey deployed hundreds of troops and military vehicles into the Kurdistan Region in June, establishing checkpoints and conducting patrols in Duhok's

Barwari Bala area. The latest military campaign has sparked renewed fears among villagers.

In a meeting on Wednesday, Iraq's National Security Council denounced Turkey's military "incursions" into the Kurdistan Region and called on its northern neighbor to respect its sovereignty.

The Kurdistan Regional Government (KRG) has not yet commented on the recent escalations in its territory. However, its interior ministry told reporters on Tuesday that Baghdad, Erbil, and Ankara were in discussions regarding the matter.

Civilians are often caught in the crossfire of the conflict between Turkey and the PKK. Many families have been forced to flee their homes because of clashes, especially those in northern Duhok province near the border with Turkey, leaving entire villages empty.

A parliamentary report published in 2020 said that the Turkey-PKK conflict has left over 500 villages empty across the Kurdistan Region.

Written by Didar Abdalrahman
Hastyar Qadir contributed to this report

Turquie : nouvelles menaces du pouvoir contre les écoles françaises

Ankara demande à Paris de pouvoir ouvrir en France des écoles turques reconnues par l'Etat français. Des négociations engagées depuis le début de l'année sont toujours en cours.

Comme il y a près de quatre ans, les établissements français dépendant de l'ambassade de France en Turquie sont pris pour cible par le pouvoir turc. Les jeunes Turcs inscrits dans les lycées Charles-de-Gaulle, à Ankara, et Pierre-Loti, à Istanbul risquent dès la rentrée d'être privés de scolarité dans ces établissements.

La Turquie a en effet haussé le ton, samedi 13 juillet, dans un litige qui l'oppose à la France sur le statut des écoles françaises en Turquie. Lors d'un déplacement à Erzurum, dans l'est du pays, le ministre de l'éducation, Yusuf Tekin, a dénoncé en termes virulents « l'arrogance » de Paris : « Nous ne sommes pas comme les pays que vous avez colonisés. Nous sommes un Etat souverain. Vous devez donc agir selon nos conditions si vous voulez enseigner ici », a poursuivi le ministre.

Dans un courrier adressé vendredi aux parents d'élèves, l'ambassade de France à Ankara les avait informés du risque de voir, dès la rentrée, les élèves turcs privés de scolarité dans les établissements français d'Istanbul et d'Ankara,

dont ils constituent pourtant l'écrasante majorité des élèves.

Demande de réciprocité de la part d'Ankara

Au cœur du désaccord, une exigence rémanente de « réciprocité » de la part d'Ankara, qui demande à pouvoir ouvrir en France des écoles turques reconnues par l'Etat français. « Qu'on donne un statut légitime à ces écoles [françaises]. En contrepartie, nous aurons certaines demandes pour les citoyens turcs en France », a ainsi souligné le ministre samedi.

« Mais [les autorités françaises] bloquent les demandes de nos citoyens en France concernant les cours de langue et de civilisation turques et agissent à leur guise ici (...). Si elles acceptent nos conditions, alors elles pourront continuer. Sinon, c'est à elles de voir », a-t-il mis en garde.

De son côté, l'ambassade de France espère sortir de l'impasse en parvenant à un accord : « Ces écoles ont énormément apporté à la relation bilatérale franco-turque depuis des décennies. Nous sommes plus déterminés que jamais à

poursuivre les négociations avec la ferme intention de les voir aboutir », a réagi auprès de l'Agence France-Presse l'ambassadrice de France à Ankara, Isabelle Dumont.

Mais le ministre de l'éducation turc a affirmé que l'admission des élèves turcs dans les écoles françaises, initialement créées pour les enfants des employés des missions diplomatiques, était illégale en Turquie. « Il faut conclure un accord bilatéral (...) et le problème sera résolu, mais ils n'en veulent pas », a-t-il martelé.

Les négociations, engagées depuis le début de l'année, sont toujours en cours, mais, faute d'accord d'ici à la rentrée scolaire, ces écoles ne pourront plus accepter de nouveaux élèves turcs, même si ceux qui y sont déjà inscrits pourront continuer leur scolarité, a précisé le ministre. A terme, l'interdiction d'admettre des citoyens turcs réduirait drastiquement le nombre d'élèves de ces établissements et les mettrait en péril.

Programmes de plus en plus axés sur les « valeurs traditionnelles »

Le gouvernement turc a par ailleurs demandé que les programmes scolaires suivis par les établissements français « se rapprochent » de ceux suivis dans les écoles turques « pour quelques matières », selon une source proche du dossier, qui s'étonne du durcissement soudain des autorités qui ont « haussé le ton et mis la pression ». Les programmes turcs sont de plus en plus axés sur les « valeurs traditionnelles », au détriment notamment des langues étrangères et des cours de science, dénonce l'opposition.

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a présenté début juin un nouveau programme scolaire vantant la famille et l'ordre moral, malgré la contestation des syndicats d'enseignants, qui lui reprochent d'islamiser l'éducation.

Des cours en option « sur le Saint Coran, la vie du Prophète », ainsi que d'autres cours sur l'Islam seront aussi proposés, a-t-il dit, provoquant la fureur des syndicats d'enseignants qui dénoncent un programme « réactionnaire » et « contraire à la laïcité, la science et l'enseignement démocratique ».

Iran : le président élu se dit prêt à un « dialogue constructif » avec l'UE

Le réformateur Massoud Pezeshkian avait promis de «sortir l'Iran de son isolement» en établissant des «relations constructives» avec le monde, notamment les pays européens.

Le président élu iranien [Massoud Pezeshkian](#) s'est déclaré prêt à entamer «un dialogue constructif» avec les pays européens, dans une tribune parue samedi dans un quotidien anglophone local. Massoud Pezeshkian, élu début juillet, a exposé les grandes lignes de politique étrangère qu'il entend mener dans un article publié par *Tehran Times*.

«J'ai hâte d'engager un dialogue constructif avec les pays européens pour mettre nos relations sur la bonne voie», a-t-il écrit. Lors de la campagne électorale, Massoud Pezeshkian avait promis de «sortir l'Iran de son isolement» en établissant des «relations constructives» avec le monde notamment les pays européens.

Le président élu a critiqué dans sa tribune le retrait en 2018 des États-Unis de l'accord international sur le nucléaire iranien conclu trois ans auparavant et qui visait à restreindre l'activité nucléaire de l'Iran en échange

d'un allègement des sanctions. Washington avait dans la foulée rétabli des sanctions sur la République islamique.

«Les États-Unis doivent reconnaître la réalité et comprendre, une fois pour toutes, que l'Iran ne répond pas - et ne répondra pas - aux pressions», a ajouté Massoud Pezeshkian. Il a en outre qualifié la Russie d'«allié stratégique précieux» et s'est dit prêt à «collaborer davantage» avec la Chine. Concernant les pays voisins, Massoud Pezeshkian a appelé la Turquie, l'Arabie saoudite, Oman, l'Irak, Bahreïn, le Qatar, le Koweït et les Émirats arabes unis

à «renforcer les relations commerciales» avec l'Iran et «relever les défis communs» dans la région.

La [présidentielle du 5 juillet en Iran](#) était suivie avec attention à l'étranger alors que l'Iran, est au cœur de plusieurs crises géopolitiques, de la guerre à Gaza au dossier nucléaire, dans lesquelles il s'oppose aux Occidentaux. Massoud Pezeshkian, qui doit prêter serment fin juillet pour débiter un mandat de quatre ans, succède à [Ebrahim Raïssi, mort dans un accident d'hélicoptère](#) en mai.



July 14, 2024

Turkey won't abandon Syrian opposition amid detente with Assad

ERBIL, Kurdistan Region - The Turkish government said on Sunday that Ankara will not abandon Syria's opposition forces, as Ankara's efforts to normalize ties with the Syrian regime are intensifying.

"I would like to emphasize this point. We are not changing our stance regarding the Syrian opposition. The free will of the Syrian opposition is essential ...

There is no question of us abandoning them halfway," Turkey's Foreign Minister Hakan Fidan said during a joint press conference with Saudi Arabia's Foreign Minister Faisal bin Farhan in Istanbul.

"These brothers of ours are currently preventing more refugees from coming to Turkey in the areas they control," the Turkish FM added.

Earlier this month, Syrians in

the rebel-held areas protested against anti-Syrian rhetoric and violence in Turkey, as well as the calls for normalization with President Bashar al-Assad's regime. At least eight people were [killed](#) in the clashes, according to the Syrian Observatory for Human Rights (SOHR) war monitor.

Fidan's remarks come amid efforts for rapprochement between Ankara and the Syrian

government in Damascus. Earlier this month, Turkish President Recep Tayyip Erdogan said that he might [invite](#) his Syrian counterpart to Ankara.

Fidan said Erdogan's effort to normalize the ties between the two countries should be reciprocated.

"Our President used his leadership here to call for peace. This is not a position of weakness.

This call is an important one. We recommend that it be reciprocated," he said.

Syria on the other hand, has conditioned the normalization of ties on the withdrawal of Turkish troops from Syrian territories.

The Syrian foreign ministry said

in a statement on Saturday that normalization between Damascus and Ankara «must be built on clear foundations that ensure the desired results... foremost of which is the withdrawal of illegally present forces from the Syrian territory and the fight against terrorist groups that threaten not only Syria's secur-

ity, but also the security of Turkey.

Through the conflict in Syria, Turkey has supported rebel forces, including those with links to al-Qaeda and other extremist groups. Turkey has also launched repeated incursions into Syrian territory, most notably against Kurds in Afrin in

2018. Syrians rose against the Assad regime in March 2011, leading to a full-scale civil war that has claimed the lives of hundreds of thousands of people, has left millions more in dire need of humanitarian assistance, and left much of the country's infrastructure in ruins.



Anne Andlauer
15 Juillet 2024

Turquie : les ONG féministes s'insurgent contre un nouveau recul des droits des femmes

En Turquie, le pouvoir refuse que les femmes mariées utilisent leur propre nom de famille, et lui seul. Une proposition de loi déposée au Parlement les oblige à prendre le nom de leur époux, en dépit d'un arrêt récent de la Cour constitutionnelle qui jugeait cette situation contraire à l'égalité hommes/femmes. Les ONG féministes sont vent debout contre le texte.

Il y a un an et demi, la Cour constitutionnelle turque annulait un article du Code civil qui obligeait les femmes mariées à porter le nom de leur époux, seul ou avec leur nom de naissance... Une décision au nom de l'égalité hommes-femmes.

La proposition de loi déposée au Parlement turc reprend quasiment mot pour mot les termes de l'ancien article. Selon le pouvoir, les femmes devraient toujours porter le patronyme de leur mari au nom de « l'intégrité de la famille » et de la protection des enfants.



En Turquie, une proposition de loi impose aux femmes de prendre obligatoirement le nom de leur époux. (Image d'illustration) © Ozan Kose / AFP

L'avocate Özlem Günel Teksen, membre de la plateforme féministe ESIK, rejette cet argument : « Ce sont de purs prétextes ! Aucune famille n'a jamais été menacée, aucun enfant n'a jamais été lésé parce que sa mère portait son seul nom de naissance ! Ce qui menace l'intégrité de la famille, en

Turquie en particulier, ce sont les violences intrafamiliales... que le gouvernement ne fait rien pour empêcher. »

Pour l'avocate, cette loi est idéologique : « L'objectif, ici, c'est d'imposer une vision patriarcale de la famille, de rétablir le concept de "chef de fa-

mille" qui avait été supprimé du Code civil en 2001. C'est un nouveau recul pour les droits des femmes en Turquie. »

Avec cette proposition de loi, le pouvoir refuse par ailleurs d'appliquer une décision de la Cour constitutionnelle. Une pratique récurrente ces dernières années.

Réfugiés syriens attaqués en Turquie : « La crise fait de nous les parfaits boucs émissaires »

L'agression présumée, le 30 juin, d'une jeune fille par un Syrien dans une ville du centre de la Turquie a été l'occasion d'un déferlement de haine à l'encontre des réfugiés.

Le long des rues, les bâches en plastique installées sur des magasins vandalisés ou pillés claquent au vent. Ailleurs, les rideaux de fer baissés font penser à une ville morte. Depuis ces trois nuits d'émeutes inédites, du 30 juin au 2 juillet, qui ont vu Kayseri, dans le centre de la Turquie, livrée à un déferlement de haine et d'attaques racistes à l'encontre des réfugiés syriens, les commerces rouvrent poussivement leurs portes, les habitants sortent de chez eux avec une peur à peine dissimulée.

Une demi-douzaine de quartiers, parfois très éloignés les uns des autres, ont été touchés. Près de 400 échoppes, voitures et habitations ont été prises pour cible par mille à deux mille émeutiers, peut-être plus, personne ne sait. Cocktails Molotov, caillassage, agressions et tabassages : la colère d'une partie des habitants de cette cité d'Anatolie d'un peu plus d'un million de résidents, connue pour être un bastion conservateur et nationaliste, l'un des anciens moteurs économiques du pays, s'est muée en une tempête qui a failli tout emporter sur son passage. Trois nuits de violences inouïes avant que les autorités ne décident d'intervenir, laissant une partie de la ville en état de choc et une population syrienne dans un abîme d'interrogations.

Les troubles ont commencé le 30 juin en fin de journée, sur la

place du marché du quartier Danishmentgazi, dans le sud de Kayseri. Quelqu'un aurait vu un Syrien entrer dans les toilettes publiques pour tenter d'abuser une jeune fille. Très vite, un groupe de personnes se masse devant l'entrée des sanitaires. Des images sont prises d'un téléphone tenu au-dessus de la porte et diffusées sur les réseaux sociaux. La police s'interpose et embarque l'agresseur présumé.

Le quartier est connu pour être un des lieux d'installation privilégié des Syriens fuyant le régime de Damas et la guerre civile en cours depuis 2011. Ils formeraient près d'un quart de la population de Danishmentgazi. La séquence vidéo, elle, est courte et confuse. On y voit un individu entourant de ses bras une enfant avec des commentaires affirmant qu'il s'agit là d'un Syrien tentant d'agresser sexuellement une petite fille. Celle-ci, âgée de 7 ans, serait sa cousine. L'agresseur serait quant à lui connu des familles syriennes locales pour être atteint de déficience mentale. Des informations qui ne sont pas précisées dans la vidéo.

Feux allumés, immeubles attaqués

Il est 20 heures lorsque Abdulkerim (tous les noms ont été modifiés pour des raisons de sécurité) arrive sur la place pour acheter du pain dans l'une des échoppes ouvertes tard le

soir. L'homme, dans la quarantaine, père de famille et originaire d'Alep, est un commerçant respecté, installé ici depuis bientôt onze ans, un quartier qu'il connaît bien, avec « ses hauts et ses bas », comme il dit.

Alors, lorsque Abdulkerim voit l'attroupement, dépassant désormais les trois cents personnes, hurlant et criant des slogans anti-syriens, il sait à quoi s'attendre. Pareille scène de flambée raciste s'est déjà produite ici en 2014, suivie de débordements et d'incendies de voitures. En 2017 et en 2020 aussi, se souvient-il, lorsque des soldats turcs avaient été tués dans le Nord syrien. « Nous avons déjà connu cela, mais pas avec une telle ampleur », précise-t-il.

D'un coup d'œil, il reconnaît des habitants du quartier qui crient haut et fort que le jeune homme est un Syrien et la jeune fille une Turque. « Ils ont fait cela délibérément, pour attiser la colère », assure-t-il, avant d'ajouter : « Ce groupe d'individus, déjà bien important, a été rejoint en quelques minutes à peine par des personnes venues du centre-ville et d'autres quartiers à moto ou en voiture. C'était quasi irréal, une foule aussi massive en si peu de temps ! Les policiers étaient là, eux aussi, tout autour, mais ils n'ont pas réagi. »

Les premières pierres volent à ce moment-là sur des

commerces syriens alentour. Des feux sont allumés, des immeubles attaqués. La situation devient chaotique. La foule recherche les voitures appartenant à des réfugiés. Celles-ci sont repérables à leurs plaques minéralogiques distinctes comportant les lettres « MA » entre les deux chiffres. Elles sont assaillies de coups, parfois retournées. « Le spectacle dans la rue était effrayant, une telle masse, et si hostile, criant "Nous sommes fiers d'être turcs" et – quelle folie ! – des "Allahou akbar" », témoigne Khalid, encore sous le choc. Installé lui aussi dans le quartier depuis près de dix ans, ce père de famille, électricien de profession, au chômage depuis peu, n'en revient toujours pas : « Se rendaient-ils compte de ce qu'ils disaient avec cette expression en arabe, si importante dans l'islam, et contre d'autres musulmans ? »

Abdulkerim, lui, s'empresse de rentrer chez lui. Il barricade sa famille dans leur quatre-pièces et tente de mettre une bâche sur sa voiture. Il a de la chance. Le propriétaire de l'immeuble est sorti devant le porche et s'est mis en travers d'un groupe d'émeutiers. Le ton monte, mais ces derniers finissent par lâcher prise avant de s'attaquer à une autre maison. Abdulkerim entend encore cette femme âgée, une voisine, crier qu'il faut faire partir les Syriens, qu'ils sont responsables de tous les maux du pays, de la crise, du chômage, qu'ils vio-

lent, volent et vident les caisses de l'Etat. « *D'autres propriétaires ont réagi autrement, souffle-t-il. Certains ont exigé des familles syriennes qu'elles partent sur-le-champ pour éviter toute destruction de leurs biens.* »

Un Syrien poignardé à mort

Le lendemain est pire. Un hashtag #Jeneuxpasderéugiésdansmonpays se répand comme une traînée de poudre sur les réseaux. Toute la journée, en plus des images de la veille, les chaînes de télévision diffusent les scènes de violentes altercations survenues en Syrie, dans la partie contrôlée par l'armée turque. Des Syriens sont non seulement venus manifester contre les attaques xénophobes de Kayseri, ils ont également crié des slogans contre le président turc, Recep Tayyip Erdogan, qui avait exprimé, vendredi, son intention de renouer avec le dictateur syrien, Bachar Al-Assad. Coups de feu, équipements détruits, drapeaux turcs arrachés : le bilan s'élève à sept morts.

A Kayseri, dès le soir venu, « *la foule est encore plus importante que la veille, ici, à Danismentgazi, mais aussi dans les autres quartiers où travaillent et où résident les Syriens, comme Sahabiye, au centre-ville, ou Küçük Mustafa* », précise Abdulkерim. Des attaques ciblant des Syriens ont lieu jusqu'au cœur de la nuit dans d'autres villes comme Hatay, Urfa, Adana, Kilis, Bursa, Gaziantep, Izmir et le quartier de Sultanbeyli, à Istanbul. Le lendemain, mardi, à Antalya, le journal local *Graffiti Haber* annonce qu'un Syrien de 17 ans qui se promenait a été poi-

gnardé à mort par deux motocyclistes.

C'est ce troisième jour que la police intervient massivement. « *A nouveau, le soir, les émeutiers s'étaient regroupés, mais cette fois les forces de l'ordre ont agi en nombre, et même avec un hélicoptère* », dit Mohammad, 70 ans, retraité, originaire lui aussi d'Alep, installé dans le quartier de Danismentgazi depuis 2014. Il poursuit : « *Il y a eu des arrestations, et puis ce match aussi, Turquie-Autriche, à 22 heures, qui a semblé tout d'un coup réfréner les ardeurs. Mercredi, le chaos avait laissé la place à un calme apparent.* »

« Aucun Syrien ne viendra porter plainte »

Près de **474 personnes sont arrêtées**, selon les autorités. Plus du double les jours suivants. « *Mais aucun Syrien ne viendra porter plainte, par peur d'être arrêté à son tour et déporté, comme le veut la politique actuelle du gouvernement, qui renvoie en un clin d'œil un nombre toujours plus important de réfugiés en Syrie. Chaque jour, des cas d'amis ou de proches détenus dans les centres d'expulsion nous parviennent* », s'inquiète le retraité. Un de ses vieux collègues, affirme-t-il, a été arrêté, il y a quatre jours, parce qu'il a eu le tort de parler à haute voix en arabe au téléphone en attendant le tramway. Des personnes se sont plaintes. La police est venue et l'a embarqué pour trouble à l'ordre public. Le lendemain, il a été placé dans un de ces centres du nord de la ville.

Réagissant aux violences, le président Erdogan a déclaré que l'« *on n'obtient rien en ali-*

mentant la xénophobie et la haine des réfugiés », ajoutant que « *l'une des raisons de cet incident réside dans les discours empoisonnés de l'opposition* ».

Mohammad hausse les épaules. « *Tous les partis, excepté la formation de gauche prokurde du DEM [Parti de l'égalité des peuples et de la démocratie], veulent nous voir partir, surtout évidemment les mouvements nationalistes et xénophobes, qui sont très nombreux et influents dans la région, lâche le retraité. La crise que traverse la Turquie fait de nous les parfaits boucs émissaires.* » Il rappelle l'épisode du Covid-19 durant lequel le président avait affirmé avoir « *dépensé 40 milliards de dollars pour les Syriens* ». « *Cela s'est immédiatement retourné contre nous, rappelle-t-il. Ensuite, il a dit qu'il voulait voir 1 million de Syriens retourner dans leur pays.* »

Atmosphère étouffante depuis des mois

Une dizaine de témoignages recueillis dans les quartiers concernés par les émeutes révèlent que l'atmosphère était devenue étouffante depuis des mois. « *Tous les Turcs ne sont évidemment pas racistes, mais une majorité ne nous supportent plus* », résume Nour, 21 ans, étudiante en langues, cloîtrée chez ses parents depuis le dimanche 30 juin au soir, refusant même d'ouvrir ses comptes Facebook et Instagram.

L'annonce, trois jours après les émeutes, que des informations sur les passeports des 3,3 millions de réfugiés syriens enregistrés en Turquie par les ser-

vices de migration ont fuité sur des groupes Telegram, contenant des noms, des numéros de téléphone, des adresses et d'autres détails personnels, n'a pas aidé à apaiser les esprits. Une autre vidéo a aussi jeté le trouble. Elle émane du groupe local du Parti de la victoire (Zafer Partisi), une formation d'extrême droite ouvertement anti-immigration et xénophobe. Son dirigeant, Umit Ozdag, ex-militant du Parti d'action nationaliste (MHP), membre de la coalition gouvernementale, agite la théorie du « *grand remplacement* » à la mode turque.

Sur des scènes filmées fin avril, on voit deux militants arpenter les quartiers de Kayseri où travaillent et résident une majorité de réfugiés syriens. Les deux jeunes hommes y dénoncent les rues « *livrées au crime* » et les négoce « *sans licence* ». Devant une maison occupée par des Syriens, l'un d'eux pointe le mot « *Türk* » tagué en göktürk (vieux turc, très en vogue chez les ultranationalistes) sur le mur. Tel un marquage racial de la ville.

Seize personnes ont été tuées, selon le Centre international d'études sur les réfugiés, dans des attaques racistes, en Turquie, depuis 2020. « *Tout cela nous échappe, les éventuels mobiles politiques, les soutiens aux émeutiers, l'attitude de la police, souffle Abdulkерim. Je sais seulement que nous sommes tous épuisés et que la prochaine flambée de haine sera encore plus violente.* » Selon plusieurs sources et témoignages, le nombre de discussions entre Syriens sur les groupes WhatsApp et TikTok au sujet d'un éventuel retour en Syrie est en forte augmentation depuis début juillet.

Iran's New President Promises Changes. Can He Deliver?

Masoud Pezeshkian, a widowed doctor, portrays himself as a reformer who can bring social and economic shifts. But others have tried and failed before him, and numerous obstacles are in his path.

Iran's president-elect, Masoud Pezeshkian, walked through a leafy cemetery, glanced at tombstones and sat by the one bearing his wife's name. Moments later he was riding in a car, weeping.

The scenes were captured in a campaign video addressed to his wife, Fatemeh. "I miss you more than ever," the narrator says, speaking on behalf of Mr. Pezeshkian, "I wish you were here with me in these days when I have made this difficult pledge."

Public declaration of love is an anomaly among Iranian politicians. Crying on camera for a romantic partner is even rarer.

But Mr. Pezeshkian, a 69-year-old cardiologist who won the election in an upset as a reformist, looks and sounds unconventional.

He has portrayed himself as a modern leader for a new era in Iran, a religious man who considered his wife an equal partner when she was alive — and like him, practicing medicine — and who was a devoted widower after her death in a car accident. He raised three children and never remarried.

"It's very interesting how he has used his family story as a sign of his commitment and reliability," said Ali Vaez, the Iran director of the International Crisis Group. "He promised that in the same way that he stood by his family in the absence of their mother, he would stand by the Iranian people."



Masoud Pezeshkian at a rally in Tehran on the last day of campaigning before the election. He ended up winning in an upset. Arash Khamooshi for The New York Times

Mr. Pezeshkian has said that he wants to steer Iran toward becoming more prosperous, more open socially and more engaged with the West. In an opinion column published in The Tehran Times on Saturday, he described his foreign policy as "opportunity driven," strengthening ties with allies Russia and China, but also open to cooperating with the European Union. He said Iran would not "respond to pressure" by the United States.

Whether Mr. Pezeshkian can deliver on these changes remains to be seen. Predecessors tried and failed. But he has an opportunity, albeit limited, because Iran's supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei,

the top authority on all major state issues, has endorsed him and instructed subordinates to work with the new president.

On Friday night, at a religious ceremony at Mr. Khamenei's compound, the supreme leader walked into the hall together with Mr. Pezeshkian, a gesture he had not made for any president for at least three decades, observers said.

"He may have some room for maneuver but also faces a lot of structural obstacles," Mr. Vaez said. Mr. Pezeshkian has sought to come across not as a disrupter but as a more pragmatic fixer, saying in debates he would obey Mr. Khamenei and pursue

the supreme leader's overall policies.

Analysts said he will have to bargain with Mr. Khamenei, and even push back, if he is to deliver on the changes he promised, like curbing enforcement of mandatory hijab wearing for women, lifting restrictions on the internet and engaging with the United States in a bid to lift sanctions.

Just a few months ago, the prospect of a change from a conservative to a reformist government in Iran seemed fantastical. Then in May, Ebrahim Raisi, the conservative cleric who was president, died in a helicopter crash.

He is Iran's most credentialed president, a physician, a professor, a former health minister, and a lawmaker who has presided over a major medical university and research center. He speaks Persian, Turkish, Kurdish, Arabic and English — and trained in health leadership at Harvard University, which friends said in interviews had softened his view of the United States.

While Mr. Pezeshkian is not a member of any political party, his ascent has ridden the coat-tails of the reformist party. Mohammad Javad Zarif, a former foreign minister and prominent figure in the party who campaigned for him, leads the transition government's advisory committee.

Since the election, Mr. Pezeshkian has only spoken to Iranian media, and his office says a New York Times request to interview him is pending. Colleagues and friends described him as outspoken, honest, and motivated by social justice. They said he has always been loyal to the Islamic Republic's theocracy even though he has criticized its corruption and policies that have weakened Iran's living standards.

"He didn't compromise on his beliefs, but he knew how to navigate when tensions came up," said Dr. Kianoush Jahanpour, a former deputy health minister, in a telephone interview from Tehran.

Mr. Pezeshkian was born in Mahabad, in northwest Iran, to an ethnic Azeri father and a Kurdish mother. He entered medical school in Tabriz, capital of Iran's East Azerbaijan Province, as revolutionary fervor was spreading against the Shah in 1977, two years before the Islamic revolution.

Mr. Pezeshkian, middle, as a student activist at the medical school in Tabriz in the late 1970s. He and his wife marched in protests during the revolution, a friend said. via Abbas Abdi

He also was a volunteer surgeon during the Iran-Iraq war in the 1980s. via Abbas Abdi

In medical school he fell in love with Fatemeh Majidi, a fellow classmate described by a mutual friend as a tall, dark-eyed beauty who was one of the few women wearing the hijab. They wed, bypassing the arranged marriages common to their generation.

"Theirs was a modern marriage of equals. They did everything together. They studied, they marched in protests during the revolution, they took care for their four children, taking turns when each had night shifts at the hospital," said Dr. Noraladin Pirmoazzen, a friend and classmate who was also a lawmaker, in a telephone interview. He and Mr. Pezeshkian volunteered together as trauma surgeons during the Iran-Iraq war.

Mr. Pezeshkian completed his residency in heart surgery and his wife in gynecology. In 1994, on a trip, their car flipped in a crash, killing her and their youngest child, a baby boy. Mr. Pezeshkian has told Iranian media that "it was very difficult for me to continue living."

He never opened a private practice and remained at public hospitals and government university medical centers. He still operates on patients once a week, and as part of his populist persona, he wears sports jackets instead of suits. His daughter Zahra, a chemist who campaigned alongside him, told state television that while growing up the family lived in modest university housing.

In Tabriz, while head of the medical university there, he led an effort to build 600 clinics in rural areas of East Azerbaijan, winning recognition from the World Health Organization. He was appointed deputy health minister and later health minister during the reformist administration of President Mohammad Khatami.

Ali-Akbar Mousavi Khoeini, a reformist former lawmaker during Mr. Pezeshkian's tenure as health minister, who now lives in exile in the United States, said that he was known for preferring mediation over confrontation. But Mr. Khoeini predicted that as president, "the clashes will start when he tries to implement his ideas."

Some government critics say Mr. Pezeshkian is not a reformist because in their view the system is essentially unreformable and that his presidency should be viewed as the status quo.

"I don't have much hope. The reformists, even at the peak of their power, were not able to implement any long lasting and deep changes regarding women's rights, let alone now in this climate of oppression," said Aliyeh Motallebzadeh, a women's rights activist who has been jailed, in an interview from Tehran. "Pezeshkian is a man of the system."

Activists say that he has toed the government line on several occasions, requiring women to wear the hijab in the early years of the revolution while president of a university.

There is also the question of how he dealt with death in prison of the Iranian-Canadian photojournalist Zahra Kazemi in 2003. As health minister, Mr.

Pezeshkian examined Ms. Kazemi's body and was the first official to say that she had been killed from a blow to her head, contradicting the prosecutor's claim of a fatal heart attack. But he did not go further and say there were more extensive signs of bruises on her body as her family had asserted.

Supporters say his views on hijab have evolved. During the campaign Mr. Pezeshkian said he did not believe in telling others how to dress and that the hijab law had backfired.

Mr. Pezeshkian with Ayatollah Ali Khamenei, Iran's supreme leader, in a photo released by Mr. Khamenei's office. Analysts said Mr. Pezeshkian would have to bargain with Mr. Khamenei to deliver on his proposals. Office of the Iranian Supreme Leader, via Associated Press

He has faced his own run-ins with the system. In 2003, Parliament tried to impeach him as health minister over medical service fees and the opaque medical drugs market. Twice, the Guardian Council, a body of clerics and jurists that vets candidates, disqualified him for the presidency and Parliament. Mr. Khamenei intervened this past winter, and his candidacy was resurrected, according to Abbas Abdi, a political analyst who was part of Mr. Pezeshkian's election advisory committee.

"The system reached a dead end and realized it needed to change course in order not to implode," Mr. Abdi said in an interview from Tehran. "It has accepted that Mr. Pezeshkian is the man it needs at the wheel, and we have more than a little hope that Iran will open up."

The New York Times

Peter Baker, Adam Goldman
and Julien E. Barnes
July 16, 2024

U.S. Detected Potential Iranian Plot to Kill Trump Separate From Saturday's Shooting

American intelligence agencies were tracking an Iranian threat even before the attack on former President Donald J. Trump. But officials said the two were unrelated.

U.S. intelligence agencies were tracking a potential Iranian assassination plot against former President Donald J. Trump in the weeks before a gunman opened fire last weekend, several officials said on Tuesday, but they added that they did not consider the threat related to the shooting that wounded Mr. Trump.

The intelligence prompted the Secret Service to enhance security for the former president before his outdoor campaign rally in Butler, Pa., on Saturday, officials said. Yet whatever additional measures were taken did not stop a 20-year-old local man from clambering on top of a nearby warehouse roof to shoot at Mr. Trump, grazing his right ear and coming close to killing him.

The National Security Council contacted the Secret Service to be sure it was tracking the latest reporting and the agency shared the information with the head of Mr. Trump's detail, according to a national security official, who like others shared sensitive information on condition of anonymity.

The Trump campaign was informed "in passing" by the Secret Service of a general uptick in threats against Mr. Trump but was not made aware of any specific dangers related to Iranian individuals or groups, according to a person briefed on the interactions between the campaign and Secret Service. It was not clear what, if anything, Mr. Trump himself was told. The intelligence that prompted

the warning was new, but consistent with previous threat information against lower-level current and former U.S. officials, according to officials informed about the matter. The intensifying campaign season, with increasingly frequent public rallies, offered more opportunities for an attack. Several national security officials said that although the threat was taken seriously, it did not appear from the intelligence to be fully developed.

Officials would not discuss how they had come by the information, but said that their conclusion was drawn from multiple strands of intelligence collected by multiple agencies that were not clear until they were all put together into a single picture. While Iran has targeted Americans before, trying to assassinate a former president now running for his old office would be a dramatic escalation that could risk war, so U.S. officials were trying to determine if it was merely aspirational or if there was a concrete plan.

Either way, several officials said the Secret Service had recently surged additional "resources and assets," although they declined to describe specifically what changes had been made. The fact that security was already enhanced for the Butler rally because of the apparently unrelated threat will raise further questions about the failure of the Secret Service to protect Mr. Trump.

One U.S. official briefed on the intelligence was sharply critical

of the Secret Service for allowing the Pennsylvania gunman to get so close, arguing that the agency's knowledge of the Iranian threat should have prompted it to be more cautious. President Biden has already ordered an independent review of the security breakdown in Butler, and Congress is planning its own inquiries.

Authorities have identified Saturday's gunman as Thomas Matthew Crooks, 20, from nearby Bethel Park, Pa., but have yet to publicly describe any motivation for the shooting. Mr. Crooks, who was killed by Secret Service snipers, was a registered Republican but once gave \$15 to a progressive political group. He left no social media trail that revealed any strong political feelings. People who knew him said he kept to himself but was often bullied in high school.

The Iranian threat stemmed from Tehran's longstanding desire to take revenge for the strike ordered by Mr. Trump in January 2020 that killed Maj. Gen. Qassim Suleimani, the Iranian security and intelligence commander responsible for the deaths of hundreds of American troops in Iraq over the years. Reported Iranian threats against Trump administration officials like Mike Pompeo, the former secretary of state, and John R. Bolton, the former national security adviser, resulted in government security details even after they left office.

"As we have said many times, we have been tracking Iranian

threats against former Trump administration officials for years, dating back to the last administration," Adrienne Watson, a spokeswoman for the National Security Council, said in a statement. "These threats arise from Iran's desire to seek revenge for the killing of Qassim Suleimani. We consider this a national and homeland security matter of the highest priority."

Ms. Watson emphasized that the Iranian plot was separate from the Butler assassination attempt. "The investigation of Saturday's attempted assassination of former President Trump is active and ongoing," she said. "At this time, law enforcement has reported that their investigation has not identified ties between the shooter and any accomplice or co-conspirator, foreign or domestic."

CNN previously reported on the Iran threat information. Alejandro N. Mayorkas, the secretary of homeland security, hinted at a threat emanating from overseas during a briefing on Monday at the White House. "The threat landscape is very dynamic, both domestically with the rise of domestic violent extremism," he said, and "of course, we have seen the foreign threat environment increase as well."

The Trump campaign declined to discuss the matter. "We do not comment on President Trump's security detail," the campaign said in a statement. "All questions should be directed to the United States Secret Service."

Iran disputed reports of a plan to kill Mr. Trump. "These accusations are unsubstantiated and malicious," Iran's mission to the United Nations said in a statement. "From the perspective of the Islamic Republic of Iran, Trump is a criminal who must be prosecuted and punished in a court of law for ordering the assassination of General Suleimani. Iran has chosen the legal path to bring him to justice."

Iran has made clear its desire for retribution one way or another. As the first anniversary of the Suleimani strike approached in early January 2021, Ayatollah Ali Khamenei, Iran's supreme leader, warned publicly that "those who ordered the murder of General Suleimani" would "be punished." Mr. Trump,

about to enter his final weeks in office, told Florida friends at a holiday cocktail party that he was concerned that Iran would try to assassinate him.

In 2022, the Justice Department charged a member of Iran's Islamic Revolutionary Guards Corps with planning to assassinate Mr. Bolton, a plan thwarted by an informant who posed as a would-be assassin. Documents filed in court indicated that an Iranian operative had obtained details of Mr. Bolton's movements that were not publicly known at the time. Mr. Bolton was granted government security protection after the threat against him materialized, as was Mr. Pompeo. Others who have been reported to be targeted include Robert O'Brien, another former national

security adviser to Mr. Trump; Mark T. Esper, the defense secretary at the time of the strike on Mr. Suleimani; Gen. Kenneth F. McKenzie Jr., a former head of the U.S. Central Command who oversaw the operation; and Brian Hook, the State Department special envoy for Iran under Mr. Trump.

U.S. officials said Iran had never stopped trying to kill those it blamed for the Suleimani operation. As recently as February, the intelligence community noted in its annual threat assessment that Iran "will continue to directly threaten U.S. persons in the Middle East" and was trying to develop networks in the United States to attack officials "as retaliation for the killing" of Suleimani. It noted that Iran "previously has attempted to

conduct lethal operations in the United States."

Ms. Watson said on Tuesday that the government took these threats seriously. "As part of that comprehensive response," she said, "we have invested extraordinary resources in developing additional information about these threats, disrupting individuals involved in these threats, enhancing the protective arrangements of potential targets of these threats, engaging with foreign partners and directly warning Iran."

David E. Sanger, Maggie Haberman and Farnaz Fassihi contributed reporting.



July 16, 2024

Iranian security forces kill Kolbar near mount Qandil: Watchdog

ERBIL, Kurdistan Region - At least one kolbar was killed and three others injured as a result of direct fire from the Iranian security forces on the border with the Kurdistan Region, a human rights monitor reported on Tuesday.

The Hengaw Organization for Human Rights reported that the Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC) forces opened fire at a group of kolbars in the height of Qandil mountain, on the border with the Kurdistan Region.

A 19-year-old Kolbar from Sardasht, West Azerbaijan (Urmia) province, named Kian Zini, was killed," Hengaw said.

The watchdog added that three other kolbars were severely injured.

Kolbars are semi-legal porters who transport untaxed goods across the Kurdistan Region-Iran border and sometimes the Iran-Turkey border. They are constantly targeted by Iranian border guards and are sometimes victims of natural disasters.

Many kolbars are pushed into the profession by poverty and a lack of alternative employment, particularly in Iran's Kurdish provinces. Families of kolbars greatly suffer from attacks by Iranian border guards, as the transport of goods is often the household's primary source of income.

At least ten kolbars were killed by Iranian security forces in the month of June, according to Hengaw. The fatality count increased from that of May, during which eight kolbars lost their lives.

In its annual report on human rights violations in Iran for 2023, the Paris-based Kurdistan Human Rights Network said that a total of 29 kolbars died last year. At least 19 of them were killed by Iranian border guards.

Hengaw estimated 33 kolbars lost their lives and 176 others were wounded as a result of direct fire from Iranian forces in 2023 and at least 35 fell victim to accidents.

Nadia Murad, la survivante qui veut faire entendre la voix des Yézidis

Comme des milliers de filles et de femmes yézidies, une communauté d'Irak que les djihadistes considèrent comme hérétiques, Nadia Murad, [qui a obtenu le prix Nobel de la paix en 2018](#), a été réduite à l'esclavage sexuel par le groupe État islamique (EI) en 2014, avant de parvenir à s'évader. Aujourd'hui ambassadrice de l'ONU pour la dignité des victimes du trafic d'êtres humains, Nadia Murad, dont six frères et la mère ont été tués par l'EI, milite désormais pour que les persécutions commises contre les Yézidis soient considérées comme un génocide.

Le Point : En 2015, vous faîtes partie d'un groupe de plus de 1 000 femmes et enfants, survivants du génocide des Yézidis, qui étaient accueillis à Stuttgart, grâce à l'asile accordé par le Land allemand du Bade-Wurtemberg. Dix ans après ce crime contre l'humanité, êtes-vous finalement installée ici ?

Nadia Murad : Je n'ai jamais voulu quitter l'Irak ; il n'est jamais facile de quitter son pays natal et de laisser derrière soi des traditions et une culture millénaires. Mais [ma terre était alors sous le contrôle de l'État islamique](#). Dans les camps de déplacés, où les rescapés des massacres avaient été installés, il était impossible de vivre dignement. Ce sont des lieux de désespoir, d'exploitation et de souffrances... On y passe le plus clair de son temps à essayer de trouver de quoi se nourrir. Alors je suis partie. Arrivée en Allemagne à 22 ans, j'ai dû tout recommencer à zéro. C'était difficile. Je vis avec mon mari à Stuttgart. Ma fondation, Nadia's Initiative,

vient d'y ouvrir un bureau. Mais chaque année, je retourne à Sinjar [ville dans le nord-ouest de l'Irak, centre historique de la religion yézidie, NDLR] et dans mon village de Kocho.

Les personnes qui nous ont accueillis ont été formidables. Cependant, il m'est pénible de devoir toujours expliquer mon histoire et justifier ma présence ici. Les gens demandent à chaque fois si nous allons retourner dans notre pays... Ils ne se rendent pas compte.

L'Allemagne, en 2015, a ouvert ses bras à des centaines de milliers de réfugiés fuyant le Moyen-Orient. Neuf ans plus tard, l'heure n'est plus trop à l'hospitalité... Des survivants yézidis sont arrivés, puis des réfugiés qui n'étaient pas des survivants. Avec environ 250 000 personnes, l'Allemagne est devenue le deuxième foyer yézidi après l'Irak. Les communautés arabes sont également très importantes. Des milliers de femmes et d'enfants qui ont fui les conflits ont trouvé en Allemagne un second pays.

Quelques personnes ont été renvoyées vers le Kurdistan irakien. Tout le monde est très inquiet. À Berlin, en mai, le gouvernement m'a assuré qu'aucun survivant ne serait expulsé, et que les plus vulnérables n'étaient pas concernés. Je pense que c'est un accord entre l'Allemagne et l'Irak. C'est une injustice, car l'Irak n'est pas un pays sûr. Comment ce pays va-t-il soutenir ces familles ? Ceux qui ont risqué leur vie et traversé la Turquie et la Biélorussie pour qu'on les protège ne devraient pas être renvoyés. Ils sont contraints de retourner dans un pays où

Daech est toujours présent, où des milliers de Yézidis vivent dans des camps. L'impact psychologique pour ces réfugiés est énorme.

Et pourtant, la justice allemande a reconnu que le massacre de 2014 était un génocide...

Nous sommes très reconnaissants de cette décision de justice, prise l'an dernier. Mais l'annonce des expulsions, juste après, nous a beaucoup déçus. J'ai été très claire avec les responsables allemands, il y a deux manières d'aider les Yézidis : soit les faire venir en Allemagne, soit les aider à rentrer chez eux.

Cela suppose d'accélérer la reconstruction de Sinjar, le foyer de votre communauté ?

L'une de mes sœurs, qui, elle aussi, a réchappé à Daech, a refusé de venir en Allemagne et a voulu rester se battre pour son foyer. La situation est meilleure, le gouvernement irakien soutient financièrement ceux qui reviennent, les milices chiites ont réduit leur présence. Mais c'est insuffisant. Des Yézidis vivent près de Mossoul, d'autres au Kurdistan irakien, dans le Nord, une région plus sûre. Il faut de la stabilité, de la paix, au Moyen-Orient en général.

De plus, la fermeture des camps de déplacés a été annoncée le 1^{er} juillet ?

Les camps sont des lieux épouvantables, il y a de nombreux suicides, des mariages entre enfants qui n'ont rien connu d'autre que la vie dans ces camps. Il n'y a aucune di-

gnité, aucune intimité possible, on partage ses histoires et ses souffrances avec tout le monde. L'aide humanitaire est essentielle, mais elle ne doit pas durer dix ans. Pour beaucoup, c'est le seul moyen de survivre, mais cela installe une dépendance. De ce fait, beaucoup risquent leur vie en la confiant à des passeurs. J'ai des membres de ma famille qui ont fini par prendre ces petits bateaux pour traverser la mer entre la Turquie et la Grèce... Nous n'avons toujours pas retrouvé leurs corps...

Comment permettre aux survivants de retrouver un environnement pacifié ?

La priorité absolue, c'est la reconstruction de Sinjar : les écoles, les hôpitaux, les routes, l'électricité, l'eau potable... Ma fondation a privilégié l'urgence. Nous venons par exemple de construire un centre pour les femmes. Beaucoup d'hommes ont été tués, et les femmes ont aujourd'hui un rôle central. Mais ni le gouvernement du Kurdistan ni le gouvernement central de Bagdad n'ont financé nos travaux et ils continuent de se disputer la souveraineté sur la région de Sinjar.

Les Yézidis ont vécu 74 génocides au cours de leur histoire. Cela ne date pas d'hier. Des centaines de Yézidis ont été tués dans un attentat d'Al-Qaïda en 2007, et je rencontre encore des gens qui n'ont jamais reçu le moindre soutien. Avec Daech, c'est la première fois que nous pouvons raconter notre histoire, dire qui nous sommes. Les 73 fois précédentes, nous avons été massacrés dans le silence. Aujourd'hui, le monde sait ce qu'il s'est passé. J'ai décidé de ra-

conter mon histoire pour que le monde connaisse le sort des Yézidis. Les survivants espèrent empêcher la répétition des massacres, mais les préjugés contre notre communauté restent très forts.

Avez-vous toujours l'espoir de vivre en paix sur vos terres ?

On se pose toujours la question en tant que Yézidis. Pourquoi avons-nous fait confiance à nos voisins ? C'est parce que nous voulons toujours vivre en paix avec les autres communautés, avoir des amis chrétiens, musulmans... Nous sa-

vions qu'il y avait de la haine contre nous, mais nous avons toujours essayé de vivre avec les autres. Dans l'école de Kocho, les enseignants des enfants yézidis étaient musulmans. Et certains ont trahi et ont rejoint Daech.

Seule la justice peut vraiment nous sortir de là. La mère yézidie qui a récemment témoigné devant la justice en Allemagne, et qui a permis la condamnation d'une djihadiste allemande coupable de la mort de sa fille de 2 ans, a pu obtenir cette reconnaissance. La justice ne peut pas nous soulager de toute notre peine mais elle peut nous permettre de

faire le deuil et de nous reconstruire. Pourtant, la réalité, c'est que Daech reprend de la vigueur grâce à une forme d'impunité. Seulement huit procès contre les tortionnaires des Yézidis ont été tenus en Irak depuis 2017. De leur côté, les pays européens laissent des dizaines de leurs ressortissants dans les prisons en Syrie ou en Irak, sans qu'ils ne soient jugés. Pourquoi ne les jugez-vous pas ? C'est un manque de volonté politique.

À LIRE AUSSI [Leïla Mustafa, mort d'une héroïne kurde syrienne à 35 ans](#) Il y a aussi la question

des disparus et le deuil impossible pour de nombreuses familles ?

Il reste officiellement 2 847 personnes disparues depuis 2014. Dans ma famille, c'est le cas d'une nièce, d'un neveu, qui avait 11 ans, d'une belle-sœur, qui en avait 25. On ne sait pas combien sont encore en vie, réduits en esclavage, s'ils sont en Irak, en Syrie, en Turquie... Mais, chaque mois, on retrouve des survivants qui sont parvenus à s'échapper. Le mois dernier, une femme de mon village a été retrouvée dans le camp d'Al-Hol, en Syrie, où sont détenues les familles de Daech.



Kosar Osman
July 17, 2024

Kurdish rocket scientist encourages girls to overcome societal barriers

ERBIL, Kurdistan Region - A Kurdish system engineer who was involved in the launch of a European rocket told Rudaw that as a woman in the science, technology, engineering and math (STEM) fields, she wishes to inspire other Kurdish girls to fight stereotypes and break societal barriers.

The European Space Agency's Ariane 6 blasted off on its first flight last week. The vehicle is intended to restore Europe's independent access to space through releasing a clutch of satellites into orbit.

Josef Aschbacher, head of the European Space Agency, hailed the launch as a "historic day" for the continent. Tawin Piran is a system engineer on the upper liquid propul-

sion module for the vehicle. Born in Bonn, Germany, in 1994 to Kurdish immigrant parents, she has been fascinated by the mysteries of space from a young age and wishes to inspire like-minded individuals to continue pursuing their dreams.

Rudaw: The Ariane-6 rocket was launched into space this week. The Europeans watched with great interest. Can you tell us about the importance of this project?

Tawin Piran: Ariane 6 is the successor of the Ariane 5 rocket, which was one of the most reliable launchers for the commercial market. With the introduction of the Ariane 6 rocket we managed to ensure Europe's autonomous access to space. Of course it's not only

important for Europe, but in general for everyone. Heavy-lift launchers like Ariane 6 allow us to put satellites into space for a lot of different use-cases, e.g. GPS, internet, communication, weather forecast or earth observation to name a few.

What is your role as a Kurdish female engineer in the project?

I work as a system engineer on the upper liquid propulsion module, which is basically the upper stage of the rocket. After the first part of the launch, the first stage will separate from the second. From there, the second stage will make sure that the payload (e.g. satellite) will reach its target orbit. I have the responsibility for different subsystems and I have

to make sure that each of these systems will function in the different environments during the mission. During the mission the launcher is exposed to different very extreme environments: high and low temperatures, vibration, friction, pressure, shock loads and so on. This makes it particularly challenging for the subsystems to maintain functional.

Ariane-6 looks quite similar to Ariane-5. Are there any significant differences between Ariane-6 and its predecessor, especially in the upper stage and its propulsion capabilities?

Ariane 6 follows a more modular approach. Depending on the needs, the four-booster or the two-booster configuration can be chosen. This provides

more flexibility towards the market needs. In addition, especially the upper stage is a new development. The upper stage of Ariane 6 can be re-ignited several times. This will allow us to re-enter the upper stage after the mission to burn up in the atmosphere, so there will be no additional space debris left.

What we know is that you have turned down approaches from several large companies. You wanted to work on the field of space. What is your motivation?

I was always very fascinated by space. There is very little that we know about space. And my wish is that humanity starts exploring the universe more for scientific purposes, we have so much to learn. Of course, especially launch vehicles are very interesting to me since these extreme environments I



Tawin Piran is a system engineer on Ariane 6. Graphic: Rudaw

mentioned earlier make it especially challenging.

Every Kurd is happy to hear about your efforts. Have you ever thought about participating in a project on behalf of Kurdistan?

Yes, I would totally love to do that. If there would be a Kurdish project in the space sector,

I would be honored to contribute to that.

Of course it has not been easy for you to get to this stage. What do you have to say about that?

Even nowadays, there are still a lot of stereotypes when it comes to woman in STEM. Coming from a family with an

immigration background doesn't really help either. What I can say is that hard work really pays off. It's important to focus on your dream and goals and if you truly believe in them, nothing will stop you. Thankfully the space industry is very international, but to get there included a lot of studying and internships/trainee jobs. It was worth it though.

What are your ideas and plans for the future? What do you want to do and achieve?

I would like to gain more experience as a system engineer and to gain as much technical expertise as possible. Of course I also hope to be a good role model to other Kurdish girls out there and to show that engineering is possible for everyone, no matter the stereotypes of society.



July 18, 2024

One killed in suspected Turkish bombardment in Duhok

At least one person was killed in Duhok's Shiladze district as a result of suspected Turkish bombardment on Thursday morning.

Kamran Osman, member of the US-based Community Peacemaker Teams (CPT) - Iraqi Kurdistan team, told Rudaw that 32-year-old Osman Rushdi lost his life due to the bombardment.

Fakhri Khalil, a cousin of the

victim, confirmed the news to Rudaw.

Rushdi was reportedly beekeeping in Bariske village when the warplanes struck the area at around 6:00 am.

"He had a wife but not children... he was a member of the Peshmerga forces," Osman added.

Turkey deployed hundreds of troops and military vehicles into

the Kurdistan Region in June, establishing checkpoints and conducting patrols in Duhok's Barwari Bala area. The latest military campaign has sparked renewed fears among villagers.

The CPT, a rights group that closely monitors the Turkey-PKK conflict, said that Turkish army has struck the Kurdistan Region over 380 times in the past month, with the vast majority of the attacks targeting Duhok province.

According to the rights group, nine villages in Duhok have been "completely" emptied and 184 families have been displaced since tensions escalated in mid-June.

At least nine people have been killed in Turkish attacks on the Kurdistan Region since the start of the year, according to Osman.

En Turquie, une génération d'avocates à l'épreuve d'une justice politisée

L'instrumentalisation de l'appareil judiciaire par le pouvoir pousse de jeunes Turques à s'engager pour défendre leurs proches et tenter de résister à l'arbitraire.

Embrasser la carrière d'avocat en Turquie a tout du sacerdoce à l'heure où la société est gagnée par un profond sentiment d'impuissance voire de défiance envers le système judiciaire. Pour les jeunes recrues, comme Mina Şık, 24 ans, qui vient d'être reçue au barreau d'Istanbul, l'écart qui existe entre la théorie du droit et sa pratique est considérable.

« Je terminais mon cursus au moment des procès de Gezi, liés aux soulèvements antigouvernementaux de 2013, et nous étudions la procédure pénale. Dans la même semaine, on m'enseignait comment cela devait se passer et, quand j'allais assister aux audiences, je voyais exactement l'inverse ! (...) La justice est sans doute l'institution la plus sensible aux évolutions politiques », juge la fille du turbulent journaliste d'investigation devenu député, Ahmet Şık.

Mina Şık a passé une partie de son enfance au parloir des centres pénitentiaires où son père était retenu en détention, accusé d'« appartenance à une organisation terroriste ». « Le droit est ouvert à une interprétation si large qu'il peut être compris dans un sens ou dans l'autre. Quand je m'en suis rendu compte en première année de la faculté de droit, j'ai fait une dépression », se souvient-elle.

Articles de loi à l'interprétation large



L'avocate Mina Şık, 24 ans, fille du journaliste d'investigation Ahmet Şık, à Istanbul, le 25 avril 2024. L'avocate Mina Şık, 24 ans, fille du journaliste d'investigation Ahmet Şık, à Istanbul, le 25 avril 2024. MARIE TIHON / HANS LUCAS POUR LE MAGAZINE DU MONDE

L'absence d'impartialité des institutions judiciaires fait régulièrement l'objet de controverses. Les réformes des années 2010 mises en place par le parti du président Recep Tayyip Erdoğan, qui va désormais jusqu'à remettre en question certaines décisions de la Cour constitutionnelle, ont contribué à cette dérive. Le recours fréquent à des articles de loi à l'interprétation particulièrement large, comme « insulte au président » ou « appartenance à une organisation terroriste », contribue à éroser la confiance des citoyens turcs en la capacité des tribunaux à rendre la justice.

D'origine kurde, militante des droits humains, Jiyan Tosun réclame depuis trente ans que la lumière soit faite sur la disparition de son père, Fehmi Tosun, kidnappé devant leur maison à Istanbul en 1995. Au sein du collectif des Mères du samedi, elle reste mobilisée pour obtenir des réponses sur les disparitions forcées et les exécutions extrajudiciaires qui ont eu lieu dans les années 1990, au moment des affrontements dans le sud-est de la Turquie, à majorité kurde, entre l'armée turque et l'organisation armée du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), considéré comme terroriste par Ankara.

« Nous savions pertinemment que nous n'allions jamais obtenir de réponse, car c'est un sujet beaucoup trop sensible. Tant que l'Etat ne fera pas un travail d'introspection (...), nous en resterons toujours au même stade », se désole Jiyan Tosun. Ce pessimisme n'a pas empêché cette femme aujourd'hui âgée de 38 ans de devenir elle-même avocate. Tout comme le frère de son père avant elle. « Quand mon oncle a eu son diplôme, il est tout de suite venu l'apporter à mon père pour lui dire qu'il le défendrait. Mon père était tellement heureux que, ce jour-là, je me suis dit que je devais

suivre la même voie », se souvient Jiyan Tosun.

« La magistrature doit se montrer plus courageuse »

Comme elle, d'autres ont fait ce choix de carrière pour défendre leurs proches. Şirvan Yakut, 27 ans, a récemment été l'avocate de son père, accusé d'« appartenance à une organisation terroriste ». Mais les différents procès auxquels elle a pris part ont tendance à la décourager. « *J'ai parfois l'impression de plaider dans le vide, que les décisions de la cour sont prises à l'avance* », se désole-t-elle. Un constat que partage l'avocate Irem Çiçek, 38 ans. « *L'appareil judiciaire est utilisé comme un instrument pour faire taire les*

opposants et ceux qui se battent pour que la vérité éclate », commente-t-elle, lucide. Fille de haut gradé militaire, elle a été propulsée à la barre à peine diplômée pour défendre son père, **Dursun Çiçek, accusé de complot contre le gouvernement** dans le cadre du procès-fleuve du réseau Ergenekon aux débuts des années 2010.

« *Tout le monde dit que le procès Ergenekon était compliqué. En réalité, c'était très simple, car il n'y avait aucune preuve !* », se souvient Zeynep Küçük, 55 ans, qui a consacré six ans de sa vie à défendre le cas de son père, Veli Küçük, ancien militaire. Comme Dursun Çiçek et d'autres accusés, il finira par être blanchi en 2019

faute de preuves, après onze ans de procédures. Mais, en dépit des épreuves, Zeynep Küçük veut garder foi dans les institutions du pays : « *S'il y a des injustices aujourd'hui, c'est parce que le système a prêté allégeance à un groupe, à une organisation, à une idéologie, à une croyance et a perdu son indépendance. Il est donc indispensable que la magistrature se montre plus courageuse.* »

Ce n'est pas **le procès médiatisé des assassins présumés de Sinan Ates** qui va faire taire les inquiétudes sur un manque d'indépendance de la justice alors qu'une deuxième audience doit se tenir le 19 juillet devant la 32^e cour pénale d'Ankara. L'ancien chef des Ülkü

Ocakları (« foyers idéalistes »), plus connus sous le nom de « Loups gris », une organisation d'extrême droite qui mène des actions violentes contre des minorités, avait été tué par balle le 30 décembre 2022.

La veuve de la victime et les partis d'opposition dénoncent un assassinat politique et un procès qui l'est tout autant. Selon eux, des responsables du Parti d'action nationaliste (MHP), allié d'extrême droite d'Erdoğan, seraient impliqués dans le meurtre. Les journalistes d'investigation, de leur côté, font état de la proximité des magistrats avec le MHP et les milieux d'extrême droite. Et pointent du doigt les changements de procureurs chargés de l'enquête et un acte d'accusation caviardé.



July 19, 2024

PUK calls KDP-Turkmen alliance in Kirkuk 'fruitless'

ERBIL, Kurdistan Region - The alliance between representatives of the Kurdistan Democratic Party (KDP) and the Turkmen Front in Kirkuk's provincial council will not lead to any results and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) will obstruct their attempt to form the local administration, the party's spokesperson told Rudaw on Thursday.

"With 4 seats, we and the KDP have a united stance... We have agreed to rotate the positions trilaterally: The governorship is held by the Kurds for the first year, Turkmen for the second year, and Arabs for the

third year," Arshad al-Salihi, a Turkmen member of the Iraqi parliament, told Rudaw's Nwennar Fatih.

Salihi denied the reports that either of the Turkmen council members had sided with the PUK, stressing that they are firmly united and calling on the Arab members to have a unified stance as well.

The winning parties of the Kirkuk provincial council elections have been at loggerheads for around seven months as the absence of a clear majority at December's polls has hindered the process of appointing the

next governor and forming the local administration.

The PUK claims that it is entitled to the governorship of the oil-rich city, having gained the most seats - five - in December's local polls. The party also has the backing of two Arab council members and the winner of the Christian quota.

However, its bid for the highly-coveted position is contested by the alliance of the KDP, four Arab council members, and both Turkmen council members, who have suggested rotating the post between all three components.

Saadi Ahmed Pira, PUK spokesperson, said that the alliance between the KDP and the Turkmen party "is like putting Kirkuk on sale."

"This is a bad move in my opinion, because we have many other joint projects with the KDP... this [alliance] will not succeed... this is a bad and fruitless attempt and the PUK will not allow something like that to succeed," said the spokesperson.

Salihi said that the Turkmen do not wish to outcast any of the winning parties or components from the local admin-

istration, and expressed hope that the KDP and the PUK also reach an agreement on who should be the Kurdish governor in the rotation system.

Pira claimed that the KDP's goal in aligning with the Turkmens is solely to prevent the PUK from holding the gov-

ernorship, noting that such a policy would have negative consequences for the Kurdistan Region.

"If the KDP wants to hold the governorship for one year, they can have it. But what do they gain from making the Kurds

lose out on the position for three years?" he added.

The council held its long-awaited first session last week, following calls from Iraqi Prime Minister Mohammed Shia' al-Sudani to expedite the process. The session lasted for around

10 minutes, with seemingly no progress made on resolving the outstanding issues between the parties.

Sudani has facilitated three meetings between representatives of the political parties since December.

Le Monde

Marie Jégo
20 juillet 2024

Turquie : le juge Arslan, figure du combat pour l'indépendance de la justice, est maintenu en prison

Le magistrat, lauréat du prix Vaclav-Havel pour les droits de l'homme, a été victime des purges qui ont suivi le coup d'Etat manqué de 2016. Sa demande de remise en liberté a été rejetée, au motif qu'il n'a pas exprimé de remords.

Incarcééré depuis huit ans à la prison de Sincan, dans les environs d'Ankara, le juge turc Murat Arslan n'a pas eu droit à la libération conditionnelle qu'il était en droit d'espérer. Mercredi 17 juillet, les autorités turques ont refusé pour la deuxième fois sa demande de remise en liberté, estimant qu'il ne s'était pas suffisamment repenti de son crime.

Cette exigence pourrait prolonger l'emprisonnement du juge jusqu'à la fin de sa peine, en 2026, si les refus de libération conditionnelle persistent. Un scénario possible dans la mesure où Murat Arslan, condamné à dix ans de prison en 2019, pour « appartenance à une organisation terroriste », ce qu'il réfute, n'est pas près d'exprimer des remords.

« Il a toujours nié avoir été membre d'un groupe terroriste

ou avoir soutenu un groupe terroriste. Pourquoi devrait-il se repentir d'un acte qu'il n'a pas commis selon ses propres aveux devant le tribunal ? », explique Ingrid Heinlein, une avocate allemande qui l'a visité à plusieurs reprises dans la lugubre prison de Sincan.

« Cette pratique pousse les condamnés à exprimer des remords même s'ils sont injustement accusés. Le cas de Murat Arslan en est l'illustration », explique un ancien collègue du juge qui a requis l'anonymat. La loi turque est formelle. En avril 2020, le « repentir » a été ajouté à la liste des critères requis en vue d'une libération conditionnelle. Un grain de sable fatal à Murat Arslan, la cinquantaine, qui, malgré sa peine purgée à plus des trois quarts et sa bonne conduite, a vu sa remise en liberté refusée jeudi, comme elle l'avait été un an plus tôt.

Idéal d'une justice indépendante

Depuis longtemps, le juge est dans le collimateur des autorités. Arrêté, comme 2 745 de ses confrères, lors des purges

ordonnées par le président Recep Tayyip Erdogan après le coup d'Etat manqué du 15 juillet 2016, il a été condamné à dix ans de prison.

Accusé d'être un adepte de l'imam Fethullah Gülen, le cerveau du putsch raté selon Ankara, il n'a pas d'autre idéal que celui d'une justice indépendante. Son activité au sein de Yarsav, l'association des juges et des magistrats, qu'il présidait avant son arrestation en octobre 2016, ne pouvait que le placer dans le collimateur des autorités.

Fondé en 2006, Yarsav a été le premier syndicat à voir le jour au sein du système judiciaire turc, le premier aussi à tisser des liens avec des homologues étrangers, tels l'association des Magistrats européens pour la démocratie et les libertés (Medel), le Syndicat de la magistrature français et d'autres.

Des velléités d'indépendance et d'ouverture que le président turc, Recep Tayyip Erdogan, ne goûtait pas, lui qui s'est toujours efforcé de mettre l'institution judiciaire à sa botte. En 2010, il a pris la haute main

sur la Cour constitutionnelle, au sein de laquelle il peut désormais nommer un plus grand nombre de juges. En 2018, le Conseil de la magistrature est passé sous son contrôle, les magistrats ayant été privés du droit d'élire leurs pairs.

Aucun fait de « terrorisme »

Entre-temps, le coup d'Etat raté du 15 juillet 2016, qu'il a qualifié de « don de Dieu », lui a permis de purger l'ensemble des institutions (armée, éducation, police, justice) des éléments jugés insuffisamment loyaux à sa personne. Au ministère de la justice, plus d'un tiers des juges et procureurs, environ 4 500, sont révoqués, certains sont emprisonnés, ce qui paralyse l'institution au moment où les procès des suppôts du putsch s'enchaînent à un rythme effréné.

A cette époque, les arrestations sont menées sur la base de listes dressées par le ministère de l'intérieur, le plus souvent sur la foi de dénonciations. L'association Yarsav est dissoute dans la semaine qui suit la tentative de coup d'Etat.

Trois mois plus tard, Murat Arslan est arrêté. Son nom figurait sur une liste.

Après trois années passées en détention provisoire, il est jugé en janvier 2019. Aucun fait de « terrorisme » n'a pu être prouvé

contre lui, il nie les accusations. La seule preuve à charge est la présence, dans son portable, d'une messagerie instantanée, une application mobile nommée « Bylock », décrite par Ankara comme le principal mode de communication des conjurés.

Reste que son cas indispose les autorités turques. Lorsque en 2017, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe lui attribue le prix Vaclav Havel pour les droits de l'homme, Ankara s'insurge, menaçant de réduire sa parti-

cipation financière au budget de l'institution. L'acharnement dont il est victime illustre à quel point son idéal d'indépendance demeure, pour l'instant, un objectif inatteignable.



July 21, 2024

Turkey's Erdogan vows to avenge soldier killed in the Kurdistan Region

ERBIL, Kurdistan Region – Turkey's President Recep Tayyip Erdogan vowed vengeance for a soldier who was killed during Ankara's recent operations against the Kurdistan Workers' Party (PKK) in the Kurdistan Region, stating that his country soon will "put an end to terror."

Turkey has deployed a large number of troops in Duhok province since mid June, causing an escalation in Ankara's decades-long war against the PKK. On Saturday, the Turkish defense ministry announced the death of Abdullah Cem Demirkan, a Turkish army officer who succumbed to his wounds sustained in a landmine explosion in the Kurdistan Region on July 12.

Erdogan said Ankara will avenge Demirkan, and all their losses in the region: "We are avenging all these losses. They are paying a very heavy price and will continue to do so.

"Our fight against terrorism will continue to the end. Eventually, God willing, we will be the victors. The end is near for them," adding that Turkey will eradicate "terrorism" at its root. He added: "No matter what they do, they will not find benefit. They are being held accountable for what they have put the people of this country through, one way or another."

The Iraqi government has condemned the Turkish incursion into the Kurdistan Region. On July 12, Iraq's National Security Council met to reject the

"violations by Turkish forces in the shared border areas" and reiterated their opposition to Ankara's military incursions in the Kurdistan Region in a meeting chaired by Prime Minister Mohammed Shia' al-Sudani.

The PKK is a pro-Kurdish group that has waged an armed insurgency against the Turkish state for decades in the struggle for greater Kurdish and minority rights and is designated a terrorist organization by Ankara. Baghdad listed the PKK as a "banned" organization earlier this year. Despite Ankara's claims of targeting PKK fighters in the Kurdistan Region, the operations have caused the displacement of families and the evacuation of several villages in the border areas.

The US-based Community Peacemaker Teams (CPT), a rights group that closely monitors the Turkey-PKK conflict, published a new report on Tuesday, stating that nine villages have been "completely" emptied and 184 families have been displaced since the tensions began mid-June.

"Eight of the villages are located in the Amedi district with one located in the Batifa district," the group said.

"Approximately 68,000 dunams of land have been burned," it added.

Earlier this year, Erdogan repeatedly said Turkey was planning a military campaign in the Kurdistan Region to "secure" the border.



Washington Kurdish Institute

Est. 1996

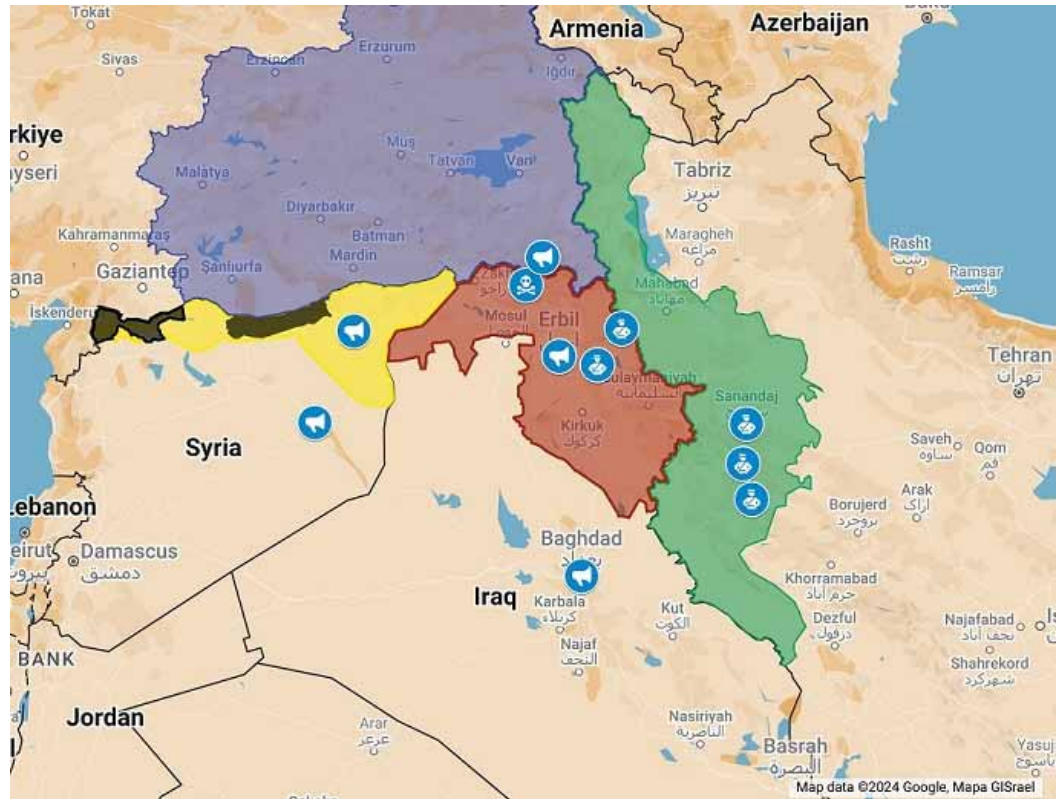
Kurdistan Digest | July 22, 2024

A Digest of Events in the Kurdistan Regions of Iran, Iraq, Syria, and Turkey.

Iran

The Iranian regime has intensified its campaign against Iranian Kurdish opposition based in Iraqi Kurdistan by demanding Baghdad extradite leaders and members. On July 13, Iranian judiciary official Kazem Ghariabadi announced that a list of nearly 120 individuals has been sent to Iraq for extradition. This follows Iran's attacks, including airstrikes on Iranian-Kurdish opposition groups. In 2023, the Iranian regime signed a security agreement with Iraq to crack down on the Kurdish opposition after months of anti-government protests in Iran following the death of Kurdish woman Zhina Amini.

On July 21, 2023, Iranian authorities secretly executed a Kurdish man named Daniyal Kazeminejad in Kermanshah Central Prison without informing his family. Kazeminejad had been sentenced for allegedly killing an Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC) member during anti-government protests. Additionally, Feyzollah Shadi, a 47-year-old Kurdish resident of Kermanshah, was arrested by Iranian security forces and taken to an unknown location. His arrest, which included the sealing of his shop, is believed to be connected to his printing of an obituary for his grandmother, Masoumeh Doroudi, who sought justice after losing a child due to Khomeini's fatwa in the 1980s. Separately, Goli Shadkam, a Kurdish researcher recently relocated to Canada, has been threatened by Iranian security agencies, notably the IRGC Intelligence. According to the Hengaw Organization for Human Rights, Shadkam, a former advisor to the Intangible Cultural



Heritage Registration Office of Khorasan Razavi, has faced increased pressure due to her social media activism. Iranian authorities have targeted her family, friends, and colleagues in Iran, pressuring them to cease contact with her. Concurrently, Iranian security forces arrested Ali Alahwaisi, a former Kurdish political prisoner and civil activist from Senna, and his current whereabouts are unknown. Meanwhile, the IRGC forces opened fire on a group of border porters (kolbars) in Qandil Mountain, killing 19-year-old Kian Zini from Sardasht and injuring at least three others. This comes as another Kurdish man, Rebwar Rashidi, a 37-year-old kolbar from Baneh, died on July 21, 2024, at Kosar Hospital in Senna after being shot by Iranian Border Guards.

Iraq

The Iraqi government has condemned Turkey's military incursions into the Kurdistan Region, targeting the Kurdistan Workers' Party (PKK). However, the Iraqi government has not moved to file any complaints on an international level, but banned the PKK in Iraq. Since 2018, more than 800 Kurdish and Christian villages have been evicted in the Kurdistan Region due to Turkey's ongoing military operations that killed dozens of civilians. In mid June, the Turkish forces launched a new operation that displaced 184 families in nine villages, according to the Community Peacemaker Teams. Turkey's President Recep Tayyip Erdogan had earlier announced plans for a military campaign.

On July 15, UN Secretary-General António Guterres appointed Mohamed Al-Hassan as the new special representative for Iraq. As the UN representative, Al-Hassan will head the United Nations Assistance Mission for Iraq (UNAMI), which is set to have its mandate expire in 2025. Established in 2003, UNAMI is tasked with supporting Iraq's development. On May 8, Iraqi Prime Minister Mohammed Shia al-Sudani formally requested that UNAMI be terminated by the end of 2025. This move is widely believed to be driven by Iranian-backed factions, who may have taken issue with UNAMI's engagement in human rights and democratic advocacy.

The Independent High Electoral Commission (IHEC) has closed

the submission period for candidates and parties for the Kurdistan Region parliamentary elections. A total of 13 parties, 2 coalitions, and 124 individual candidates have registered. In addition to Kurdish candidates, 19 Christians and 20 Turkmen have also registered. A special committee is currently reviewing the submissions, and the sixth session of parliamentary elections is scheduled for October 20, as announced by Kurdistan Region President Nechirvan Barzani on June 26.

Syria

Syria's dictator, Bashar al-Assad, reacted to the proposed meeting with Turkey's President Erdogan by saying, "he will do it if it achieves the interests of the country." He added that while proposing the meeting "may be important," the problem lies in "the content of the meeting." President Erdogan has initiated this meeting as part of a normalization effort between the two countries. Erdogan's aim appears to be ending the Kurdish-led Autonomous Administration of North and East Syria

(AANES). While the Assad regime agrees with this, it also seeks to end Turkey's support for Syrian opposition groups and the Turkish occupation in the country. So far, the normalization efforts between Syria and Turkey have been rejected by the US. While no progress has been made, the Iraqi government will facilitate the talks, per Iraq's Foreign Affairs Ministry. The AANES expressed "absolute rejection" of normalization between Ankara and Damascus, stating it would cause "harm to the issue of Syria and its people." They argued that without a "fundamental political solution," which includes releasing prisoners and withdrawing from occupied areas, such normalization is "a hostile step against Syria."

According to the United States Central Command (CENTCOM), from January to June 2024, ISIS (Da'esh) terrorists claimed 153 attacks in Iraq and Syria, indicating an effort to reconstitute following years of decreased capability. In response, CENTCOM and its partners conducted 196 missions, resulting in the deaths of 44 terrorists and the detention

of 166, including the elimination of eight senior Da'esh leaders. CENTCOM stated that the "pursuit of the estimated 2,500" terrorists at large, along with international efforts to repatriate over 9,000 detainees and rehabilitate more than 43,000 individuals in Syrian camps, "remains critical" to the enduring defeat of Da'esh. Earlier this month, the Kurdish-led Syrian Democratic Forces arrested four terrorists in Deir Ez Zor, Raqqa, and Qamishli.

Turkey

Kurdish politician Selahattin Demirtaş has been sentenced to an additional 2.5 years in prison for speeches he made between 2015 and 2016, which were deemed as "publicly insulting" various Turkish institutions. Prior to this sentence, Demirtaş was given a 42-year prison term in May for his role in the 2014 Kobani protests, where Kurds rallied against Da'esh terrorists. The trial, held at Mersin's 14th Penal Court, was conducted via videoconference from Demirtaş's current incarceration in Edirne F-Type

Closed Prison. He criticized the prosecution as politically motivated and argued that if he were a nationalist or fascist, he would not face such charges. Despite multiple rulings from the European Court of Human Rights (ECtHR) ordering his release, the Turkish government has not freed him, drawing international criticism.

The pro-Kurdish Peoples' Equality and Democracy Party (Dem) has appealed to the Administrative Court to halt and nullify the appointment of a trustee to Hakkari Municipality. The petition emphasizes that Mehmet Siddik Akış, elected co-mayor with 48.92% of the votes in the March 31 elections, was unjustly dismissed on June 3, 2024. The Governor of Hakkari was appointed as deputy mayor, bypassing the legal stipulation that a municipal council member from the DEM Party should be elected. The petition argues that the routine appointment of trustees, particularly in Kurdish provinces, is a systematic attack on the party's political presence and local governance, aiming to disenfranchise voters.



July 22, 2024

Iraqi, Kurdish forces arrest 21 ISIS suspects in Sulaimani

ERBIL, Kurdistan Region - Iraqi security forces arrested three suspected members of the Islamic State (ISIS) in Sulaimani province, including leaders, in cooperation with local Kurdish security forces (Asayish), the country's Security Media Cell announced on Monday. "After obtaining judicial approvals, the Counter-Terrorism Cell of the National Security Service, in collaboration with the General

Directorate of Operations of the Asayish Agency in the Kurdistan Region ... arrested 21 individuals accused of terrorism in Sulaimani province," the cell said in a statement. The suspects had judicial warrants against them, according to the statement which added, "Among them were leaders in ISIS terrorist gangs, one of whom held the position of security official for what was called 'Fallujah State' and the other

worked as an administrative assistant for what was called 'Dijla Province'." ISIS seized control of swathes of Iraqi land in 2014. The group was declared territorially defeated in Iraq in 2017, but it continues to carry out bombings, hit-and-run attacks, and abductions across several provinces. Thousands of people have been detained across Iraq since 2014 for suspected links to extremist

groups, including ISIS, and hundreds have been executed. Earlier in July, Asayish arrested nine wanted ISIS members in Sulaimani province, and on July 12, they arrested three more suspects. In late June, at least seven ISIS members were killed in two separate airstrikes in Salahaddin province, days after three ISIS members were killed in an operation in Kirkuk.



July 23, 2024

UN envoy warns that threat of terrorism is 'resurging' with attacks by Islamic State extremists

U.N. Special Envoy Geir Pedersen said Syria is "riddled with armed actors, listed terrorist groups, foreign armies and front-lines" 13 years after President Bashar Assad's crackdown on peaceful protests against his government turned to civil war.

UNITED NATIONS (AP) — The top U.N. envoy for Syria told the Security Council on Monday that the threat of terrorism is "resurging" with attacks by Islamic State extremists set to double this year, endangering civilians already facing a "protracted state of displacement and dire humanitarian conditions."

U.N. Special Envoy Geir Pedersen said Syria is "riddled with armed actors, listed terrorist groups, foreign armies and front-lines" 13 years after President Bashar Assad's crackdown on peaceful protests against his government turned to civil war. Nearly a half million people have died in the conflict and half the country's pre-war population of 23 million has been displaced.

The Islamic State group declared a self-styled caliphate in a large swath of territory in Syria and Iraq that it seized in 2014. It was declared defeated in Iraq in 2017 following a three-year battle that killed tens of thousands of people and left cities in ruins, but its sleeper cells remain in both countries.

Pedersen warned the Security

Council of Syria's delicate security situation.

"The threat of regional conflict cascading over Syria has not abated, particularly with an uptick in Israeli strikes on Syria," Pedersen said.

Israel has attacked targets in Syria linked to Iran for years, but the strikes have escalated over the past five months as the war in Gaza and conflict between Iran-backed Hezbollah and Israeli forces on the Lebanon-Israel border continue.

U.S. deputy ambassador Robert A. Wood blamed Iran, Assad's greatest regional supporter, for the violence in Syria.

"Iran and its proxies and partners have only brought death and destruction and do nothing to help the Syrian people," Wood said, calling on Assad to curb Iran's influence.

The Syrian, Iranian, and Russian ambassadors to the U.N. strongly condemned Israel's strikes on Syria.

Iranian Ambassador Amir Saeed Iravani said the attacks "flagrantly violate international

humanitarian law" and are a "serious threat to regional peace and security." He said Israel's strikes add to the chaos created by Syria's civil war.

Over 16 million people in Syria currently need humanitarian assistance and 7.2 million remain displaced in the "worst humanitarian crisis since the start of the conflict," Ramesh Rajasingham, coordination director in the U.N. humanitarian office, told the council.

He added that "severely reduced humanitarian funding" exacerbates Syrians' suffering during months of extreme heat, when rainwater dries up and a lack of basic sanitation infrastructure increases the risk of water-borne diseases.

In rebel-held northwest Syria, over 900,000 people, more than half children, are not receiving "critical water and sanitation support," Rajasingham said.

Rajasingham and Pedersen called for increased humanitarian access to Syria and international funding. The 2024 U.N. humanitarian appeal for \$4 billion remains only 20% funded, "seriously constraining" humanitarian work, Rajasingham said.

On the political front, Pedersen urged the Security Council to pursue Syrian-led peace negotiations with the involvement of "all major international stakeholders," in line with a unanimously adopted 2015 resolution by the council.

"The conflict is ultimately a political one that can only be resolved when the Syrian parties are able to realize their legitimate aspirations," Pedersen said.

Last week, Syria announced that all 185 candidates from Assad's Baath party won parliamentary seats in the country's elections, a seven-seat increase to the party's majority.

Pedersen said the elections are "not a substitute" for the political process outlined in the 2015 Security Council resolution, while Wood called the elections a "sham" and a "rubber stamp on Bashar Al-Assad's continued dictatorship."

Wood said the U.S. "will not normalize relations with the Syrian regime or lift sanctions absent an authentic and enduring political solution."



Azhi Rasul
July 23, 2024

Pro-Kurdish party calls for release of member arrested for criticizing Turkey's operations

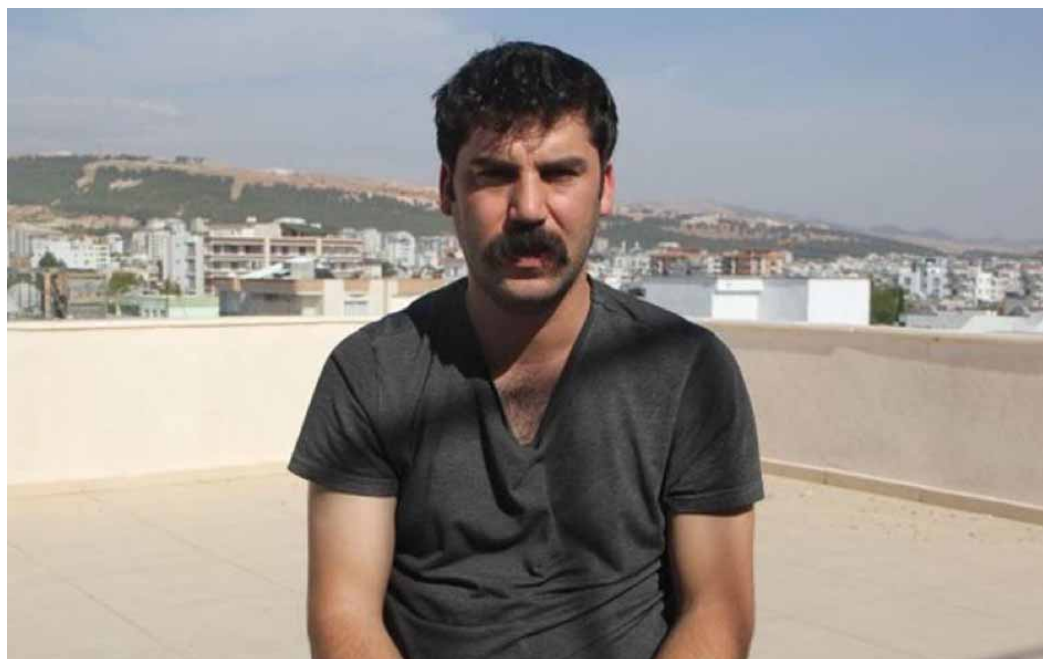
ERBIL, Kurdistan Region - Turkey's pro-Kurdish Peoples' Equality and Democracy Party (DEM Party) called on Turkish authorities to free a member who was arrested for allegedly criticizing Ankara's operations in the Kurdistan Region.

Yusuf Ozpercin, the Adiyaman (Semsur) provincial co-chair of DEM Party, was reportedly arrested on Saturday morning on charges of «making propaganda for an organization» and «making statements against the state,» for allegedly criticizing Turkey's recent operations in the Kurdistan Region.

«The democratic right to make anti-war, peaceful, and free expression statements criticizing government policies is a right that our politically represented friends and all citizens possess and will undoubtedly exercise,» read a statement from the DEM Party, stressing that the right to criticize government decisions cannot be considered a crime.

«Ozpercin, who was unjustly arrested, should be released as soon as possible. We share with the public that we condemn this unlawfulness against our friend and that we are following the process legally,» the statement added.

Turkey has deployed a large number of troops in Duhok province since mid-June, causing an escalation in Ankara's decades-long war against the Kurdistan Workers' Party (PKK). Turkey has established checkpoints and military patrols in Duhok province, and the military escalation has led to the evacu-



Yusuf Ozpercin, the DEM Party member who was arrested for allegedly criticizing the Turkish government's operations in the Kurdistan region. Photo: MA

ation of eight villages and the displacement of at least 182 families.

The DEM Party also criticized Ankara for insisting on leaving the country's long-standing Kurdish issue unresolved.

«The political power's policy of insisting on conflict and war by leaving the Kurdish issue unresolved continues despite the strong objection of the people in the March 31 local elections,» DEM Party said.

In March's local elections, the ruling Justice and Development Party (AKP) lost the majority across the country to the opposition's Republican People's Party (CHP).

«While Turkey is being scorched by deep poverty and high living

costs, it is also facing the bitter face of war. The economic and political crisis, further deepened by war policies, has put the entire society in challenging conditions,» the statement continued.

Baghdad earlier this year labeled PKK as a banned organization ahead of Turkish President Recep Tayyip Erdogan's rare visit to Iraq in April. Both countries signed numerous agreements that included security.

The recent escalation in attacks is a part of Turkey's stated plans to eradicate the Kurdish group along its southern border with the Kurdistan Region. Erdogan said in March that Ankara is close to completing a zone that will «permanently resolve» the security issues along their border with the Kurdistan Re-

gion and Iraq by the summer. Erdogan said on Monday that Ankara would get revenge for one of their soldiers who was killed in Duhok, and all their losses in the region: «We are avenging all these losses. They are paying a very heavy price and will continue to do so.»

But Ankara's relentless military strikes and the deployment of ground troops also have stoked fear in the villagers of Duhok province's mountainous areas who fear displacement from their villages as mortar shells and constant gunfire prompt panic.

Turkey has carried out more than 1,000 attacks on the Kurdistan Region and Nineveh province so far in 2024, according to conflict monitor Community Peacemaker Teams (CPT) data.

Découverte d'une cité souterraine à Midyat, au Kurdistan

Midyat (Turquie) - Véritable ville ou simple réseau de caves ?

Sous les maisons en pierre blonde de Midyat, dans le sud-est de la Turquie, la municipalité met au jour ce qu'elle pense être la plus vaste cité souterraine du pays.

Déjà plus d'une cinquantaine de salles ont été dégagées, desservies par un tunnel de 120 mètres de long, dont certaines aux parois ornées d'esquisses énigmatiques : un cheval stylisé, des étoiles à huit branches, des arbres, une main d'adulte. Tous haut perchés.

Nous avons fouillé plus de 8.200 m² sur un total estimé à 900.000 m², ce qui en ferait la plus grande ville souterraine d'Anatolie. Peut-être même du monde, s'enflamme Mervan Yavuz, 38 ans, responsable de la conservation de Midyat qui supervise les travaux.

Les fouilles ont commencé en juin 2020, *presque par hasard*, relate-t-il, quand la municipalité qui nettoyait les caves des habitations est tombée derrière une porte en bois bleue sur un tunnel étroit, de moins de 1,70 m de hauteur.

Pour se protéger du climat, des ennemis, des prédateurs et des maladies, les gens ont cherché refuge dans ces caves dont ils ont fait une véritable ville, avance M. Yavuz.

L'entrée initiale, détaille-t-il, était composée d'une ouverture ronde sous laquelle il fallait se plier en deux pour passer.

En fait, on en soupçonnait l'existence : le sol s'était effondré et un engin de chantier était tombé dans les années soixante-dix. Mais à l'époque



Le site archéologique de Matiate sous la ville de Midyat, dans la province de Mardin, dans le sud-est de la Turquie, le 1er juillet 2024, Yasin AKGUL



Le site archéologique de Matiate sous la ville de Midyat, dans la province de Mardin, dans le sud-est de la Turquie, le 1er juillet 2024



Le site archéologique de Matiate sous la ville de Midyat, dans la province de Mardin, dans le sud-est de la Turquie, le 1er juillet 2024

on n'a pas cherché à en savoir plus, on a étayé et refermé.

Frontalière de la Syrie, aux portes de la Mésopotamie, la région a été convoitée et occupée des siècles durant par tous les grands empires.

Tous ces croyants

Païens, juifs, chrétiens, musulmans, tous ces croyants ont contribué à la cité souterraine de Matiate, reprend M. Yavuz, usant du nom antique de Midyat, déjà consigné au premier millénaire avant JC sur une stèle relatant sa conquête par les Assyriens.

Longeant le tunnel, Mervan Yavuz débouche sur une salle au sol creusé dans la masse de la roche calcaire, au milieu de laquelle trône une dalle qui a

pu servir à des célébrations ou sacrifices.

Sur les parois, la trace des instruments témoigne des coups frappés pour ouvrir le passage dans la pierre.

Le lieu ayant été occupé sans discontinuer, il est difficile d'en attribuer l'origine, estime-t-il, suggérant que juifs et chrétiens ont trouvé ici la possibilité de pratiquer leur culte interdit.

Avant l'arrivée des Arabes, ces terres ont été âprement disputées par les Assyriens, les Perses, les Romains, puis les Byzantins, confirme le Dr Ekrem Akman, historien de l'université de Mardin, la capitale provinciale à 80 km à l'ouest.

Les chrétiens de la région ont commencé à construire dès le

Ve, VIe siècle de très nombreux monastères fortifiés, relégués dans les montagnes loin des convoitises, ajoute-t-il.

Puis les caves ont gardé leur utilité bien après les invasions, assure Gani Tarkan, ancien directeur du Musée de Mardin qui a récupéré quantité d'objets usuels, pièces de bronze et poteries exhumés des caves.

Même après que les attaques ont cessé, quand le christianisme est devenu religion officielle (de l'empire byzantin), les gens ont continué d'utiliser ce lieu comme espace de vie, assure-t-il. *Certaines salles ont servi de catacombes, d'autres de greniers.*

Des ossements ont été retrouvés, mais aussi la trace des animaux et des produits agri-

coles qui y étaient stockés sous les Ottomans.

Sous la surface écrasée de soleil, dans l'obscurité fraîche des caves, Mervan Yavuz désigne de grands trous ronds creusés pour recevoir les amphores de vin, produit sur les coteaux environnants et qui reste à ce jour la spécialité des chrétiens syriaques de Mardin.

A la différence des villes souterraines verticales de Cappadoce, construites par étages dans la profondeur de la pierre, celle de Midyat s'étale horizontalement, relève Gani Tarkan. La municipalité de Midyat qui les finance intégralement compte poursuivre les travaux d'exploration des lieux, sur lesquels elle fonde de grands espoirs pour attirer les touristes, dans cette cité de 120.000 habitants.



Karwan Faidhi Dri
Juyl 23, 2024

What does an Erdogan-Assad rapprochement mean for Syrian Kurds?

Turkish President Recep Tayyip Erdogan has stepped up his efforts to normalize relations with Syrian counterpart Bashar al-Assad whom he labeled as a “terrorist” at the onset of the Syrian civil war in 2011. Now, Erdogan desperately seeks a rapprochement with Assad. Should Syrian Kurds be worried about a potential reconciliation between both neighboring countries who see the Kurdish administration as their mutual foe?

“Turkey played a negative role in the beginning of the Syrian crisis and had the role that led to a division in Syrian society regarding the solution and vision for the future of Syria. Therefore, after 13 years of crisis that did not lead to any political solution that guarantees the rights of all Syrians,” Sinam Mohamad, the Syrian Democratic Council (SDC) representative to the US, told Rudaw English.

The SDC is the political arm of the US-allied Syrian Democratic Forces (SDF) - the de facto army of the Kurdish administration in northeast Syria (Rojava).

The Syrian Kurds did not clash with the regime when they seized control of their land, as Assad focused on rebel attacks near Damascus and deployed most of their forces based in Rojava to defend the capital. When Turkey started backing the Free Syrian Army (FSA), which was later rebranded as the Syrian National Army (SNA), its objective was to unseat Assad but it later ordered its

Syrian proxies to fight the Kurds. Disagreements over who should run the Turkey-held areas has often caused [infighting](#) between the SNA factions.

When the Syrian civil war erupted, Erdogan, who was prime minister at the time, was quick to declare Assad as his arch-enemy and called him “[terrorist](#)” for brutally oppressing anti-government protesters in the beginning of the swift uprising against his throne. Turkey also backed anti-regime rebels, helping them control swathes of Syria’s northwest.

«It is impossible to continue with Assad. How can we embrace the future with a Syrian president who has killed close to a million of his citizens?» Erdogan said in late 2017.

However, Erdogan has made a huge [U-turn](#) early this year, repeatedly making overtures to Assad to mend severed ties, but the latter seems uninterested in any reconciliations with Ankara unless Turkey withdraws troops from Syria and stops supporting rebels - whom he labels “terrorists.” The Syrian president said in his latest remark on the process that he does not care about the meeting as much as he does about its “[content](#).”

“Turkey’s goal is to undermine the self-administration project and the decentralized pluralistic model for Syria,” Mohamad added, referring to the Democratic Autonomous Administration in North and East Syria (DAANES). The administration, which has rebranded itself se-

veral times, was established after Kurds seized the regime’s downfall as a golden opportunity to assert themselves and finally attain the cultural and political rights they had been denied with the oppressive policies of Syria’s successive governments.

Erdogan and Assad may not see eye to eye on many things, but they both consider Kurdish fighters in Rojava as “terrorists” and a potential joint of forces against them is plausible - but not in the near future. Turkey’s potential withdrawal from Syria - as insisted by Assad - may take a long time and such a move could be risky because it is against the will of nationalist Turks. Erdogan and Assad will not seek a military campaign against Kurds as long as US troops are present in Syria and it’s not in Washington’s favor to withdraw, as its regional arch-foe Iran is getting stronger in the region.

Turkey has carried out three major military campaigns against the People’s Protection Units (YPG), the backbone of the SDF, since 2016 with the help of its Syrian proxies, invading several Kurdish cities, such as Afrin, Sari Kani (Ras al-Ain), and Gire Spi (Tal Abyad). The Turkish army also constantly hits YPG positions in northern Syria and Erdogan has threatened a fourth offensive against the Kurdish fighters there, but it seems to be a long shot due to economic and political [turbulence](#) at home.

The Syrian regime and the YPG

have largely avoided military confrontations, but Damascus-supported militants have [clashed](#) with the Kurdish force in the eastern province of Deir ez-Zor and there have been several limited [altercations](#) between regime forces and the Kurdish Asayish (security) forces in Rojava.

Tuncer Bakirhan, co-chair of Turkey’s pro-Kurdish Peoples’ Equality and Democracy Party (DEM Party), last month [called on](#) Ankara to include Rojava’s ruling Democratic Union Party (PYD), political arm of the YPG, in talks with Syria.

“Let there be talks, but these talks should not exclude the Kurds or suppress their demands. Let Erdogan meet with Assad, but also meet with the PYD,” he said in a televised interview.

Turkey invited PYD co-chair Salih Muslim to Ankara in 2013, unsuccessfully seeking an agreement. Ahmet Davutoglu, then foreign minister of Turkey, [said](#) at the time that Ankara informed the Kurdish politician of its three principal demands: do not support the regime, do not be involved in any “fait accompli” process until democratic elections, and do not be part of activities that would threaten Turkey’s security.

Turkey believes that the PYD has acted against Ankara’s last two demands through the establishment of self-governance and allegedly acting like the Syrian offshoot of the Kurdistan

Workers' Party (PKK) - which is a banned group in Turkey for its decades-long war with Ankara in pursuit of Kurdish greater rights.

Rojava 'open' to talks

There have been several failed talks between Rojava and regime officials to reach an agreement on the future of their relations. The PYD has been excluded from UN-sponsored peace talks between the opposition and Damascus due to Turkey's pressure.

Mazloun Abdi, commander-in-chief of the SDF, said in a [statement](#) on Saturday, celebrating the 12th anniversary of the Rojava uprising against the regime, that they are ready for talks with everyone.

"[We] in the Syrian Democratic Forces and the components of North and East Syria have our basic principles and rights that must be considered, and we must go together to dialogue to reach a radical solution to the crisis," he said.

"We are ready for dialogue with all forces, including Turkey, and we will support any dialogue that leads to the cessation of fighting and a political solution to the crisis," he added, noting that they seek the unity of Syrian territorial integrity.

Asked if Rojava is willing to be part of Turkey-Syria talks of reconciliation, the SDC representative said they are "always open to dialogue in order to reach a political solution that guarantees the rights of all Syrians."

However, talks between Ankara and Rojava seem unattainable now. Even the Turkish main opposition does not endorse such talks.

"Let me say this clearly in Syria, we do not meet or hold meetings with anyone other than Bashar Assad's regime. For us, Bashar Assad is the legitimate power in Syria," Ilhan Uzgel, an assistant to the Republican People's Party

(CHP), [told](#) Rudaw on Wednesday.

Syria's pro-Ankara opposition is worried that an Erdogan-Assad rapprochement would be at their cost because one of the regime's preconditions for talks with Turkey is an end to Ankara's support for the opposition.

Turkish Foreign Minister Hakan Fidan told the Syrian opposition last week that Turkey will not abandon them, but not everyone buys this in Turkey-held northwest Syria.

The Kurdish National Council (ENKS/KNC), an umbrella group of Kurdish opposition parties in Rojava and a member of the pro-Turkey opposition, warns that if the regime returns to Kurdish areas as result of a potential agreement between Ankara and Damascus Assad will clamp down on his opponents.

"We have a clear stance on this regime. The return of the regime to these [Kurdish] areas will result in huge attacks on our areas," Sulaiman Oso, president of the ENKS, told Rudaw English.

However, he noted that the YPG and pro-Turkey opposition rules are no better than that of Assad, bringing numerous [attacks](#) on ENKS offices in YPG-held areas as an example of the "failure" of the administration. Dozens of the Kurdish coalition's members have been "abducted" and many of them remain unaccounted for.

Despite criticism of their rule, the DAANES has been praised for improving women rights and ushering in coexistence of people from various ethnic and religious backgrounds. It has sought local elections in pursuit of more legitimacy but Turkey sees the move as a [danger](#) to its national security and the US [does not support](#) the process, citing lack of ground for fair and free polls.

The ENKS has blamed the

YPG-affiliated Revolutionary Youths, a paramilitary group, for most of the attacks on its offices and the "abduction" of its members.

A series of power sharing and unity-seeking talks, sponsored by Americans, between the ENKS and PYD in the last decade have yielded nothing and the talks have been completely stalled now. Both sides have blamed one another for the failure.

"Turkey and the US have presented two failed administrative examples in areas they control," Oso said, adding that people initially held out hope that they would bring change to the country. "Numerous civilian people wish for the return of the regime and say that their lives were much better during the regime's reign. These two failed examples left people no choice but to serve the regime."

There is opposition within Kurds but they all find themselves in the same boat, rejecting the handover of power to Assad in Kurdish areas.

Oso said the ENKS is unequivocally against the return of the regime because many of their members have taken part in anti-regime activities and fear that the regime could seek reprisal.

Amy Austin Holmes, Research Professor of International Affairs at George Washington University who has penned a [book](#) about the establishment of the Kurdish administration in Syria, believes that Erdogan wants to "crush" Rojava.

"By pursuing rapprochement with Assad, Erdogan may calculate that he can crush the Kurdish-led Autonomous Administration," said the researcher who has visited Rojava.

"During my field research in northern Syria, I've personally interviewed displaced people from all backgrounds - Kurds, Yezidis, Arabs, Assyrians - who

were driven from their homes during the Turkish interventions in 2018 and 2019," she added, referring to Turkey's last two military campaigns in northern Syria. She noted that if Turkey accepts Assad's call for the withdrawal of Turkish forces from Syria, the IDPs could finally return to their homes in areas invaded by Ankara and its proxies.

Turkey's exit from Syria has negatives and positives for Kurds - they would love to see Turkey leave the country, but they don't want to see a Damascus-Ankara alliance against their hard-won achievements.

US role

Donald Trump, former US president, [ordered the withdrawal](#) of US troops from Syria days after Turkey launched its latest major military campaign against the YPG in northern Syria. Washington abandoned Kurds in parts of Rojava during the clashes but Trump later decided to keep a "small" number of troops in Syria. There are around 900 American soldiers in Syria.

"Turkey and Syria share a common interest in pushing the U.S. out of Syria and disarming the YPG. But they have many disagreements over Northwest Syria, which is helping the Kurds preserve their quasi independence in Northeast Syria today," Joshua Landis, who leads the Center for Middle East Studies at the University of Oklahoma and closely monitors Syria, told Rudaw English.

"All the same, the Kurds cannot be sure that if Trump wins [the presidential election], which now looks likely, that he will not seek to withdraw US troops from Syria. He was unable to do so during his first term as president and it is likely that he will be unable to do so in his second term, but one can never be sure," he added.

Landis warned that Trump may seek to improve Washington-Ankara relations "at the expense

of the Kurds.”Rojava officials have on several occasions condemned the Americans for their “[silence](#)” in the face of Turkish attacks on the Kurdish region.

Washington does not want to normalize ties with Assad and does not endorse any rapprochements with the regime but urges countries who seek a detente with Assad to use the engagement to “improve the humanitarian, human rights and security situation for Syrians,” a State Department spokesperson said last week. Joel Rayburn is the former US Special Envoy for Syria and the director of the American Center for Levant Studies. He

believes that Erdogan’s efforts to normalize ties with Assad are fruitless.

“I do not put much stock in the idea that there is going to be some grand bargain among Russia, Türkiye [Turkey], and Assad,” he told Rudaw English.

“Türkiye’s aims and interests in Syria remain incompatible with those of Bashar al Assad and [Russian President] Vladimir Putin,” he added.

Domestic pressures are likely contributing to Erdogan’s push to mend relations with Assad. There is a growing anti-Syrian sentiment in Turkey - mostly due to the fact that Syrians are

making the country’s already-crippling economy worse by taking away job opportunities from Turkish citizens. Sending Syrians to their homes was a heated subject during the May 2023 presidential vote. Erdogan’s party and his opposition rivals vowed to send the refugees back to Syria but each had a different mechanism. Erdogan won that vote but lost this year’s March local elections, a loss mainly associated with the worsening economic crisis.

Moscow is the main backer of Assad, helping him to remain in power. Russia also acts as a mediator between Turkey and Syria. It is not clear how a potential rapprochement would

benefit Putin, but he desperately needs Erdogan’s support amid Western sanctions on Russia due its war with Ukraine.

“Assad cannot be trusted, and any agreement he would sign would not be worth the paper it was written on. His regime will be an enemy to Türkiye for as long as he is in power, and I’m quite sure Türkiye understands this,” asserted Rayburn, the retired US army officer.

Although Turkey and Syria seem to be flying blind in their reconciliation talks, the achievements of Syrian Kurds are always at stake.



July 24, 2024

Rojhelat environmentalist dies putting out forest fire

ERBIL, Kurdistan Region - A Kurdish environmentalist, who was wounded while attempting to control a recent forest fire in western Iran’s (Rojhelat) Sanandaj, succumbed to his injuries on Wednesday morning.

A large fire erupted in the pastures and forested areas of Sanandaj’s Kamyaran city on Monday. It took scores of volunteers, environmentalist groups, and local authorities to put out the massive blaze the following day.

Ismael Karimi, a 39-year-old

employee of Sanandaj’s natural resources department, suffered serious burns while participating in the efforts to extinguish the blaze. He died due to the severity of his injuries on Wednesday.

He is survived by his wife and two children.

Chya the Green Organization, an environmentalist group in Marivan, extended their condolences to Karimi’s family in a statement and claimed arson for the recent fire.

“Relevant authorities and the

judiciary must identify and punish those who caused the fire... as soon as possible and find a legal way to fight the looters and environmental gangsters,” read the statement from the group.

The occurrence of forest fires in Rojhelat’s Zagros mountains in summertime has become more regular over the last decade, sparking concerns for the environment and its ecosystems amid claims of arson and blames of government inactivity.

Marivan and nearby areas ave-

rage about 250 fire incidents every year. In 2010, almost 1,000 separate incidents were recorded. In addition to Marivan, Paveh, Ilam, and Kermanshah have also experienced frequent fires over the past five years.

In 2018, two members of Chya died just outside Marivan as they were trying to control a forest fire with two members of the forestry police. Full statistics on fires and their consequences are not available.

Sina Soma contributed to this report

Germany Bans Islamic Group, Accusing It of Supporting Hezbollah

The authorities also searched dozens of properties linked to the Islamic Center Hamburg, which has long faced accusations of being a front for the Iranian government.

Germany banned the Islamic Center Hamburg on Wednesday, saying that it is an extremist organization that supports Hezbollah and acts as a front for Iran's supreme leader.

The German authorities have been investigating the Shiite Muslim group — also known as the I.Z.H., an abbreviation of its German name — for years, including what they say are links to Hezbollah, the Iran-backed militia that Germany outlawed in 2020.

The group promotes an Islamist extremist ideology, Nancy Faeser, Germany's interior minister, [said in a statement announcing the ban](#). She also accused the I.Z.H. and its affiliates of supporting Hezbollah and spreading antisemitism.

Her ministry said the authorities had begun court-ordered searches of 53 properties linked to the I.Z.H. across Germany, including in Berlin and Hamburg, and were seizing the organization's assets. The government will also shut down four Shiite mosques, [including what is known as the](#)



Nancy Faeser, Germany's interior minister, accused the I.Z.H. of promoting Islamic extremism. Lisi Niesner/Reuters

[Blue Mosque in Hamburg](#), which is the group's headquarters.

The mosque is considered one of the main centers of the Shiite Muslim community in Europe, [according to the Hamburg authorities](#).

The interior ministry described the I.Z.H. as a direct representative of Iran's supreme leader and said that it seeks to bring about an Islamic revolution in Germany.

The I.Z.H., which was founded in 1953, could not be reached by phone and did not immediately respond to an emailed request for comment. The group has denied the accusations against it in the past. It [failed last year](#) in a legal challenge to the German government's characterization that it was controlled by Iran.

The group said in a [statement](#) in October that it “condemns all forms of violence

and extremism and has always been committed to peace, tolerance and inter-faith dialogue.”

The interior ministry said the searches and ban were linked to evidence found in searches of dozens of locations in November, when cash, laptops and cellphones were confiscated.



Claudia Oliveira
25 juillet 2024

Allemagne : Berlin conteste la demande de statut protégé de la Turquie pour le kebab

La Turquie souhaite enregistrer le «döner kebab» comme sa «spécialité traditionnelle» au même statut protégé dans l'UE que le jambon serrano espagnol et la pizza napolitaine.

Le kebab, le plat de rue par excellence, est au cœur d'un conflit entre l'Allemagne et la Turquie. La guerre entre les deux pays s'est installée tout doucement, le 24 avril dernier, au moment où les kebabistes turques **ont demandé l'enregistrement** du nom «döner» comme sa «spécialité traditionnelle garantie» dans toute l'Europe.

Une demande qui a fait grincer des dents Berlin, qui estime, que cela créerait de gros obstacles bureaucratiques et ferait grimper le prix de son snack le plus populaire. On estime qu'un Allemand sur trois mange au moins un doner par mois avec des ventes qui représentent environ 7 milliards

d'euros par an. L'Allemagne a posé son veto ce mercredi 24 juillet.

«C'est une attaque contre l'identité culturelle de l'Allemagne», a déclaré le sociologue berlinois Eberhard Seidel, auteur d'un livre sur l'histoire du döner, dans le quotidien Frankfurter Allgemeine Zeitung.

Pourtant, pas question de ralentir pour Ankara qui a pour objectif simple: que le label «döner» soit utilisé uniquement par ceux qui se conforment aux méthodes de production et aux spécifications désignées pour la viande qu'il contient.

«Une partie intégrante du patrimoine culinaire turque»

Plus précisément, seuls le bœuf et l'agneau «coupés horizontalement en escalopes d'une épaisseur de 3 à 5 mm» pourront être vendus comme doner. Les escalopes de poulet

pourraient être plus épaisses dans la variété volaille, tandis que la viande hachée serait totalement interdite, selon la demande parrainée par la Fédération internationale du doner d'Istanbul, qui soutient que le plat fait partie intégrante du «patrimoine culinaire» de la Turquie.

Un gage de qualité, pour **Yusuf Efiloglu, président de la fédération**: «le terrorisme alimentaire menace la santé publique, en particulier les générations futures, non seulement dans l'Union européenne, mais partout dans le monde. Nous souhaitons sensibiliser davantage la société à l'alimentation et inciter les organisations non gouvernementales à jouer un rôle plus actif dans le mécanisme de contrôle.»

Morning Retail : La Gen Z oblige les fast-foods à revoir leurs menus - 17/05

Si la Turquie réussit sa tenta-

tive d'enregistrement, les nouvelles règles auront «des conséquences catastrophiques pour les entreprises de restauration ainsi que pour les consommateurs», a déclaré Ingrid Hartges, directrice de l'Association allemande de l'hôtellerie et de la restauration, aux médias locaux.

Un plat de rue au prix gastronomique

Le kebab est pourtant déjà sujet à de nombreuses polémiques. En mai dernier, le parti d'extrême-gauche Die Linke, a **appelé** le Parlement à introduire un plafonnement des prix du kebab, ils affirment que les prix ont grimpé à 10 euros dans certaines villes allemandes, contre 4 euros il y a seulement deux ans.

Même son de cloche partout dans le monde et sur notre territoire, le menu kebab est passé de **5 euros à plus de 10 euros** en quelques années.

La guerre des kebabs entre l'Allemagne et la Turquie s'enflamme

Les producteurs allemands ont déclenché un conflit en s'opposant à la demande turque d'octroi du statut spécial du döner kebab au niveau de l'UE, ouvrant ainsi une période de six mois pour résoudre les désaccords.

L'Allemagne s'est opposée à une demande turque auprès de la Commission européenne pour que le **döner kebab** bénéficie d'une reconnaissance européenne similaire à celle de la pizza napolitaine et du jamon serrano espagnol, ont déclaré des sources proches du dossier à Euronews.

En avril, la Turquie a déposé une demande d'enregistrement du nom döner en Europe afin qu'il ne puisse être utilisé que par les producteurs qui se conforment à la méthode de production et aux spécifications du produit enregistrées.

Une phase de consultation permettant aux Etats membres de l'UE de contester l'enregistrement pour des raisons telles que la propriété intellectuelle s'est achevée hier (25 juillet) et un **porte-parole de la Commission confirmé à Euronews** que des oppositions à la demande avaient été reçues, bien que l'exécutif de l'UE ait refusé de confirmer quel pays

s'était opposé à la demande. **Deux sources proches du dossier ont déclaré à Euronews** que le ministère fédéral allemand de l'alimentation et de l'agriculture, basé à Bonn, avait cependant déposé une opposition à la demande turque.

L'Allemagne, une (autre) patrie du kebab

Les sources ont déclaré que le ministère allemand avait présenté son dossier en tenant compte des réactions et des positions soumises par plusieurs associations de producteurs allemands, ajoutant que **la résistance à la demande turque reflétait la position des producteurs allemands plutôt que celle du gouvernement allemand.**

Au cours de la prochaine étape de la procédure, la Commission évaluera la recevabilité de l'opposition et facilitera ensuite les discussions entre le demandeur et l'opposant, en leur accordant jusqu'à six mois pour

parvenir à un accord qui, s'il est conclu, devra être communiqué à la Commission dans un délai d'un mois.

Qu'un accord soit trouvé ou non, la décision finale sur l'enregistrement reviendra à la Commission, selon un porte-parole.

La Turquie cherche à obtenir un label de protection de «spécialité traditionnelle», similaire à ceux accordés à la pizza napolitaine et au jambon serrano espagnol. Bien qu'elles soient parfois liées au système d'appellation d'origine protégée (AOP) de l'UE, **les spécialités traditionnelles ne font pas partie du cadre des indications géographiques (IG)**, qui offre le niveau le plus élevé de protection intellectuelle pour les denrées alimentaires en Europe.

Néanmoins, l'objectif de la demande de la Turquie est d'enregistrer le nom döner en Europe, en veillant à ce que son utilisation soit limitée aux pro-

ducteurs qui respectent les méthodes et les spécifications enregistrées. En cas de succès, seules les tranches de bœuf et d'agneau «tranchées horizontalement en escalopes de 3 à 5 mm d'épaisseur» pourraient être étiquetées comme *yaprak* (ou tranches) döner, tandis que les escalopes de poulet doivent avoir une épaisseur de 1 à 2 cm.

Ces détails techniques spécifiés dans la demande sont probablement à l'origine des frictions entre les producteurs allemands et turcs au sujet de la fabrication du plat de rue le plus populaire d'Allemagne.

Le terme döner vient du verbe «dönmek» («tourner» en turc), mais la plupart des Européens le connaissent simplement sous le nom de döner kebab - avec l'ajout du nom utilisé dans le mot arabe pour toutes sortes de viandes cuites sur le feu.

Sources additionnelles • **adaptation : Serge Duchêne**



July 25, 2024

Iraq to delay closure of IDP camps: Official

ERBIL, Kurdistan Region - The Iraqi government will continue providing aid to camps in the Kurdistan Region after the July 30 deadline and an Erbil-Baghdad joint committee was formed to discuss their closure.

In January, Baghdad set July 30 as the deadline for the Kurdistan Region to close camps for internally displaced persons (IDPs) and to stop providing aid.

Ali Abbas, spokesperson for the Ministry of Displacement and Migration, told Rudaw's Nahro Mohammed on Thurs-

day that the closure of the camps will be delayed for "several reasons" without elaborating.

A joint committee will be formed between the Iraqi federal government and the Kurdistan Regional Government (KRG), holding its first meeting in August to assess the situation and facilitate the safe return of all IDPs, Abbas added.

The migration ministry also announced on Thursday that 805 IDPs from Duhok's Sharia camp voluntarily have returned to their places of origin in Shinjar (Sinjar) recently.

Around 26,500 families remain in the Kurdistan Region's IDP camps, including 22,000 in camps in Duhok, the spokesperson said. All IDP camps in Sulaimani have been completely shut down.

Baghdad has offered four million dinars (about \$3,050) to families who return to their homes by July 30.

Despite the financial incentive, many families are reluctant to leave because of continued violence in their places of origin, a lack of reconstruction following the destruction of their homes, and little in the way of

basic services. Some who voluntarily left the camps have been forced to return, unable to piece together the basics.

Human rights advocates have expressed concern about Iraq's push to close the camps, saying that all returns must be voluntary, safe, and dignified.

There are more than 630,000 IDPs in the Kurdistan Region, though most of them reside outside of the 23 camps established across Duhok, Erbil, and Sulaimani provinces, according to March figures from the KRG's Joint Crisis Coordination Center.



26 juillet 2024

SDF kills ISIS operative in east Syria

ERBIL, Kurdistan Region - The Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) on Thursday said that its forces killed an Islamic State (ISIS) operative during a security operation in eastern Syria's Deir ez-Zor province.

"Our SDF Anti-Terrorism Units (YAT) successfully eliminated one of the ISIS terrorists' operatives during a security operation in Markada, eastern countryside of Deir Ezzor," read a statement from the SDF.

The SDF said that the ISIS operative was involved in "carrying out assassinations targeting military and security forces," as well as attacking civilians in the region.

ISIS rose to power and seized swathes of Iraqi and Syrian land amid a brazen offensive in 2014, declaring a so-called "caliphate".

Though the jihadists no longer control any territory, they continue to pose a security risk by

carrying out kidnappings, hit-and-run attacks, and bombings, and the Syrian Democratic Forces (SDF), who control Rojava, conduct frequent operations against the group.

The Kurdish-led and US-backed SDF fought the lion's share of the battle against ISIS and arrested thousands of the group's fighters along with their wives and children when they crushed ISIS territorially and took the group's last stronghold in Syria in 2019.

In late March, the SDF warned that ISIS still poses a threat to the world and the region as its defeat "requires dismantling its ideological breeding ground."

"ISIS is still trying to recruit new terrorist elements, attempting to radicalize them into its ranks," said the SDF, calling on the international community to "collaborate effectively" with its forces.



July 26, 2024

Kurdish woman makes history as the first Kurdish Olympic torchbearer

ERBIL, Kurdistan Region - Shilan Shamal, a Kurdish woman who resides in France made history when she became the first-ever Kurdish woman to take part in the Olympic torch relay, days before the official start of the games in Paris.

Shamal, 33, was born in Diyala province and has lived in France with her family since 2005. She made history on Monday as the first Iraqi Kurdish woman to carry the Olympic torch. She was among the final group of torchbearers before the flame reaches the Olympic stadium in Paris.

“The officials of my [city’s] municipality chose me ... to represent my city [Fleury],” Shamal told Rudaw’s Zinar Shino.

Shamal said graduated from industrial design engineering, and in addition to her work, she is also the president of the Taekwondo club in her town of Fleury in southern France.

Iraqi President Abdul Latif Rashid welcomed Shamal at the Iraqi embassy in Paris on Thursday.



Photo: Iraqi presidency

“His Excellency emphasized that the presence of an Iraqi girl among the Olympic torchbearers worldwide reflects the status of Iraqi women and their distinguished qualifications, creative abilities, and abundant contributions,” read a statement from Rashid’s office.

The Olympic torch relay is a months-long ceremony in which athletes relay the Olympic flame from Olympia, Greece to the host city of the Olympic Games, signaling the start of the

games.

This year, the Olympic torch was lit in Olympia on April 16. It traveled through Greece to Athens, crossed the Mediterranean Sea to Marseille in southern France, and then journeyed across France, reaching the Olympic stadium in Paris on Friday where the official opening ceremony will be held.

Kurdistan Region President Nechirvan Barzani is set to attend the opening ceremony, following a formal

invitation from the French President Emmanuel Macron.

A total of 22 athletes will represent Iraq in the Paris Olympics, with the men’s football team accounting for 18 of them. Iraq will also compete in judo, swimming, weightlifting, and athletics, with one athlete representing the country in each sport.

Two Kurdish athletes are participating in the Olympics as part of the Iraqi national football team.

En Turquie, le rire comme alternative aux tensions sociales et politiques

Le stand-up rencontre un succès croissant, porté par les formats vidéo et les podcasts. N'hésitant pas à aborder des sujets tabous, les humoristes turcs se produisent de plus en plus à l'étranger, soutenus par la diaspora.

L'heure de la représentation approche. La file d'attente s'allonge devant le *Ses Tiyatrosu* (littéralement, « théâtre de la voix »), haut lieu de la comédie, situé sur la grande avenue Istiklal, au cœur d'Istanbul. En coulisses, Deniz Göktaş, 30 ans, fait les cent pas dans sa loge. Une épaisse moustache noire donne une fausse sévérité à son visage. Il répète, à voix basse, son texte. « *C'est ma quatrième représentation ici, mais cela m'impressionne toujours de venir jouer sur cette scène* », reconnaît-il, nerveux.

Le jeune humoriste vit du stand-up depuis trois ans désormais, mais il ne s'est toujours pas débarrassé de sa timidité. Et jouer au *Ses Tiyatrosu*, d'une capacité d'environ cinq cents places, restauré en 1989 par le célèbre humoriste Ferhan Şensoy (1951-2021), reste un privilège. A peine devant le public, sa fébrilité semble s'évanouir et le voilà parti pour une heure et demie de show devant une salle comble.

« *Tout le monde s'affole parce que Hüda Par [parti islamiste radical du Sud-Est kurde régulièrement accusé d'actes de violence] est au Parlement... mais, au moins, il y a des vigiles à l'entrée et des caméras de surveillance dans le Parlement ! C'est à l'extérieur qu'ils font flipper. Imaginez qu'ils soient parmi nous !* », lance-t-il, déclenché de grands rires.

Au fond de la salle, Enes Uysal, 35 ans, se tient debout, les

bras croisés, et ne quitte pas son poulain des yeux. D'origine turque, ayant grandi en Australie, ce grand amateur de stand-up a sillonné la ville au début des années 2010 pour dénicher des scènes qui puissent étancher sa soif d'histoires et de bons mots. Sans succès. Alors il s'est remonté les manches et a fondé, il y a cinq ans, le TuzBiber comedy club avec son complice, Aksel Gürel.

L'équipe compte désormais une vingtaine d'employés qui gèrent près de soixante-dix comédiens et organisent jusqu'à cent soixante-dix représentations par mois, en Turquie et de plus en plus à l'étranger. « *Historiquement, le succès de la comédie est lié aux grandes crises économiques* », observe-t-il. La Turquie ne fait pas exception avec une inflation vertigineuse qui mine le pouvoir d'achat des franges les plus défavorisées et des classes moyennes. Disponible sur YouTube ou sur les plates-formes audio, le stand-up s'impose comme un divertissement accessible. « *Le deuxième facteur déterminant, c'est le rôle de Netflix, qui a beaucoup diffusé de stand-up ces dix dernières années* », complète-t-il.

Textes relus par des avocats

Les formats vidéo et les podcasts ont ouvert une brèche dans laquelle le milieu de l'humour et du stand-up s'est engouffré. Mais, dans une société très polarisée, l'humour aussi a ses lignes rouges. La relecture

des textes par des avocats s'est imposée comme incontournable pour éviter des procès. La comédienne Pinar Fidan, de confession alévie, un courant de l'islam marginalisé par les cercles sunnites, avait été poursuivie par la justice à la suite de plaintes d'associations alévies pour une plaisanterie acide sur les persécutions subies par cette communauté religieuse minoritaire.

Pour autant, Enes Uysal assure qu'il craint moins les poursuites judiciaires que de potentielles violences physiques de la part d'individus à la sortie des représentations. Les comédiens et la société TuzBiber sont en effet régulièrement menacés par des anonymes sur les réseaux sociaux. Certaines thématiques reviennent dans la majorité des spectacles : la question kurde, les tensions entre camps laïque et conservateur, les rapports hommes-femmes, l'autocensure et la réduction des espaces de libre expression dans un contexte autoritaire...

Le stand-up offre ainsi une parenthèse, un moment cathartique que Deniz Göktaş qualifie volontiers de « *thérapie de groupe* ». « *Les spectateurs me disent souvent que, grâce au stand-up, ils se sentent moins seuls*, poursuit-il. *Politiquement, les gens ont besoin de ça, car les représentations offrent un espace plus politique, moins censuré, où on peut parler de sexualité, par exemple, et d'autres sujets tabous. C'est ce qui fait son succès.* »

« *Plus il existe une pression politique, plus les gens essaient de fuir et tentent de trouver des fenêtres pour respirer* », confirme Hakan, ingénieur de 27 ans, à la sortie de la représentation de Deniz Göktaş.

Dans les coulisses, le comédien reprend ses esprits avant de repartir sur scène pour la deuxième représentation de la soirée. Le réalisateur Emin Alper (*Burning Days*, 2023), venu assisté au spectacle, vient de passer dans la loge pour le féliciter. Le monde du cinéma et de la publicité s'intéresse de près au jeune prodige, qui cumule désormais plus de cent trente et un mille abonnés sur Instagram.

Dans quelques jours, Deniz Göktaş et Enes Uysal partiront, début août, à la conquête des scènes londoniennes. Ce ne sera pas la première fois, car la formule TuzBiber s'exporte bien. Les vagues de migration de Turquie vers les grandes capitales européennes (Berlin, Amsterdam, Paris...) et nord-américaines ont fait grossir les rangs des spectateurs potentiels de Deniz Göktaş et des autres stars du stand-up. « *Je me suis même produit en turc au Jamel Comedy Club, à Paris, et la salle était pleine à craquer* », se souvient-il, preuve que son public se trouve aujourd'hui autant en Turquie qu'à l'étranger. Un constat qui le touche, mais qu'il qualifie aussi de « *triste* » sur ce qu'il dévoile de l'absence de perspectives qu'offre désormais le pays à la jeunesse.



avec AFP
28 juillet 2024

Manifestations, maires menacés de prison... En Turquie, le sort des chiens errants au cœur d'une bataille politique

L'Assemblée turque a commencé à examiner ce dimanche 28 juillet un texte prévoyant l'euthanasie des chiens errants malades ou de ceux ayant un «comportement négatif». Un projet de loi suscitant manifestations et levées de boucliers de l'opposition.

Des chiens haletant au milieu d'une place. En pleine sieste sur un trottoir bondé. Ou furetant entre les tables d'une terrasse. A Istanbul, l'omniprésence des chiens n'a rien de surprenant. A la différence de nombreux pays, les animaux errants (chats inclus) font partie intégrante du quotidien de millions de Turcs, prompts à leur offrir nourriture et affection. Mais ces dernières semaines, un projet de loi à leur sujet soulève les foules et l'opposition. Et amène à montrer les crocs.

L'examen du texte controversé a commencé ce dimanche 28 juillet et devrait durer plusieurs jours. L'objectif pour l'Assemblée : réguler l'importante population de chiens vagabonds, estimée à quatre millions dans le pays. «*Nous sommes confrontés à une population de chiens errants que l'on*

ne rencontre dans aucun autre pays civilisé [et qui] croît de façon exponentielle», a déclaré mercredi le président turc, Recep Tayyip Erdogan, affirmant que «*la nation [turque] veut que nous résolvions ce problème*». Dans le détail, les partisans de la mesure souhaitent pouvoir euthanasier les animaux malades ou ceux ayant un «*comportement négatif*».

Impensable pour l'opposition et les défenseurs des animaux qui dénoncent le lancement d'une campagne d'euthanasie décomplexée. Pas vraiment prêt à lâcher son os, le gouvernement se défend de cette accusation. Inquiet d'une augmentation des attaques et des cas de rage, il assure vouloir plutôt miser sur un placement en refuge afin d'encourager leur adoption. Mais là aussi, les détracteurs du projet de loi n'en démordent pas :

pour eux, la stérilisation est préférable à l'enfermement.

La tragédie de l'île maudite

Depuis, le ton entre les deux camps monte. «*Notre peuple veut des rues sûres*», martèle le président Erdogan. Son clan, le Parti de la justice et du développement (AKP, islam-conservateur), ainsi que ses alliés disposent d'une majorité absolue à l'Assemblée. Et donc de bonnes chances de faire adopter le texte. Dans cette optique, l'opposition prévoit déjà de faire barrage au texte : le Parti républicain du peuple (CHP, social-démocrate), deuxième force à l'Assemblée et qui contrôle les plus grandes villes du pays, dont Istanbul et la capitale, Ankara, affirme que ses maires n'appliqueront pas la loi. Des manifestations contre le texte ont eu lieu ces der-

nières semaines, jusque dans l'enceinte du Parlement à Ankara. En réponse, le gouvernement menace de prison les maires récalcitrants, et l'accès au Parlement a été interdit cette semaine aux visiteurs pour prévenir tout débordement. L'exécutif veut en outre multiplier par trente l'amende prévue en cas d'abandon d'un chien, pour la porter à 60 000 livres turques, soit près de 1 700 euros.

En Turquie, le sort des chiens errants est un sujet sensible, ravivant de douloureux souvenirs. Un en particulier : celui de la tragédie de Hayirsizada (l'île maudite, en turc). En 1910, les autorités ottomanes, désireuses de moderniser Istanbul, déportèrent des dizaines de milliers de chiens errants sur une île déserte en mer de Marmara, où ils s'entredévorerent et moururent de faim et de soif.

Iran : l'ayatollah Khamenei approuve officiellement Massoud Pezeshkian comme nouveau président

La République islamique va connaître une cohabitation entre un guide suprême conservateur et détenteur des principaux pouvoirs et un président réformateur aux pouvoirs limités.

Le guide suprême iranien, l'ayatollah **Ali Khamenei**, a entériné ce dimanche 28 juillet l'élection du réformateur **Massoud Pezeshkian** en tant que neuvième président de la République islamique.

«J'approuve l'élection (du) sage, honnête, populaire et érudit Massoud Pezeshkian, et je le nomme président de la République islamique d'Iran», a dé-

claré l'ayatollah dans un message lu par son directeur de bureau. Le nouveau président doit prêter serment devant le Parlement mardi 30 juillet.

Cohabitation

Le réformateur, quasi inconnu du grand public, a gagné l'élection présidentielle de juin dernier face à l'ultraconservateur Saïd Jalili. La République islamique va connaître de nouveau une cohabitation entre un guide suprême conservateur et détenteur des principaux pouvoirs et un président réformateur aux pouvoirs limités, partisan d'un Iran plus tolérant sur le plan social et davantage ouvert

à l'Occident. C'est un retour à la posture dominante au cours de ces vingt-cinq dernières années.

Ce chirurgien de profession a une expérience gouvernementale limitée qui se résume à un poste de ministre de la Santé de 2001 à 2005 dans le gouvernement réformateur de Mohammad Khatami. Depuis 2008, il représente la ville de Tabriz au Parlement et s'est fait connaître pour ses critiques envers le pouvoir, notamment lors du vaste mouvement de protestation provoqué par la mort en détention de **Mahsa Amini**, une jeune Kurde, en septembre 2022.

Rapprochement avec l'Occident

Ses origines le poussent à défendre les minorités, notamment celles du nord-ouest. Né le 29 septembre 1954 à Mahabad, une ville de la province de l'Azerbaïdjan occidental, il parle azéri et kurde.

Depuis le début de la campagne, il prône un réchauffement des relations entre l'Iran et les pays occidentaux, États-Unis en tête, afin d'obtenir la levée des sanctions qui affectent durement l'économie.

The New York Times

July 29, 2024
Ben Hubbard and Safak Timur

Turkey's President Says His Country Could Enter Israel to Help Palestinians

It was unclear whether the comments reflected any concrete plans, but they drew a strong response from Israel.

President Recep Tayyip Erdogan has raised the possibility that Turkey could enter Israel in support of the Palestinians, a significant step-up in his harsh words toward the Jewish state over the Gaza war.

But it was unclear whether his comments reflected any concrete plans by Turkey or were just intended to appeal to his political base.

"We should be very strong, so that Israel cannot do this stuff to Palestine," Mr. Erdogan said on Sunday while addressing members of his ruling Justice and Development Party in the Black Sea city of Rize, his ancestral hometown.

"Just like we entered Karabakh, just like we entered Libya, we can do similar to them," he said, referring to Turkish support for Azerbaijan in its conflict with

Armenia last year and his country's military intervention in Libya.

"There is no reason not to do it," he continued. "We must be strong to take these steps."

Throughout the war in Gaza, Mr. Erdogan has stood up for Hamas, the armed Palestinian group that controlled Gaza and attacked Israel on Oct. 7, referring to it as "an organization

of liberation" while harshly criticizing Israel. He has compared Prime Minister Benjamin Netanyahu to Adolf Hitler and called him a "psychopath" and a "vampire."

Diplomatic relations between Turkey and Israel broke down in the early months of the war, and in May, Turkey announced that it was halting all trade with Israel.

Despite Mr. Erdogan's statements and Turkey's policy of allowing Hamas political figures to remain in the country, Turkey has played no military role in the Gaza conflict. But support for the Palestinians and anger at Israel's prosecution of the war in Gaza are common in Turkish society.

Israel's foreign minister, Israel Katz, struck back at Mr. Erdogan on Sunday, accusing him [on social media](#) of following in the footsteps of Saddam Hussein, the Iraqi strongman who was [executed in 2006](#). Mr. Katz also called on NATO to expel Turkey. Omer Celik, the spokesman for

Mr. Erdogan's political party, responded by calling Mr. Katz a "Nazi."

On Monday, Mr. Erdogan's communication director, Fahrettin Altun, said [on social media](#) that Turkey was a "serious and responsible state committed to peace and stability in the region."

He did not refer to any specific Turkish plan to act against Israel.

"Anyone who is crazy enough to test our limits will get a swift and resolute response," he said.



Hugo Septier avec agences
30 juillet 2024

Guerre à Gaza : Erdogan envisage une intervention de la Turquie en Israël sans en indiquer la forme

Le leader turc a pris pour exemple les interventions de son pays en Libye et au Haut-Karabagh.

Une menace à peine voilée. Lors d'une réunion de son parti au pouvoir l'AKP ce dimanche 28 juillet, le président turc Tayyip Erdogan a affirmé que son pays pourrait intervenir en Israël, rapporte [l'agence de presse Reuters](#).

Le responsable politique turc n'a pas dit quelle forme cette intervention pourrait prendre, mais a cité plusieurs exemples du passé qui ont concerné la Turquie: la Libye et le Haut-Karabakh.

«Nous devons être très forts pour qu'Israël ne puisse pas faire ces choses ridicules à la Palestine. Tout comme nous sommes entrés dans le Kara-

bakh, tout comme nous sommes entrés en Libye, nous pourrions faire la même chose avec eux», a-t-il déclaré lors d'une réunion de son parti dans sa ville natale de Rize (nord-est du pays) diffusée à la télévision.

Et Erdogan d'ajouter: «Il n'y a aucune raison pour que nous ne puissions pas le faire... Nous devons être forts pour pouvoir prendre ces mesures.»

En 2020, la Turquie a envoyé du personnel militaire en Libye pour soutenir le gouvernement d'union nationale libyen reconnu par les Nations unies. Le Premier ministre libyen Abdulhamid al-Dbeibah, qui dirige le gouvernement d'unité nationale à Tripoli, est soutenu par la Turquie.

En revanche, les Turcs ont tou-

jours nié une implication militaire au Haut-Karabagh mais a déclaré l'année dernière qu'elle utilisait «tous les moyens», y compris la formation militaire et la modernisation, pour soutenir son proche allié.

Peu après ces déclarations, Israël Katz, ministre israélien des Affaires étrangères, a estimé que le président turc «suit les traces de Saddam Hussein et menace d'attaquer Israël.» Erdogan doit «se souvenir de ce qui s'est passé là-bas et de la façon dont cela s'est terminé», ajoute-t-il.

Relations glaciales

Depuis les attaques terroristes du Hamas du 7 octobre et la contre-offensive israélienne dans la bande de Gaza, les relations entre Israël et la Turquie se sont très largement rafraichies.

Si Tel Aviv a demandé à ses ressortissants de [quitter le territoire turc](#) au plus vite dès la mi-octobre en raison de «menaces terroristes», les représentants turcs ont pour leur part multiplié les attaques verbales.

Ainsi, le président turc Recep Tayyip Erdogan a estimé ce mercredi 27 décembre qu'il «n'y a aucune différence» entre [Benjamin Netanyahu et l'ancien dictateur Adolf Hitler](#). Pour sa part, le ministre turc des Affaires étrangères Hakan Fidan a estimé que le Premier ministre israélien «[entraînait la région dans la guerre](#) pour rester au pouvoir.»

En mai, Ankara a finalement décidé de [suspendre toute relation commerciale avec Israël](#).



30 Juillet 2024

Iran : un mois après son élection, Massoud Pezeshkian investi président mais peine à convaincre

Le nouveau président iranien Massoud Pezeshkian prête serment devant le Parlement mardi 30 juillet. Il aura ensuite quinze jours pour présenter ses ministres à l'Assemblée pour un vote de confiance devant la Chambre, composée majoritairement de conservateurs. Mais s'il est présenté comme un réformateur, beaucoup doutent de cette étiquette.

Le président élu **Massoud Pezeshkian** est officiellement investi président mardi. Son investiture marque la fin d'une période de vacance du pouvoir suivant **la mort de l'ultra-conservateur Ebrahim Raïssi**, il y a un peu plus de deux mois. Mais le personnage, s'il se présente comme un réformateur qui tente de remobiliser une partie de la population iranienne qui a perdu l'espoir d'un changement venant de l'intérieur du système, peine à convaincre.

Depuis qu'il a été élu, la répression n'a pas faibli. « *Depuis la mort du président, on avait un «vide politique», donc on pouvait s'attendre à ce que le pays soit un peu paralysé. Le jour même, le guide suprême est venu faire un discours en disant : «Ne vous en faites pas, rien ne change». Ce qui signifiait déjà que le pouvoir reste entre ses mains* », explique, à RFI, Kian Habibian, Iranien exilé en **France** et cofondateur de l'association We are Iranian Students.

« *Qu'il y ait un président ou pas, les arrestations vont continuer, parce que les ordres viennent d'au-dessus, du guide suprême, des instances religieuses et des gardiens de la Révolution. Avec un président ou non, la répression et les*

exécutions continuent en Iran. »
Une situation difficile pour Massoud Pezeshkian

Mais des doutes subsistent aussi, car un peu plus de trois semaines après son élection, le nouveau président iranien, le réformateur Massoud Pezeshkian, n'a pas encore fixé les grandes lignes de sa politique. Pour Reza, un commerçant d'une soixantaine d'années, le nouveau président doit d'abord s'occuper des questions économiques, notamment la levée des sanctions, mais aussi assouplir les contraintes vestimentaires des femmes ou réduire les restrictions sur internet.

« *Il y a d'abord la question des sanctions américaines. Il doit faire baisser les pressions sur la population. Sur le plan intérieur, il y a la question du voile pour les femmes et la censure de l'internet, ce sont des choses qu'il a promises durant la campagne électorale* », explique-t-il à notre correspondant à Téhéran, **Siavosh Ghazi**.

Mais tout le monde ne partage pas son optimisme. C'est le cas d'Omid, un jeune Iranien d'une quarantaine d'années au chômage. « *À mon avis, il n'y a aucune raison d'espérer un changement de la situation, car*

le docteur Pezeshkian n'a fait aucune promesse durant la campagne et il est un simple exécutant du pouvoir », déplore-t-il.

La situation s'annonce donc difficile pour le nouveau président qui doit composer avec les conservateurs qui contrôlent l'ensemble des organes du pouvoir alors que le contexte régional et international laisse peu d'espoir pour des changements rapides.

Les attentes de la population iranienne

Mouvements de contestation

Du côté de la diaspora, les représentants de la société civile peinent aussi à y croire. Parmi les associations actives depuis l'étranger, We are Iranian Students tente de défendre les droits des étudiants iraniens, particulièrement touchés par la violente répression du **mouvement « Femme, Vie, Liberté »** en 2022.

« *Pezeshkian ne jure que par une seule chose, c'est la parole du guide suprême. Ce n'est pas le premier réformateur qui est élu en Iran*, analyse Kian Habibian. *Par exemple, on va nous présenter Rohani, nous dire que des accords sur le nucléaire ont été signés. Mais la*

population n'en a pas bénéficié. L'argent, il va aux mains du régime des gardiens de la Révolution qui ont une emprise totale sur l'économie. »

Malgré tout, les membres de la société civile à l'intérieur et à l'extérieur de l'**Iran** restent mobilisés. « *L'espoir continue d'exister tant qu'il y a ne serait-ce qu'une femme qui enlève son voile en public, tant qu'il y a un artiste qui va chanter la douleur des gens, la désobéissance civile, la culture. Ce sont des armes extrêmement puissantes contre les dictatures* », ajoute le cofondateur de We are Iranian Students.

Un enregistrement est notamment sorti de la prison d'Evin. On y entend les détenues crier que ni les exécutions ni la répression n'ont d'effet sur la mobilisation. Parmi elles, **la Prix Nobel de la paix Narges Mohammadi** a annoncé qu'elle et ses codétenues rallieraient le mouvement « Non aux exécutions », lancé il y a un mois et demi et mené tous les mardis dans au moins onze prisons du pays. Elles seront, elles aussi, en grève de la faim mardi.

Les étudiants restent mobilisés malgré le peu d'espoir que représente Pezeshkian

Beyrouth et Téhéran : les deux frappes qui rebattent les cartes des conflits entre Israël, le Hamas et le Hezbollah

Le chef du Hamas, Ismaïl Haniyeh, a été tué, mercredi 31 juillet, à Téhéran, lors d'une opération attribuée à Israël par l'Iran. Plus tôt, l'Etat hébreu avait revendiqué un tir, à Beyrouth, visant Fouad Chokr, cadre du Hezbollah. La mort de ce dernier n'a pas été confirmée par le mouvement libanais.

En l'espace d'une nuit, deux éliminations de haut niveau menées à distance dans deux capitales, Beyrouth et Téhéran, constituent une démonstration de force de l'armée israélienne et risquent de transformer de façon imprévisible la situation au Proche-Orient. La première, en fin de journée mardi 30 juillet, a été menée par des avions de chasse israéliens et a visé Fouad Chokr, 62 ans, l'un des plus hauts cadres militaires du Hezbollah libanais. Peu avant 20 heures, mardi 30 juillet, plusieurs frappes se sont abattues contre le dernier étage d'un immeuble d'habitation de la banlieue sud de Beyrouth, un fief du Parti de Dieu, détruisant une partie de l'édifice. Ces frappes ont tué une femme et deux enfants, et blessé au moins 74 personnes dans les environs, selon un bilan provisoire du ministère de la santé libanais. Mercredi 31 juillet au matin, le Hezbollah n'avait toujours pas confirmé la mort Fouad Chokr. Une « *action vicieuse et criminelle* », a réagi le porte-parole du ministère des affaires étrangères iranien Nasser Kanani, dont le pays est le parrain du mouvement libanais. Le premier ministre libanais Najib Mikati a, lui, dénoncé une « *agression flagrante* » et un « *acte criminel* ».

L'armée israélienne a de son côté affirmé avoir éliminé celui

qu'elle a présenté comme le « *bras droit* » du chef du Hezbollah, Hassan Nasrallah, chargé du projet de missiles de précision, et responsable de l'attaque contre Majdal Shams, sur le plateau du Golan occupé, où une roquette Falaq tirée samedi 27 juillet sur ce village druze, avait causé la mort de 12 garçons et filles, âgés de 10 à 16 ans, sur un terrain de football. Ce tir avait entraîné le plus grand nombre de pertes civiles sur ce territoire annexé par Israël en 1981 depuis le début des échanges de tirs entre le Hezbollah et Israël, le 8 octobre 2023, dans la foulée de l'attaque du Hamas en Israël. Le Hezbollah avait d'ailleurs refusé d'endosser la responsabilité de cette frappe, fait rare, signalant l'embarras de ses dirigeants face à un nombre de victimes susceptible d'entraîner une escalade vers un conflit régional. Le porte-parole de l'armée israélienne, Daniel Hagari, a affirmé qu'Israël voulait éviter tout « *conflit élargi* » avec le Hezbollah mais que ses forces étaient prêtes à « *tous les scénarios* ».

La seconde élimination, qui a eu lieu en fin de nuit, a visé à Téhéran Ismaïl Haniyeh, le chef du bureau politique du Hamas, basé au Qatar. Celle-ci n'avait pas été revendiquée, mercredi matin, par Israël. « [Notre] frère, le dirigeant, le *mujahid Ismaïl Haniyeh, le chef du mouvement, est mort dans*

un raid sioniste contre sa résidence à Téhéran après sa participation à l'investiture du nouveau président » iranien, a déclaré le Hamas dans un communiqué. Les gardiens de la révolution, l'armée idéologique de Téhéran, ont aussi annoncé dans un communiqué qu'Ismaïl Haniyeh et l'un de ses gardes du corps avaient été tués lors d'une attaque dans une résidence à Téhéran.

Depuis une dizaine d'années, l'Iran est un terrain où Israël mène des campagnes d'assassinats, dont certaines ont visé les scientifiques et responsables associés au programme nucléaire de Téhéran. Jusqu'à présent, cependant, aucune figure politique étrangère n'avait été éliminée par l'Etat hébreu sur le territoire iranien, en dehors du numéro 2 d'Al-Qaida, Abou Mohammed Al-Masri, tué en 2020 à Téhéran par un commando israélien.

« *Compromettre les chances de paix* »

L'assassinat d'Ismaïl Haniyeh intervient dans une période flottante pour l'Iran, alors que le nouveau président Masoud Pezeshkian n'était entré en fonction que depuis quelques heures. Elu président lors d'une élection organisée à la hâte, début juillet, après la mort de l'ancien président Ebrahim Raïssi dans d'un crash d'hélicoptère, M. Pezeshkian n'a pas

encore présenté ses ministres au parlement iranien en vue d'un vote de confiance. En Iran, mercredi matin, sur la chaîne d'information en continu Irinn, les commentateurs se sont succédé pour pointer du doigt la responsabilité d'Israël dans l'assassinat d'Ismaïl Haniyeh. Sur son compte X, l'agence Nour News, proche du Conseil suprême de la sécurité nationale, a qualifié son assassinat de « *pari dangereux visant à nuire à la dissuasion de la République islamique d'Iran* ». « *Franchir la ligne rouge iranienne a toujours coûté cher à l'ennemi* », met en garde Nour News. Le nouveau président a déclaré sur X : « *La République islamique d'Iran défendra son intégrité territoriale, sa dignité, son honneur et son honneur, et fera regretter aux envahisseurs terroristes leur action lâche.* »

Ismaïl Haniyé, chef du Hamas, était aux yeux d'Israël un « *dead man walking* » (« mort vivant »). Son élimination dans une frappe en plein cœur de Téhéran, est un coup cinglant pour le mouvement islamiste palestinien. Elle est aussi un camouflet pour l'Iran, où il était présent pour la cérémonie d'investiture de Masoud Pezeshkian avec d'autres responsables des groupes de « l'axe de la résistance » à Israël, dont le secrétaire général adjoint du Hezbollah libanais, Naïm Qas-

sem. Cet assassinat « *pourrait faire plonger la région dans le chaos et compromettre les chances de paix* », indique mercredi le ministère des affaires du Qatar, où le responsable du Hamas vivait en partie.

Il s'ajoute au climat de tension qui, depuis le 8 octobre 2023, et les premiers tirs du Hezbollah en direction du Nord du territoire israélien, risque à tout moment d'embraser la région. Le conflit à distance entre Israël et le mouvement libanais, quoique dévastateur, a été contenu en deçà du seuil de guerre ouverte. Il était entendu, cependant, qu'un dérapage pourrait briser cette mécanique à risque. Après le tir de roquette sur Majdal Shams, samedi, Yoav Gallant, le ministre de la défense israélien, avait déclaré sur X que le Parti de Dieu avait « *franchi une ligne rouge* ».

Rentré dimanche 28 juillet des Etats-Unis, le premier ministre, Benyamin Nétanyahou, a présidé un conseil de sécurité au cours duquel les lignes de la réaction militaire israélienne ont été dessinées. Elles s'orientaient vers une réplique forte, mais limitée, de préférence à une vague de frappes tous azimuts. Lundi 29 juillet, une source officielle israélienne passait en revue les possibilités de l'armée dans ce cadre, insistant sur la qualité du renseignement sur les responsables du Hezbollah ou leurs installations militaires. « *Pour nous, le Liban, c'est transparent*. » La même source ajoutait que « *ce qui se préparait allait faire très mal* » à la direction du Hezbollah.

Depuis que le Parti de Dieu a ouvert un front de soutien au Hamas dans la bande de

Gaza, en octobre 2023, Israël a fait la démonstration de sa capacité à éliminer avec précision certains de ses membres : près de 400 de ses combattants, dont des commandants de ses unités d'élite Radwan, ont été tués. Le ciblage de Fouad Chokr est la preuve qu'Israël a les moyens de remonter jusqu'au sommet de l'organigramme, et de frapper au cœur du fief du Hezbollah, alors même que ses dirigeants se sont faits discrets depuis l'attaque de Majdal Shams.

« **Acte stupide en termes d'ampleur** »

Au cours des derniers mois, l'idée d'une guerre ouverte avec le Hezbollah a été évoquée de façon insistante par des responsables politiques et militaires israéliens. Fin juin, les craintes de voir une série de frappes opérées au cours de l'été sur des cibles au Liban visant à la fois des responsables du Hezbollah, des installations militaires mais aussi des stocks de roquettes et de missiles, s'étaient faites plus précises. Ces dernières semaines, les Etats-Unis et la France ont dû multiplier leurs efforts pour pousser leurs interlocuteurs israéliens à abandonner un projet d'une série de frappes de grande ampleur « *très violentes, très ciblées et très destructrices* », selon une source diplomatique occidentale, accompagnée d'une intervention terrestre dans la zone frontalière.

Fouad Chokr avait été placé en 2019 sur la liste d'individus sanctionnés pour « *terrorisme* » par le Trésor américain. Siégeant au sein de la plus haute instance militaire du Hezbollah, le « *conseil du Jihad* » qui prend les décisions stratégiques, il aurait joué un rôle clé

dans l'attentat à la bombe qui a visé les casernes des marines américains à Beyrouth en 1983, tuant 241 militaires américains et en blessant 128 autres.

L'élimination d'un haut cadre du Hezbollah était un scénario redouté par les chancelleries occidentales, signe selon elles d'une escalade à venir. Par le passé, de nombreuses personnalités de premier plan de l'« *axe de la résistance* » ont néanmoins été éliminées, comme Imad Mughniyeh ou encore le général iranien Ghassem Soleimani, sans que soit déclenchée une riposte de grande ampleur.

Frappes Beyrouth constituait, à l'inverse, une ligne rouge tracée par le Hezbollah. Israël n'avait visé la banlieue sud de la capitale libanaise qu'à une seule reprise depuis octobre, dans le but d'éliminer le numéro deux du bureau politique du Hamas, Saleh Al-Aroui, le 2 janvier. Washington a tenté en vain depuis samedi de dissuader Israël de frapper la ville, de crainte que la situation, justement, échappe à tout contrôle. Faisant planer la menace d'une frappe en retour contre Tel-Aviv, le Hezbollah a joué la dissuasion en affirmant avoir positionné des missiles téléguidés dans ce but. D'autres villes israéliennes peuvent aussi, potentiellement, être visées par le Hezbollah, qui, s'il décidait de concentrer ses missiles et roquettes, pourrait saturer les dispositifs anti-aériens israéliens.

« *L'ennemi israélien a commis un acte stupide en termes d'ampleur, de timing et de circonstances en ciblant une zone entièrement civile* », a déclaré Ali Ammar, responsable du Hezbollah, à la télévision Al-

Manar, mardi soir, en ajoutant : « *L'ennemi israélien en paiera le prix tôt ou tard*. » Dans les rangs du Hezbollah, nombreux appellent de leurs vœux une escalade. « *Ce qui est pire que la guerre, c'est le statu quo* », réagit un membre de la sécurité du Parti de Dieu sur le site de l'attaque, où, mardi soir, la tension était palpable. Le Hezbollah avait déployé un important service d'ordre pour empêcher les journalistes et les passants d'approcher du site où les équipes de sauvetage ont extrait, toute la soirée, des victimes des décombres. Les esprits échauffés, des jeunes du quartier, présents par dizaines, réclamaient vengeance aux cris de « *A tes ordres, Nasrallah !* ». « *Nous ne craignons pas la guerre, nous la souhaitons même pour aller libérer la Palestine* », comme le proclamait un jeune de 27 ans. Mais l'atmosphère qui dominait à Beyrouth n'était pourtant pas celle d'un pays sur le point d'entrer en guerre. A quelques dizaines de mètres du lieu de l'attaque, des jeunes hommes et des familles étaient attablés dans les cafés et les snacks restés ouverts.

Mardi soir, les Etats-Unis ont, quant à eux, mené une frappe sur une base du sud de Bagdad utilisée par les unités de la mobilisation populaire, une agence de sécurité nationale dominée par les milices chiites proches de l'Iran, qui a fait quatre morts et autant de blessés. Ces dernières, qui ont repris leur harcèlement des bases américaines en Irak et en Syrie au cours des derniers jours, ont prévenu qu'elles multiplieraient leurs attaques en cas de riposte massive d'Israël contre le Hezbollah au Liban.

The New York Times

July 30, 2024
Alissa J. Rubin

As U.S.-Iran Conflict Builds Across Mideast, Iraq Is Caught in Middle

The United States and Iran are at odds over the Gaza war as well as proposals for an American troop withdrawal from Iraq.

When Iraq's prime minister [traveled to Washington](#) in the spring, he hoped to negotiate a much-needed economic development package and discuss shared strategic interests with the United States, one of his country's most important international allies.

But the very day he arrived in mid-April, events unfolding at home served as a stark reminder of the competing influences that the Iraqi prime minister, Mohammed Shia al-Sudani, is caught between: [Iran was sending drones and missiles](#) to attack Israel and [at least one Iraqi militia](#) backed by Tehran participated in the attack.

Both the United States and Iran have long held sway in Iraq. But since the war between the U.S. ally Israel and the Iran-backed Hamas broke out in Gaza almost 10 months ago, they are increasingly at odds.

With regards to Iraq, one of the most contentious issues is the continued presence of 2,500 American troops on Iraqi soil. Over the past 20 months, Iran has used its considerable influence to try to persuade the Iraqis to push those forces out, and if it succeeds, it would give Tehran even more say over Iraqi policies.

Last week, in the latest round of discussions in Washington on a reconfiguration of the military relationship, Iraq called for a drawdown of the U.S.-led multinational force within about a year, underscoring its determination to thin out the American presence.



Members of the Popular Mobilization Forces, a mostly Shiite militia group, at their post at the Iraqi border with Syria in 2017. Sergey Ponomarev for The New York Times

Iran's clout in Iraq has grown in the past few years as Iraqi Shiite political factions close to Tehran have come to dominate the national government. At the same time, the Iraqi militias that Iran has cultivated over the past 20 years have come to form a growing part of the national security forces since they were folded in a few years ago.

The militias form part of Iran's [network of proxy forces](#) in the Middle East, including Hezbollah in Lebanon and Hamas in Gaza. The war in Gaza has escalated tensions regionally, and the [American](#), [British](#) and [Israeli](#) governments have all noted that Iraqi proxies of Iran joined in the April attack on Israel — in defiance of demands by Prime Minister al-Sudani to stay out of the conflict. Most recently, [a rocket from Le-](#)

[banon](#) on Saturday killed at least 12 children and teenagers in an Israeli-controlled town in the Golan Heights. The United States and Israel blamed Hezbollah, but the group denied responsibility.

Even before the Iraqi militias participated in the attack on Israel, a senior member of Iraq's security forces, Abdul Aziz al-Mohammedawi, made no attempt to hide his allegiance to Tehran.

[Israeli warplanes](#) hit an Iranian diplomatic compound in Syria in April, preceding the Iranian attack on Israel. After the Israeli strike, Mr. al-Mohammedawi said the forces he oversees were awaiting orders from Ayatollah Ali Khamenei, Iran's supreme leader, while making no mention of Iraq's prime minis-

ter.

Mr. al-Mohammedawi is the chief of staff of Iraq's Popular Mobilization Forces, an umbrella organization for militias that now encompasses more than 170,000 fighters, including a number of brigades backed by Iran. His announcement suggested that at least some Iraqi forces were ready to attack Israel on Iran's behalf — a startling proclamation from such a senior Iraqi security official.

Publicly, the Iraqi prime minister said nothing, perhaps suggesting his reluctance to openly confront those closest to Iran.

"The Iranians always say: 'This is our region. America doesn't live here. America is on the other side of the world. What's

it doing here?”

Still, Iraq is the last Middle Eastern country where there has been something of a balance between Iranian and U.S. interests for many years now. At times, those interests have even converged, for example when **both powers** supported Iraq's military offensive to expel the Islamic State terror group.

As prime minister, Mr. al-Sudani has often managed to finesse competing U.S. and Iranian demands. But whether to allow American troops to remain on Iraqi soil is one of the thorniest dilemmas he faces.

In addition to some 2,500 American forces in Iraq, 900 more, most of them Special Operations forces fighting in Syria, are supported by the U.S. contingent in Iraq and pass through Iraq regularly for resupply and training. Those in Syria are fighting alongside Syrian Kurdish forces in an attempt to keep remnants of the Islamic State in check.

U.S. forces have been on the ground in Iraq off and on since the 2003 invasion that ousted the longtime dictator Saddam Hussein. They withdrew

completely in 2011. But after the Islamic State invaded Iraq in 2014 and took control of much of the country's north, the Iraqi government asked the U.S. military to return.

A U.S. troop withdrawal would amplify Iran's influence over Iraqi foreign policy — much in the way that Tehran influences Lebanon, Syria and Yemen, the other Middle Eastern countries where it has **cultivated powerful proxy forces** — according to Urban Coningham, a Middle East research fellow at the Royal United Services Institute in London.

In some of these cases, the armed groups that Iran fostered in those countries are now so strong they effectively control the governments, making them important vessels for Iran to project its anti-Western agenda across the Middle East.

But Iraq is different.

For one, the United States has had a far greater stake in the country and still wields considerable leverage there, in part because many Iraqis — inside and outside the government — have welcomed it as a coun-

terweight to Iran. But since Iraqi Shiite parties close to Iran gained the greatest **share of power** after the 2021 parliamentary elections, **demands** for a speedy drawdown of American forces have moved front and center.

The prime minister and his advisers **have tried to take a nuanced position**. They are hoping for a reconfiguration that guarantees some continued U.S. military involvement, supplies of much-needed equipment and ongoing training. It would entail some troop withdrawals, which they could present as a drawdown to satisfy the demands of the pro-Iran political factions.

However, **Iran** is pressing hard for all American troops to leave as soon as possible. Iraqi political leaders close to Iran **are backing that position**.

Mahmoud Al-Rubaie, a long-time strategist for Asa'ib Ahl al-Haq, one of the most influential of the Iraqi political parties close to Iran, said the U.S. image in Iraq had worsened since the 2003 American-led invasion of the country. “The generation of 2003 had

hopes and dreams that the U.S. would change the reality of the country,” he said. But as the U.S. troop presence stretched out over the years, the Iraqi people did not see the transformation they had hoped for, he added.

Those views hardened — especially among the country's Shiite Muslim majority — in 2020 after the U.S. assassination of a top Iranian general, **Qassim Suleimani**, in Baghdad, said Mr. Al-Rubaie.

General Suleimani headed the Quds Force, the overseas arms of the powerful Iranian Revolutionary Guards. He was the architect of Iran's regional network of proxy forces, including some of the Shiite militias in Iraq, which he helped to recruit, train and initially finance.

Mr. Jiyad of Century International said one of Iraq's major weaknesses “is that we do not have a cohesive government or cohesive policies and so that makes our country reactive to outside influence.”

Falih Hassan contributed reporting from Baghdad.

LE FIGARO

avec AFP
31 juillet 2024

Une ONG fait état de frappes israéliennes dans le sud de la Syrie

L'Observatoire syrien des droits de l'homme a fait état de **frappes israéliennes** contre deux positions militaires syriennes dans la province méridionale de Deraa dans la nuit de lundi à mardi, sans rapporter de victimes. Ces frappes interviennent alors que le premier ministre israélien, **Benjamin Netanya-**

hou, a juré lundi d'apporter une «réponse sévère» à une attaque imputée au Hezbollah libanais ayant tué 12 jeunes samedi sur le Golan annexé. Ce mouvement pro iranien est fortement implanté en Syrie, aux côtés des troupes de **Damas**, son allié.

«Israël a visé avec des missiles

deux bases de la défense anti-aérienne syrienne dans la province de Deraa», a indiqué l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). Les tirs, depuis la partie du Golan syrien occupée et annexée par Israël, n'ont pas fait de victimes, selon l'ONG, basée au Royaume-Uni mais qui dispose d'un vaste réseau de sources dans le pays

en guerre. La défense anti-aérienne syrienne a tenté d'intercepter des drones qui volaient dans l'espace aérien syrien, a ajouté l'OSDH. Les médias officiels syriens n'ont pas mentionné ces frappes. Mi-juillet, deux membres des forces de la défense aérienne avaient été tués dans des frappes israéliennes visant plusieurs po-

sitions à Damas et ses alentours, selon l'ONG. L'agence de presse officielle syrienne Sana avait fait état d'un soldat syrien tué et trois autres blessés.

Une centaine de frappes visant l'armée et les groupes pro-iraniens depuis 2011

Dans une rare revendication,

l'armée israélienne avait dit avoir visé un centre de commandement militaire syrien, des infrastructures et des cibles de l'unité de défense aérienne de l'armée syrienne, en riposte au lancement de deux drones vers Israël depuis le territoire syrien. Depuis le début de la guerre civile en Syrie en 2011, Israël y a mené des centaines de frappes visant l'armée et

les groupes pro-iraniens qui soutiennent le président Bachar al-Assad.

Ces opérations se sont multipliées après l'attaque sans précédent du Hamas palestinien en Israël le 7 octobre, qui a déclenché la guerre à Gaza. Elles ont cependant baissé d'intensité depuis une frappe attribuée à Israël contre le consulat

d'Iran à Damas, qui avait tué le 1er avril notamment de hauts gradés iraniens. Téhéran avait riposté le 13 avril avec une attaque aérienne inédite contre Israël. Les autorités israéliennes ont déclaré à plusieurs reprises qu'elles ne permettraient pas à l'Iran d'étendre sa présence en Syrie.



Azhi Rasul
July 31, 2024

Drone strikes targeting PMF base in Babil leave casualties

ERBIL, Kurdistan Region - Drone strikes targeted a base belonging to the pro-Iran Popular Mobilization Forces (PMF) in Iraq's Babil province late Tuesday, resulting in several casualties.

The PMF announced in a statement in the early hours of Wednesday that around 9:30 pm Tuesday, "forces belonging to Brigade 47 ... stationed in the Jurf al-Nasr [formerly Jurf al-Sakhr] sector, the al-Sa'idat area, were subjected to an explosion of unknown nature. The incident resulted in several casualties."

The PMF announced later that the attack "was carried out by missiles launched from drones," without making any accusations.

AFP reported, citing a PMF of-

ficial on the condition of anonymity, that "four or five missiles" hit the base, adding that that four fighters were killed in the strike.

The death toll is expected to rise, according to the AFP source.

Officials from the Iraqi government have yet to comment on the strike.

Although the PMF did not officially point fingers at any specific party for the attack, media affiliated with the paramilitary force have blamed the US for the deadly strike.

The attack comes days after several rockets were reportedly launched at the Ain al-Asad base, which houses US troops, in Iraq's western Anbar province, without

causing any damage.

A "logistic support depot" of the PMF exploded in southern Baghdad without casualties on July 18, and in April, an overnight explosion at the Kalsu military base, which houses PMF fighters, killed one and injured several others.

The PMF was targeted by US retaliatory airstrikes earlier this year after they were blamed for a drone strike that killed three American soldiers in a base in Jordan.

Attacks on US bases in Iraq and Syria were more frequent from October 2023 to February, following the start of Israel's war in the Gaza Strip against Palestinian Hamas. The attacks were claimed by the Islamic Resistance in Iraq, a network of shadow Iraqi militia groups backed by Iran.

In January, US overnight airstrikes on facilities of pro-Iran armed groups, mainly Kataib Hezbollah, near Anbar province's Qaim district and Babil's Jurf al-Nasr, killed one fighter. The US said the strikes were a "direct response" to a missile strike by the pro-Iran groups on Ain al-Asad base.

Since then, attacks on US bases in Iraq and Syria have largely stopped.

Washington's strikes drew strong condemnation from the Iraqi government, with Prime Minister Mohammed Shia' al-Sudani's military spokesperson describing them as "unacceptable" and a violation of Iraqi sovereignty, calling on the international community to prevent aggressions against the country's stability.

The New York Times

Farnaz Fassihi
July 31, 2024

Israel Struck Beirut as ‘Axis of Resistance’ Leaders Attended Iran Inauguration

Iranian officials condemned the attack and warned that Hezbollah and Lebanon had the right to retaliate against Israel.

Israel’s strike on Beirut on Tuesday came as senior leaders of the regional militant groups backed by Iran, known as the “axis of resistance,” were in Tehran for the inauguration ceremony of Iran’s new president, Masoud Pezeshkian.

Even before the Israeli attack targeting a Hezbollah commander, Iranian military leaders were expected to meet with the militant leaders on the looming threat of war between Israel and Hezbollah.

In a statement on Tuesday, Iran’s embassy in Beirut condemned “the cowardly and criminal attack,” according to Iranian media. In a separate statement, Iran’s foreign ministry spokesman, Nasser Kanaani, also strongly condemned the attack and said it was “a clear violation of Lebanon’s sovereignty.” He warned that Hezbollah and Lebanon had the right to retaliate against Israel and said that Iran would hold Israel and the U.S. responsible for a wider regional war.

The threat of a regional war could present Mr. Pezeshkian with the first major cri-

sis of his presidency. Iran has maintained a dual policy of averting direct engagement in all-out war while supporting a network of militant groups that have opened fronts on Israel from Lebanon, Yemen, Iraq and Syria.

Inauguration ceremonies are typically an occasion for Iran to showcase its domestic politics to an audience of foreign dignitaries. But this year, the volatile state of the Middle East, and Iran’s key role in shaping events through its influence over a network of militant groups, were also prominent themes.

On Tuesday, Mr. Pezeshkian, a heart surgeon who has portrayed himself as a reformer and beat a hard-line conservative in a July runoff vote, placed his hand on the Quran to take the oath of office, standing at a podium decorated with green, white and red flowers — the colors of Iran’s flag. In his speech, he addressed Iran’s support for the Palestinian cause.

«We want a world where Palestinians are free from the clutches of injustice and

occupation,” he said. “And the dreams of no Palestinian child is buried under the rubbles of their home. We can help realize this dream.”

Senior officials from the regional militant groups sat in the front row: Hezbollah’s deputy leader, Sheikh Naim Qassem; Hamas’s political leader, Ismail Haniyeh; the leader of Palestinian Islamic Jihad, Ziyad Al-Nakhalah; and Mohammed Abdulsalam, a Houthi spokesman.

The leaders held individual meetings with Mr. Pezeshkian in Tehran before the ceremony, also meeting with Iran’s supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei. A video of the inauguration ceremony showed Mr. Pezeshkian and Mr. Haniyeh hugging on the floor of the parliament and raising their hands jointly to make the victory sign.

In addition to the militant leaders, foreign dignitaries from more than 80 countries attended the ceremony. A day earlier, President Emmanuel Macron of France spoke with Mr. Pezeshkian on the phone and discussed escalating tensions be-

tween Israel and Hezbollah, Iranian media reported.

Mr. Pezeshkian, 69, campaigned on promising to bring about change in domestic policies — easing social restrictions on women’s hijab and internet filtering, and improving the economy through negotiations with the west to lift tough economic sanctions.

But he has pledged to continue the state’s policies toward Israel and supporting the militant groups, as determined by Mr. Khamenei and the Revolutionary Guards Corps. Iran has long viewed the network of militant groups it funds, arms and supports as a line of defense and has warned that, if Israel extensively targets Hezbollah, it will face a coordinated retaliation from multiple fronts.

“Iran does not want war. It has been telling Hezbollah to keep the tensions with Israel contained. But at the same time, we will not sit by and watch our most important ally come under existential attack,” Nasser Imani, an analyst close to the government, said in a telephone interview from Tehran.

The New York Times

Qasim Nauman
July 31, 2024

Iran Has Accused Israel of Assassinations on Its Soil Before

Iran has blamed Israel for a series of targeted killings carried out within its borders.

Hamas and Iran on Wednesday accused Israel of assassinating Ismail Haniyeh, one of the Palestinian militant group's most senior figures, in Tehran.

Israel had yet to comment on the killing of Mr. Haniyeh, the political leader of one of Iran's biggest regional allies. Iran and Israel have fought a covert war for years, blaming each other for sabotage, abductions and targeted killings across the region.

Tehran has also accused Israel of past assassinations inside Iran. Here are some of those high-profile cases:

Iran's top nuclear scientist

In November 2020, Mohsen Fakhrizadeh, a scientist described by U.S. and Israeli intelligence agencies as a leading figure in Iran's nuclear weapons program, was shot and killed in an ambush. The killing was carried out with a remote-controlled machine gun, officials said.

Mr. Fakhrizadeh was one of Israeli intelligence's top targets for years, and Iran angrily accused Israel of killing him. Israel has never publicly commented on the assassination. Mr. Fakhrizadeh was an academic, but U.S. intelligence assessments said that was a cover for his work on nuclear weapons.

He wasn't the first scientist linked to the nuclear program



Iran accused Israel of killing Mohsen Fakhrizadeh, a scientist described as a leading figure in its nuclear weapons program, in 2020. Arash Khamooshi for The New York Times

to be attacked on Iranian soil. [Two others were targeted with car bombs 20 minutes apart](#) in different areas of Tehran, the capital, in 2010. One was killed, the other injured.

A Revolutionary Guards commander

In May 2022, [two assassins on motorcycles shot and killed Col. Sayad Khodayee](#), an officer in Iran's Islamic Revolutionary Guards Corps. Iran blamed Israel and vowed revenge.

As in other such cases, Israel made no public comment on the killing, but it told the United

States it had targeted the officer. Israeli officials said Colonel Khodayee was the deputy commander of a unit that planned and carried out covert operations around the world, including assassinations and abductions.

Israeli officials said that group, called Unit 840, was a part of the Quds Force, the arm of the Revolutionary Guards that specializes in covert operations and espionage. [A U.S. drone strike killed Qassim Suleimani](#), the Quds Force leader, in Iraq in 2020.

Mysterious poisonings

In May 2022, two Iranian scientists suddenly fell ill and died

within days of each other, in cities hundreds of miles apart.

Ayoub Entezari, an aeronautical engineer at a military research facility, and the geologist Kamran Aghamolaei both developed symptoms of food poisoning, and their conditions deteriorated rapidly. [Iran believed Israel had poisoned their food](#), according to an Iranian official.

Israel had no comment. But if it were behind the men's deaths, it would have suggested an expansion of the campaign of assassinations, going beyond high-ranking officials in the nuclear program and senior military officers.

Irak : l'armée américaine frappe la base d'une ancienne milice pro-iraniennne, tuant quatre de ses membres

L'attaque a visé « des combattants qui tentaient de faire décoller des drones d'attaque » qui menaçaient « les forces américaines et la coalition » antidjihadiste dans la région, a déclaré un responsable de la défense américaine.

L'armée américaine a mené, mardi 30 juillet en soirée, une frappe au sud de Bagdad, tuant sur une des bases de l'ancienne milice pro-iraniennne du Hachd Al-Chaabî quatre de ses membres.

« Ce soir, des forces américaines en Irak ont mené une frappe aérienne de défense dans la province de Babylone visant des combattants qui tentaient de faire décoller des drones d'attaque », a déclaré un responsable de la défense américain. Selon cette source, qui a parlé sous le couvert de l'anonymat, le commandement américain a estimé que ces drones « constituaient une menace pour les forces américaines et de la coalition » antidjihadiste dans la région.

« Quatre membres du Hachd Al-Chaabî ont été tués », a déclaré, de son côté, un responsable de cette formation qui n'a pas voulu être identifié. Selon lui, les explosions ont été causées par un « raid aérien : quatre ou cinq missiles ont touché la base », située dans la province de Babylone, au sud de la capitale irakienne. Une source sécuritaire en Irak a confirmé les quatre morts, estimant que le bilan pourrait augmenter.

Le Hachd Al-Chaabî, coalition de milices pro-iraniennes, dont certains groupes ont mené de nombreuses attaques contre



La base aérienne d'Ain Al-Asad qui accueille les forces américaines en Irak, dans la province occidentale d'Al-Anbar, le 8 juillet 2021. AYMAN HENNA / AFP

les forces américaines en Irak et en Syrie, est désormais intégré dans l'appareil sécuritaire d'Etat, sous l'autorité du premier ministre.

Environ 2 500 soldats américains déployés en Irak

Le 18 juillet, des entrepôts de l'ex-milice dans le sud de Bagdad avaient explosé et, en avril, une personne avait été tuée lors d'une autre explosion, déjà sur une base dans la province de Babylone.

Depuis le début de la guerre

entre Israël et le Hamas palestinien dans la bande de Gaza, plus de 175 tirs de roquettes et frappes de drones ont visé les bases américaines en Irak et en Syrie. La Résistance islamique en Irak, nébuleuse de mouvements irakiens pro-Iran, en a revendiqué la plupart, disant soutenir les Palestiniens.

Les groupes soutenus par l'Iran avaient largement mis fin à ces attaques après la mort fin janvier de trois soldats américains due à une frappe dans le désert jordanien, à la frontière

avec la Syrie, qui avait entraîné une riposte militaire des Etats-Unis contre des forces pro-iraniennes en Irak et en Syrie.

La semaine dernière, des roquettes ont été tirées en direction de deux bases accueillant des troupes de la coalition internationale antidjihadiste dirigée par les Etats-Unis en Irak et en Syrie. Les Etats-Unis déploient environ 2 500 soldats en Irak et près de 900 en Syrie, au sein de la coalition antidjihadiste.

Les dépêches de l'afp de juillet 2024

2 juillet 2024

Syrie: sept morts dans des manifestations contre la Turquie (nouveau bilan)

Azaz (Syrie), 2 juil 2024 (AFP) — Sept personnes ont été tuées dans le nord de la Syrie, lors de heurts dans des secteurs frontaliers contrôlés par la Turquie, entre des manifestants et des gardes de positions turques, selon un nouveau bilan fourni mardi par une source médicale et une ONG.

Des centaines de personnes ont manifesté lundi dans plusieurs villes syriennes de cette bande frontalière, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), en réaction aux attaques menées la veille par des groupes d'hommes contre des biens et commerces syriens à Kayseri, dans le centre de la Turquie.

“Le bilan s’élève à sept morts lors des manifestations lundi, dont six dans la ville d’Afrine et un autre à Jarablos, dans des

échanges de tirs avec des gardes turcs”, a déclaré à l’AFP le directeur de l’OSDH, Rami Abdel Rahmane, sans préciser si les victimes étaient armées. Un bilan précédent faisait état de quatre morts.

Une source médicale dans le nord de la Syrie a confirmé le nouveau bilan à l’AFP.

Un calme relatif est revenu mardi dans le secteur sous contrôle turc, a indiqué un correspondant de l’AFP dans le nord de la Syrie.

Selon l’OSDH, basé au Royaume-Unis mais qui dispose d’un vaste réseau de sources en Syrie, la Turquie a fermé quatre postes frontaliers dans le nord de la Syrie “face à l’escalade des événements”.

Un photographe de l’AFP a vu des dizaines de personnes en-

terrer l’une des victimes dans la ville d’Azaz, dans le nord de la Syrie.

Des manifestations avaient eu dans d’autres villes syriennes où des protestataires ont arraché le drapeau turc qui flottait sur des bâtiments, d’après l’OSDH et le correspondant de l’AFP.

Les garde-frontières turcs avaient en outre ouvert le feu sur des manifestants qui tentaient de prendre le poste-frontière de Jarablos, selon l’OSDH.

A Ankara, le ministère de l’Intérieur turc a annoncé mardi l’arrestation de 474 personnes après des émeutes anti-syriennes dans plusieurs villes déclenchées à la suite de l’arrestation d’un ressortissant syrien soupçonné de harcèlement sur une enfant de

son entourage.

La Syrie a été morcelée par la guerre civile déclenchée en 2011 après la répression de manifestations prodémocratie.

L’armée turque y contrôle avec des groupes affiliés deux vastes zones frontalières après avoir mené des opérations d’envergure contre les groupes kurdes de la région.

La Turquie a soutenu des groupes de l’opposition et des rebelles désireux de renverser le président syrien, mais elle s’efforce désormais de retisser des liens avec Damas, qui exige toutefois le retrait des troupes turques du nord du pays.

Les informations ci-dessus de l’AFP n’engagent pas la responsabilité de l’Institut kurde de Paris.

6 juillet 2024

Quels changements attendus en Iran après la victoire du président élu réformiste ?

Téhéran, 6 juil 2024 (AFP) — L’Iran a élu un nouveau président, le réformiste Massoud Pezeshkian, plaidant pour un pays plus ouvert envers l’Occident, face à l’ultraconservateur Saïd Jalili, pour succéder à Ebrahim Raïssi décédé dans un accident hélicoptère en mai.

Le chirurgien de profession, âgé de 69 ans, a recueilli plus de 16 millions des voix (53,6%) sur 30 millions des votes, selon les autorités électorales. Il a bénéficié du soutien de la

principale coalition réformiste en Iran ainsi que de nombreux Iraniens qui craignaient le contrôle absolu des ultraconservateurs sur le pays.

- Qu’a promis Pezeshkian? -

Le candidat réformiste a appelé à des “relations constructives” avec Washington et les pays européens afin de “sortir l’Iran de son isolement”.

Il s’est engagé à tenter de relancer l’accord sur le nucléaire

conclu en 2015 entre l’Iran et des puissances mondiales, dont les Etats-Unis, qui imposait des restrictions à l’activité nucléaire iranienne en échange d’un allègement des sanctions.

Les négociations sur le nucléaire sont actuellement dans l’impasse après le retrait unilatéral des Etats-Unis en 2018.

Sur le plan interne, il a promis d’enlever les restrictions imposées à internet et s’est engagé à “s’opposer pleinement” aux

patrouilles de la police des mœurs chargée d’appliquer l’obligation du port du voile par les femmes.

M. Pezeshkian a plaidé en outre pour davantage de représentation des femmes, ainsi que des minorités religieuses et ethniques notamment les kurdes et les baloutches, dans le gouvernement.

Il a promis de réduire le taux d’inflation, actuellement autour de 40%.

Lors d'un débat télévisé avec son rival Jalili, Pezeshkian a estimé que l'Iran avait besoin de 200 milliards de dollars d'investissements étrangers, qui, selon lui, ne pourraient être obtenus qu'en rétablissant les liens avec le monde.

- Quels sont les véritables pouvoirs du président en Iran? -

Le président en Iran a des prérogatives limitées. Il est chargé d'appliquer, à la tête du gouvernement, les grandes lignes politiques fixées par le guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, qui est le chef de l'Etat depuis 35 ans.

En tant que président, Pezeshkian occupera le deuxième poste le plus important de la République islamique, et il exercera une influence sur la politique intérieure et étrangère.

Il détermine des politiques financières du pays en proposant le projet de loi budgétaire et la nomination du chef de la banque centrale et du ministre de l'Economie.

Il aura cependant un pouvoir limité sur la police iranienne, et pratiquement aucun pouvoir

sur l'armée et le Corps des Gardiens de la révolution islamique, l'armée idéologique de l'Iran.

Les forces militaires iraniennes répondent directement au guide suprême.

- Quelles sont les attentes des gens? -

Les Iraniens ont des sentiments mitigés face à la victoire de Pezeshkian, certains exprimant leur joie tandis que d'autres semblent sceptiques.

"Nous sommes très heureux que M. Pezeshkian ait gagné. Nous avons besoin d'un président lettré pour résoudre les problèmes économiques", a déclaré Abolfazl, un architecte de 40 ans.

Rashed, un coiffeur, 40 ans, a estimé que la victoire de Pezeshkian "n'a pas d'importance" puisque "de toute façon, la situation ne fera qu'empirer".

L'analyste politique et journaliste, Maziar Khosravi, a expliqué que le président élu "n'a pas promis de résoudre immédiatement les problèmes" en Iran.

Selon lui, les gens ont voté pour lui car "ils ont réalisé que son approche consistait à interagir avec le monde", ce qui était "complètement différent de celui du gouvernement actuel."

D'après le commentateur politique Mossadegh Mossadeghpour, des partisans de Pezeshkian espèrent qu'"il pourra apporter de bons changements et résoudre certains problèmes du pays", en particulier l'économie.

- Que peut apporter Pezeshkian? -

Les experts affirment que Pezeshkian sera confronté à de sérieux défis dans un pays où la quasi-totalité des institutions étatiques sont contrôlés par les conservateurs.

L'une de ces institutions est le Parlement, dominé par les conservateurs et les ultraconservateurs, selon Mossadeghpour.

"Traiter de la question du hijab ou de toute autre question idéologique n'est pas du ressort du président", a ajouté Mossadeghpour, soulignant qu'il s'agit

d'une "question relevant de la loi musulmane".

Ali Vaez, de l'International Crisis Group, affirme que Pezeshkian sera confronté à "une bataille difficile" afin de garantir "les droits sociaux et culturels dans son pays et l'engagement diplomatique à l'étranger".

Concernant l'accord nucléaire, Mossadeghpour note que Pezeshkian pourrait être en mesure de "le résoudre si telle est la volonté du système".

"Personne ne devrait s'attendre à ce que l'approche de l'Iran en matière de politique étrangère change fondamentalement", a déclaré Khosravi.

Le scrutin en Iran était suivi avec attention à l'étranger alors que l'Iran, est au cœur de plusieurs crises géopolitiques, de la guerre à Gaza au dossier nucléaire, dans lesquelles il s'oppose aux Occidentaux.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

7 juillet 2024

Turquie: Erdogan juge la suspension de Demiral par l'UEFA "politique"

Istanbul, 7 juil 2024 (AFP) — Le président turc Recep Tayyip Erdogan a déclaré dimanche que la suspension par l'UEFA du défenseur turc Merih Demiral pour deux matches de l'Euro-2024, en raison d'une célébration controversée, était "politique" et ternissait l'image de la compétition.

Merih Demiral, qui a marqué deux fois mardi contre l'Autriche, a été sanctionné après avoir effectué le geste de ralliement des Loups gris —trois doigts joints avec l'index et

l'auriculaire dressés en l'air, pour dessiner un profil de loup— en voulant célébrer l'un de ses deux buts face à l'équipe adverse en 8e de finale (2-1).

Les Loups gris sont un groupe de l'extrême droite turque, qui se sont développés à partir des années 1960 dans l'orbite du Parti d'action nationaliste (MHP), membre de la coalition dirigée par le Parti de la justice et du développement (AKP) du président Erdogan. Cette faction ultranationaliste a été as-

sociée dans le passé à de nombreux assassinats politiques visant des militants kurdes ou de gauche.

Le geste de Demiral a provoqué des tensions diplomatiques entre la Turquie et l'Allemagne. La Turquie a convoqué mercredi l'ambassadeur d'Allemagne à Ankara pour protester contre les propos de la ministre allemande de l'Intérieur, Nancy Faeser, qui avait qualifié la célébration du joueur d'"inacceptable".

L'Allemagne a répliqué le lendemain en convoquant l'ambassadeur de Turquie à Berlin. "Pour parler franchement, la suspension de deux matches infligée par l'UEFA à Merih a sérieusement terni l'image de la compétition", a déclaré M. Erdogan aux journalistes dans l'avion qui le ramenait de Berlin, selon l'agence de presse officielle Anadolu.

"Cela ne peut pas être expliqué, c'est une décision purement politique", a-t-il ajouté.

M. Erdogan, qui a annulé sa visite en Azerbaïdjan et s'est rendu à Berlin samedi pour assister au quart de finale à l'Olympiastadion, a toutefois déclaré que cette décision n'aff-

fectait pas la motivation de l'équipe. "Malgré tous les points négatifs (...), nous avons assisté à un match passionnant".

Malgré l'ouverture du score par les Turcs, les Pays-Bas ont su renverser la vapeur et l'emporter 2-1, se qualifiant pour les demi-finales où ils affronteront l'Angleterre mercredi.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

12 juillet 2024

Quatre migrants meurent dans la Manche, des dizaines secourus de justesse

Boulogne-sur-Mer, 12 juillet 2024 (AFP) — Quatre migrants sont morts et des dizaines ont été repêchés par les secours alors qu'ils étaient déjà à l'eau vendredi, leur embarcation s'étant dégonflée dans la Manche qu'ils tentaient de traverser, comme des milliers de candidats à l'exil chaque année au péril de leur vie.

Une soixantaine de migrants, qui avaient pris la mer depuis les côtes proches de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais) vers 2h00 du matin dans l'espoir de rallier l'Angleterre, se sont retrouvés en difficulté à l'aube, a indiqué à la presse le préfet du Pas-de-Calais Jacques Billant.

Un boudin de leur bateau pneumatique s'est dégonflé, a constaté le navire de sauvetage Minck, qui s'est rapidement porté à leur secours vers 4h30, avec l'aide d'un bateau de pêche naviguant à proximité, précise la préfecture maritime de la Manche.

Ils ont pu sauver 56 passagers, détaille le préfet Billant, dont certains étaient "à l'eau à la dérive, et d'autres encore accrochés au boudin de leur embarcation disloquée", selon la préfecture maritime.

Quatre hommes sont décédés, dont la nationalité pourrait être

"somalienne, érythréenne ou éthiopienne" a précisé M. Billant. Neuf rescapés, six hommes et trois femmes, ont été hospitalisés en urgence relative, a ajouté le procureur de la République de Boulogne-sur-Mer Guirec Le Bras.

Deux Libyens, de 34 et 17 ans se trouvaient en garde à vue vendredi soir, a encore indiqué à l'AFP le procureur, qui a confié l'enquête à l'office de lutte contre le trafic illicite de migrants (Oltim).

"Un seul migrant était porteur d'un gilet de sauvetage, et (...) quelques autres étaient munis de chambres à air", a déploré le préfet, décrivant "des embarcations de très mauvaise qualité, car sous-gonflées, sans plancher", "sous-motorisées".

"Quand on est arrivés c'était la panique: il faisait encore nuit, on entendait crier, le vent et le courant étaient très forts", raconte David Malfoy, patron du bateau de pêche Le Caprice des Temps, qui a sauvé 14 migrants, pour la plupart des hommes jeunes, Somaliens selon leurs dires.

"On a lancé tout ce qu'on pouvait à l'eau, bouées, gilets de sauvetage. Il fallait aller très vite car ils n'avaient pas de gilet", raconte-il à l'AFP. "On les a remontés à mains nues, et c'était d'autant plus dur que

certains s'accrochaient aux autres".

Les quatre migrants décédés, repérés par un hélicoptère de la marine nationale, ont été récupérés par un patrouilleur de la marine française, le Cormoran.

"Avec le drame de ce matin, ce sont 20 migrants au total, qui sont malheureusement décédés depuis le début de l'année, en tentant de rejoindre la Grande-Bretagne à bord d'un small boat", a déclaré le préfet, précisant qu'un deuxième bateau a été secouru vendredi, parti du Touquet avec 40 migrants à bord. "

- 2024, année meurtrière -

Un bilan déjà particulièrement meurtrier sur les 7 premiers mois de 2024, trois ans après le pire drame jamais enregistré dans la Manche quand en 2021, 27 migrants, majoritairement des Kurdes irakiens âgés de 7 à 46 ans, étaient morts noyés.

La nouvelle ministre britannique de l'Intérieur Yvette Cooper a déploré cette tragédie "atroce" sur X, s'engageant à "accélérer notre action avec nos partenaires internationaux pour poursuivre et faire tomber les dangereux réseaux de passeurs".

Cet été, plus de 1.000 policiers et gendarmes sont déployés sur le littoral pour lutter contre l'immigration illégale, a indiqué le préfet du Pas-de-Calais, rappelant que 344 tentatives de traversées maritimes ont été interceptées côté français depuis le début de l'année, et 314 interpellations opérées parmi des filières de passeurs.

Plus de 12.000 personnes ont atteint les côtes anglaises clandestinement en 2024, surtout depuis la France, selon des chiffres officiels britanniques mi-juin, alors que l'immigration s'est imposée comme un thème majeur des législatives britanniques, remportées par les travaillistes.

Cela représente une hausse de 18% par rapport à la même période l'an dernier, malgré le durcissement opéré par les gouvernements conservateurs ces dernières années.

Les migrants arrivés de manière irrégulière sont désormais interdits de demander l'asile au Royaume-Uni, et les travaillistes, qui ont enterré un dispositif prévoyant de les expulser vers le Rwanda, se sont engagés à renforcer le contrôle de la Manche.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

15 juillet 2024

Un homme d'affaires syrien proche d'Assad tué dans une frappe israélienne

Beyrouth (Liban), 15 juil 2024 (AFP) — Un homme d'affaires syrien proche du président Bachar al-Assad, sous sanctions américaines et européennes ainsi qu'une personne l'accompagnant, ont été tués lundi dans une frappe israélienne visant leur véhicule près de la frontière avec le Liban, a indiqué une ONG.

“Un drone israélien a visé une voiture dans laquelle Baraa Katerji circulait dans la région de Saboura, près de Damas, le tuant, avec la personne qui l'accompagnait”, a indiqué l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

Cet homme d'affaires était “responsable, depuis deux ans, du financement de la Résistance syrienne pour la libé-

ration du Golan (annexé par Israël, ndr)”, un groupe fondé par le Hezbollah libanais et qui mène des opérations contre Israël depuis le sud de la Syrie, a ajouté l'ONG, basée au Royaume-Uni mais qui dispose d'un vaste réseau de sources dans le pays en guerre.

Le quotidien pro-gouvernemental syrien Al-Watan a confirmé la mort de Baraa Katerji “dans une frappe sioniste qui a visé sa voiture à la frontière entre la Syrie et le Liban”.

Baraa et son frère Houssam, principaux actionnaires du groupe Katerji, sont sur la liste des personnalités syriennes sanctionnées par Washington et par l'Union européenne.

Baraa Katerji et la Katerji Company, l'entreprise qu'il dirige, étaient accusés de servir d'intermédiaire entre le régime Assad et le groupe jihadiste Etat islamique (EI) notamment pour fournir en fuel les territoires jadis occupés par l'EI.

Washington l'accusait aussi de transporter des armes et des munitions pour le compte du régime sous couvert d'activités d'import-export de produits alimentaires.

Selon l'OSDH, Baraa Katerji dirigeait une société qui fournit du pétrole provenant des zones contrôlées par les forces kurdes aux zones contrôlées par le gouvernement syrien.

Il était également affilié à des combattants locaux qui protè-

gent l'acheminement du pétrole depuis Deir Ezzor (est) jusqu'à la côte syrienne.

La frappe israélienne intervient quelques jours après une frappe similaire à la frontière avec le Liban, visant mardi un ancien garde du corps du chef du Hezbollah pro-iranien, responsable, selon l'OSDH, du transfert d'armes depuis la Syrie vers le Liban.

Les autorités israéliennes commentent rarement ces frappes mais ont déclaré à plusieurs reprises qu'elles ne permettraient pas à l'Iran, son ennemi juré, d'étendre sa présence en Syrie.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

18 juillet 2024

Syrie: le parti du président Assad remporte les législatives

Damas, 18 juil 2024 (AFP) — Sans surprise, le parti Baas au pouvoir en Syrie a raflé la majorité des sièges lors des élections législatives organisées dans les zones gouvernementales, avec un taux de participation inférieur à 40%, d'après les résultats officiels.

Il s'agit des quatrième élections législatives depuis le début de la guerre civile en 2011 qui a fait plus d'un demi-million de morts, morcelé le pays et déplacé des millions de personnes, en l'absence de véritable opposition sur place.

L'opposition en exil a critiqué l'élection comme illégitime, le vote s'étant déroulé sans la

participation des Syriens vivant en dehors des zones contrôlées par le gouvernement.

Jihad Mourad, directeur de la commission électorale, a lu jeudi les noms des vainqueurs lors d'une conférence de presse à Damas, sans préciser quel parti l'avait emporté.

Mais en comparant les noms des vainqueurs et les listes de candidats, il s'avère que le Baas et ses alliés ont remporté 185 sièges sur les 250 de l'Assemblée. Les sièges restants ont été remportés par des candidats qui se sont présentés en tant qu'"indépendants" mais sur des listes du Baas pour l'écrasante majorité.

En place depuis 1963, le Baas du président Bachar al-Assad, lui-même au pouvoir depuis plus de deux décennies, et ses alliés se présentaient pratiquement sans opposition.

Le taux de participation a été de 38.16%, selon M. Mourad, contre 33.17% lors des législatives de 2020.

Les Syriens vivant dans le nord-est contrôlé par les Kurdes, dans les zones tenues par les rebelles pro-turcs dans le nord, et dans le bastion d'Idlib (nord-ouest) contrôlé par les jihadistes, ne peuvent voter.

Avec l'aide de l'Iran et de la Russie, ses alliés, M. Assad a

repris le contrôle d'une grande partie de la Syrie qu'il avait perdu au début de la guerre.

Hadi Albahra, un haut responsable de l'opposition en exil, avait estimé que ces élections n'étaient “ni libres, ni équitables, ni légitimes”, celles-ci n'incluant pas “tous les Syriens”.

Durant le scrutin, dans la province méridionale de Soueida, fief de la minorité druze, des rassemblements anti-élections ont eu lieu, selon une ONG et un média local.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

19 juillet 2024

Le Kirghizstan rapatrie des femmes et enfants de jihadistes depuis la Syrie

Bichkek (Kirghizstan), 19 juil 2024 (AFP) — Le Kirghizstan a annoncé vendredi le rapatriement depuis les camps de détention en Syrie de 22 femmes et enfants de jihadistes citoyens de ce pays d'Asie centrale, région d'où des milliers de ressortissants avaient rejoint des organisations jihadistes.

“Le 19 juillet 2024, 22 citoyens kirghiz (8 femmes et 14 enfants) ont été rapatriés depuis les camps du nord-est de la Syrie”, a indiqué le ministère des Affaires étrangères dans un communiqué.

Plus de 500 Kirghiz ont été rapatriés depuis 2021, selon les autorités, qui expliquent que leurs citoyens doivent passer par une étape de “réadaptation” avant leur réintégration dans la société.

Le Kirghizstan, pays laïque à majorité musulmane, annonce régulièrement l'arrestation de membres supposés de différents groupes jihadistes, notamment dans le sud du pays, plus religieux.

Des milliers de personnes originaires des ex-républiques soviétiques d'Asie centrale -

Kirghizstan, Kazakhstan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Turkménistan - avaient rejoint, en particulier dans les années 2013-2015, différentes organisations jihadistes en Syrie et en Irak, dont le groupe Etat islamique (EI).

Cinq ans après la chute du “califat” autoproclamé de l'EI en Irak et en Syrie, des dizaines de milliers de femmes et d'enfants proches de jihadistes sont détenus par les forces kurdes syriennes alliées des Etats-Unis dans le nord-est de la Syrie, notamment dans les camps d'al-Hol et de Roj, où

règnent violence et privations de toutes sortes.

La question du rapatriement des familles de jihadistes est également sensible en Europe, alors que nombre de pays occidentaux refusent de faire revenir leurs citoyens, se contentant de retours au compte-goutte par crainte d'éventuels actes terroristes sur leur sol.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

19 juillet 2024

Manche: série de naufrages meurtriers de canots de migrants surchargés

Lille, 19 juil 2024 (AFP) — Trois naufrages et six morts en une semaine: les drames se succèdent dans la Manche que les migrants, en quête d'Angleterre, tentent de traverser sur des embarcations de fortune toujours plus chargées.

Dans la nuit de jeudi à vendredi, un migrant est mort lorsque son embarcation, qui transportait 86 personnes, a fait naufrage au large de Calais (Pas-de-Calais).

Le canot s'est trouvé en difficulté et a demandé assistance vers 01H00 du matin. Un navire patrouilleur des autorités françaises qui se trouvait à proximité a repêché cinq personnes tombées à l'eau avant de transférer les autres passagers et de constater qu'une personne était inanimée à bord du canot, a rapporté la préfecture de la Mer du Nord et de la

Manche (Premar).

Selon une source policière, ce migrant, qui n'a pas pu être ramené, serait un jeune homme d'origine soudanaise. Les passagers de l'embarcation se déclarent notamment de nationalités éthiopienne, érythréenne et soudanaise, d'après des éléments récoltés par les pompiers.

Ce décès porte à 22 le nombre de migrants qui ont trouvé la mort lors de traversées vers la Grande-Bretagne depuis le début de l'année, d'après le décompte de la préfecture. Un bilan beaucoup plus lourd que celui de l'ensemble de l'année 2023 où douze migrants étaient décédés dans des circonstances similaires, selon le bilan de la Premar.

Depuis une semaine, les naufrages se sont enchaînés dans

ce bras de mer très fréquenté, où les conditions météorologiques sont souvent difficiles.

Mercredi, une Erythréenne de 32 ans est morte au large de Gravelines (Nord), dans le naufrage d'une embarcation qui transportait 72 personnes.

Vendredi dernier, quatre migrants, dont un Somalien de 46 ans, sont morts et des dizaines ont été repêchés par les secours alors qu'ils étaient déjà à l'eau, leur embarcation s'étant dégonflée dans la Manche. Soixante-six personnes, de nationalités somalienne, soudanaise et érythréenne, se trouvaient à bord selon le parquet de Boulogne-sur-Mer.

Signe de la multiplication des départs, plusieurs autres opérations d'assistance et de récupération en mer étaient en

cours vendredi matin, mobilisant des navires français et britanniques.

- “Départs précipités” -

Avant ce troisième drame en une semaine, la préfecture du Pas-de-Calais soulignait que le nombre moyen de personnes par embarcation n'avait cessé d'augmenter ces dernières années, passant de 41 en 2022 et 49 en 2023 à “63 ces dernières semaines”.

“Ce qui caractérise la période c'est un nombre de personnes à bord plus élevé, sur des embarcations qui ne sont pas adaptées”, a également réagi vendredi la coordinatrice de l'association Utopia 56 à Calais, qui vient en aide aux migrants.

“C'est la politique de sécurisation qui engendre des départs

plus précipités dus à l'augmentation des moyens de police sur les plages, on a moins de départs mais des embarcations plus chargées", pointe-t-elle.

Utopia 56 observe aussi "une augmentation du nombre de personnes qui arrivent à Calais depuis deux semaines, des familles avec enfants notamment, comme sur n'importe quelle période estivale".

Le gouvernement travailliste britannique, arrivé au pouvoir le 5 juillet, a annoncé la création d'une nouvelle force de sécurité dotée de "pouvoirs antiterroristes" pour lutter contre l'immigration clandestine, qui a été un thème majeur des dernières législatives.

Jeudi le Premier ministre Keir Starmer, qui a reçu au Royaume-Uni 40 dirigeants européens, a indiqué qu'un "consensus" avait émergé lors

des discussions pour s'attaquer aux "gangs" criminels qui organisent l'immigration illégale en Europe.

Pressé de questions, le président français Emmanuel Macron a réaffirmé l'engagement de la France à "constamment améliorer la situation". "Il n'y a pas de baguette magique, parce que nous connaissons la situation. Nous faisons de notre mieux", a-t-il déclaré.

Parmi les plus fréquentés au monde, le détroit du Pas-de-Calais a été le théâtre de nombreux naufrages ces dernières années, le plus meurtrier ayant eu lieu en 2021 quand 27 migrants, majoritairement des Kurdes irakiens âgés de 7 à 46 ans, sont morts noyés.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

21 juillet 2024

La voie vers une normalisation syro-turque se dessine, encore beaucoup d'obstacles

Beyrouth (Liban), 21 juillet 2024 (AFP) — Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, et son homologue syrien, Bachar al-Assad, pourraient se rencontrer dans un avenir proche, mais tout processus de normalisation bilatérale s'annonce graduel, au vu des questions à régler, estiment des analystes.

Damas et Ankara ont rompu toutes relations officielles au début du conflit syrien, déclenché en 2011 par la répression sanglante de manifestations antigouvernementales.

Ankara avait pour objectif initial de renverser le président syrien - qualifié de "meurtrier" par M. Erdogan - accueillant alors l'opposition politique syrienne et engageant un soutien aux rebelles armés.

Mais Damas a récupéré la majorité des territoires qu'il avait perdus, et un infléchissement turc a pavé la voie à des pourparlers syro-turcs sous l'égide de la Russie depuis 2022.

Début juillet, M. Erdogan a déclaré qu'il pourrait "à tout moment" inviter son homologue. Ce dernier s'est dit disposé à une rencontre, mais l'a conditionnée à son "contenu".

"Même si une réunion avait

lieu", une normalisation "ne se ferait pas du jour au lendemain", estime Mona Yacoubian, analyste du United States Institute of Peace.

"Ce sera un processus très graduel et de longue haleine", ajoute-t-elle. Mais "même un semblant" de normalisation "est quelque chose qu'Erdogan recherche".

La Turquie accueille aujourd'hui quelque 3,2 millions de réfugiés syriens, mais le sentiment anti-syrien exerce une pression accrue sur M. Erdogan pour leur renvoi en Syrie.

"La Syrie et les réfugiés syriens sont devenus un énorme handicap pour Erdogan", juge Aaron Stein, directeur du Foreign Policy Research Institute à Washington, pour qui "l'investissement d'Ankara dans l'opposition syrienne, d'un point de vue militaire, est un échec total".

- "Deux danseurs de tango" -

"La Turquie est en Syrie pour éliminer les attaques terroristes et les menaces contre son territoire (...) et y empêcher l'établissement d'un corridor de la terreur dans le nord", met en avant une source du ministère

turc de la Défense, en référence aux forces kurdes.

Ankara a mené depuis 2016 plusieurs offensives sur le sol syrien, principalement contre les Forces démocratiques syriennes (FDS) dirigées par les Kurdes dans le nord, qui lui ont permis de contrôler, avec ses affidés syriens, des zones frontalières côté syrien.

Bachar al-Assad a souligné cette semaine que "le soutien au terrorisme et le retrait du territoire syrien" des troupes turques constituaient "l'essence du problème" entre les deux pays.

Selon M. Stein, si M. Erdogan déclare possible une rencontre avec Bachar al-Assad, elle pourrait se tenir. "Mais dans ce processus, il faut deux danseurs de tangos, et son partenaire de danse est un meurtrier qui le déteste".

Les FDS ont pris le dernier bastion syrien du groupe jihadiste État islamique (EI) en 2019, avec le soutien de Washington, et les Kurdes administrent désormais le nord-est syrien - où les troupes américaines sont stationnées - ce qu'Ankara et Damas refusent.

Tout rapprochement se ferait au dépens de l'administration kurde, accusée de "séparatisme" par le dirigeant syrien, qui dénonce la présence des forces américaines comme une "occupation".

Ankara considère la principale composante des FDS, les YPG (Unités de protection du peuple), comme une extension du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, turc), qualifié d'"organisation terroriste" par la Turquie et ses alliés occidentaux.

Ankara "veut qu'Assad étouffe le PKK pour que l'organisation entre en dormance", affirme Soner Cagaptay, directeur du programme turc au Washington Institute. Cela déclencherait "une véritable normalisation, la Turquie s'engageant progressivement à retirer ses troupes".

- "Question épineuse" -

Selon lui, la gestion sécuritaire dans le nord pourrait rester "entre les mains d'Ankara" de manière transitoire, avec pour objectif turc, à terme, d'y rapatrier les réfugiés syriens.

"La question épineuse" étant que de nombreux civils des zones syriennes sous contrôle

turc ne veulent pas vivre sous le régime d'Assad, ajoute M. Cagaptay.

Dans le nord-est sous contrôle kurde, M. Stein note que la présence américaine rendrait plus difficile toute offensive menée avec le feu vert de Damas contre les groupes liés au PKK.

“Le seul outil disponible est l'accord d'Adana (...) qui autorise les opérations turques à quelques kilomètres de la frontière.

Le “protocole d'Adana” conclu en 1998, avait été signé pour que Damas expulse les combattants du PKK de son sol, après que la Turquie eut

menacé d'agir militairement.

Reste à voir si l'accord pourrait être “réutilisé” alors que les Kurdes contrôlent de vastes étendues de territoire, relève Mme Yacoubian.

Les avancées vers la normalisation pourraient être une anticipation d'un changement

potentiel de la politique américaine” en Syrie, note-t-elle aussi, à l'approche des présidentielles américaines.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

21 juillet 2024

Effondrement d'un forage pétrolier en Turquie: un mort et deux blessés

Istanbul, 21 juil 2024 (AFP) — Une installation de forage pétrolier s'est effondrée dimanche dans le sud-est de la Turquie faisant un mort et deux blessés parmi le personnel, selon un bilan des autorités locales.

L'accident s'est produit sur le forage de la montagne de Gabar, dans la province à majorité kurde de Sirnak, dans l'extrême sud-est du pays, selon les médias locaux.

Selon le gouverneur Cevdet Atay, qui s'est rendu sur place, le corps sans vie d'un ingénieur a été découvert sur place.

Un ouvrier foreur “coincé sous les débris a été secouru immédiatement et transféré à l'hôpital par hélicoptère. Un ingénieur est décédé dans l'accident”, a annoncé le gouvernorat sur son compte X.

“Un ouvrier a survécu à l'accident légèrement blessé” a

ajouté le gouvernorat, annonçant qu'une “enquête a été ouverte”.

Suite à la découverte de pétrole dans cette province, les opérations de forage menées par la Turkish Petroleum Corporation (TPO) ont commencé en 2022, avec une capacité de production annoncée de 1.200 barils/jour et des réserves potentielles de 100.000 barils/jour, selon TPO.

La province de Sirnak, fronta-

lière du Kurdistan autonome dans le nord de l'Irak et du nord-est de la Syrie, s'est trouvée depuis le milieu des années 1980 au cœur d'affrontements armés entre le gouvernement turc et le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), considéré comme une organisation terroriste par Ankara et ses alliés occidentaux.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

26 juillet 2024

Des roquettes tirées contre des bases de la coalition internationale en Irak et en Syrie

Bagdad, 26 juil 2024 (AFP) — Des roquettes ont été tirées jeudi et vendredi en direction de deux bases accueillant des troupes de la coalition internationale antijihadiste dirigée par les Etats-Unis en Irak et en Syrie, ont indiqué des responsables sécuritaires irakiens et américains et une ONG.

En Irak, “quatre roquettes sont tombées à proximité” de la base d'Aïn al-Assad, dans la province d'al-Anbar (ouest), a indiqué une source sécuritaire irakienne.

Un autre responsable sécuri-

taire irakien a déclaré qu'une attaque avait eu lieu avec “un drone et trois roquettes” qui ont été retrouvés près du périmètre de la base.

Un responsable américain a déclaré que les projectiles avaient atterri à l'extérieur de la base sans causer de dégâts humains ou matériels, selon les premières informations.

Toutes les sources ont témoigné sous couvert d'anonymat, n'étant pas autorisées à parler aux médias.

Dans l'est de la Syrie, une

base de la coalition installée à l'intérieur du champ gazier de Conoco a été visée dans la nuit “depuis les zones sous contrôle des milices pro-iraniennes”, a indiqué vendredi l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

“Au moins une roquette est tombée dans le secteur de la base”, a précisé cette ONG basée en Grande-Bretagne mais disposant d'un important réseau d'informateurs en Syrie.

Les deux attaques n'ont pas été revendiquées dans l'immé-

diat.

- “Coopération” -

En Syrie, les forces de la coalition dirigée par les Etats-Unis, qui sont intervenues en 2014 pour défaire le groupe Etat islamique (EI), ont établi des bases dans les zones contrôlées par les forces kurdes.

Ces nouvelles attaques sont survenues après la tenue cette semaine à Washington d'une réunion de sécurité entre responsables irakiens et américains sur l'avenir de la coalition

en Irak. Les groupes soutenus par l'Irak avaient exigé son retrait.

Le ministère américain de la Défense a indiqué mercredi que les délégations étaient parvenues à un "accord sur le concept d'une nouvelle phase des relations bilatérales en matière de sécurité".

Cette phase inclurait "une coopération par le biais d'officiers de liaison, de formations et de programmes traditionnels de

coopération en matière de sécurité".

Avec le début de la guerre entre Israël et le Hamas palestinien dans la bande de Gaza, plus de 175 tirs de roquettes et frappes de drones avaient visé les bases américaines en Irak et en Syrie.

La "Résistance islamique en Irak", nébuleuse de mouvements irakiens pro-Iran, en avait revendiqué la plupart, disant soutenir les Palestiniens.

Les groupes soutenus par l'Irak avaient largement mis fin à ces attaques après la mort fin janvier de trois soldats américains dans une frappe dans le désert jordanien, à la frontière avec la Syrie, qui avait entraîné une riposte militaire des Etats-Unis contre des forces pro-iraniennes en Irak et en Syrie.

Le 16 juillet, deux drones avaient été lancés contre des troupes de la coalition stationnées sur la base d'Aïn al-

Assad, sans faire de dommages ni de blessés.

Les Etats-Unis déploient environ 2.500 soldats en Irak et près de 900 en Syrie, au sein de la coalition antijihadiste.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

27 juillet 2024

Nouvelles frappes turques contre les combattants kurdes en Irak

Istanbul, 27 juil 2024 (AFP) — La Turquie a mené dans la nuit de vendredi à samedi de nouvelles frappes aériennes contre les combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans les montagnes du nord de l'Irak, selon Ankara et des sources irakiennes.

"Conformément à nos droits à l'autodéfense (...), des opérations aériennes ont été menées contre des cibles terroristes dans le nord de l'Irak dans les régions de Gara, Qandil et Asos", affirme le ministère turc de la Défense dans un communiqué.

L'armée turque, qui frappe régulièrement la zone, dit avoir

visé 25 cibles, "parmi lesquelles des grottes, des bunkers, des abris, des entrepôts et des installations" du PKK, groupe classé groupe "terroriste" par Ankara et ses alliés occidentaux et qui mène une guérilla contre l'Etat turc depuis 1984.

Interrogée par l'AFP, une source sécuritaire dans le nord de l'Irak a qualifié ces frappes d'"intenses".

Selon Kamran Othman, membre de l'ONG Community Peacemakers Teams (CPT), implantée au Kurdistan irakien, celles-ci ont duré 45 minutes environ. Aucune victime civile n'est à recenser, selon cette

source, qui a fait état de dégâts sur des terres agricoles.

L'armée turque, dont les incursions sur le sol irakien sont dénoncées par Bagdad, affirme elle avoir "neutralisé de nombreux terroristes".

Les combattants kurdes turcs du PKK disposent de bases arrière au Kurdistan autonome, qui accueille aussi depuis 25 ans des bases militaires turques.

L'ONG CPT a recensé plus de 230 frappes aériennes turques depuis le 15 juin, dont certaines ont provoqué des incendies sur des terres agricoles et des déplacements de populations.

La Turquie reste "déterminée" à créer un couloir de sécurité dans le nord de l'Irak - comme en Syrie - pour prévenir toute incursion "terroriste" sur son territoire, a réaffirmé vendredi le ministre turc de la Défense Yasar Güler dans un entretien au média qatari Al-Jazeera.

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a lui affirmé mi-juillet que son armée était parvenue à "enfermer" les combattants du PKK dans le nord de l'Irak.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

31 juillet 2024

L'assassinat du chef du Hamas à Téhéran, nouvelle faille des services iraniens

Paris, 31 juil 2024 (AFP) — L'assassinat mercredi du chef du Hamas à Téhéran, au cœur du pouvoir iranien, attribué à Israël, est une nouvelle illustration de la vulnérabilité de l'Irak et de l'ampleur de l'infiltration

des services de renseignement israéliens, selon des analystes.

Ismaïl Haniyeh, qui était en Iran pour participer à la cérémonie d'investiture du nouveau président Massoud Pezesh-

kian, a été tué selon des médias iraniens en pleine nuit par une frappe ciblée aérienne contre la résidence pour anciens combattants iraniens où il était logé dans le nord de Téhéran. Un quartier chic et tran-

quille de la capitale où vivent des gens fortunés.

Même si les Israéliens n'ont pas confirmé être derrière cette opération, "il paraît évident que ça ne peut venir que d'Israël

dans le contexte actuel” de la guerre à Gaza, estime Agnès Levallois, de l’Institut de recherche et d’études sur la Méditerranée et le Moyen-Orient.

Un tel assassinat “montre que la sécurité de l’Iran ressemble à du fromage suisse, où les failles sont alignées de manière à ce qu’une menace puisse traverser toutes les défenses”, ironise Ali Vaez, analyste du Crisis group.

Car le responsable du mouvement islamiste palestinien a été assassiné “dans un lieu considéré comme sûr”, ce qui souligne que l’Iran est “incapable de sécuriser les invités du Guide suprême et du président”, observe Hasni Abidi du Centre d’études et de recherche sur le monde arabe et méditerranéen, basé à Genève.

Pour autant, souligne Thierry Coville, spécialiste de l’Iran à l’Institut de relations internationales et stratégiques (Iris), ce genre de faille n’est ni nouvelle, ni surprenante.

- “Vulnérabilité” -

Il cite en particulier les assassinats des scientifiques iraniens liés au programme nucléaire, dont le professeur de physique des particules Massoud Ali Mohammadi, le

12 janvier 2010 et Majid Shariari, fondateur de la Société nucléaire d’Iran le 29 novembre de la même année.

D’autres assassinats auront lieu en 2011 et 2012 puis le 27 novembre 2020, lorsque le physicien nucléaire Mohsen Fakhrizadeh est tué près de Téhéran dans une attaque contre son convoi, également imputée aux Israéliens qui disposent de complicité.

“Cela fait des années qu’on entend parler de vulnérabilité de l’Iran, notamment du côté des Pasdaran”, les Gardiens de la Révolution, l’armée idéologique de la République islamique d’Iran, reprend Thierry Coville.

A l’extérieur, “l’Iran a une capacité de nuisance évidente par ses missiles, par ses drones, mais il n’a pas des moyens de défense” pour sa propre sécurité intérieure, ajoute Agnès Levallois.

Téhéran a en effet établi un “axe de la résistance” hostile à Israël, son ennemi juré, en s’appuyant sur des forces alliées dans la région, notamment le Hezbollah au Liban, des groupes armés en Irak et en Syrie et les rebelles Houthis au Yémen.

Mais sur le plan intérieur, l’Iran

semble plus faillible. En avril dernier, des explosions avaient ainsi retenti dans le centre du pays, là encore attribuées à Israël, en représailles aux frappes iraniennes contre l’Etat juif.

La République islamique a aussi subi ces dernières années plusieurs attentats sanglants revendiqués par le groupe Etat islamique, dont le dernier en janvier a fait au moins 91 morts.

- Exécutions -

Téhéran rend publiques des arrestations d’agents travaillant pour des services de renseignement étrangers, notamment le Mossad israélien. Quatre d’entre eux, jugés coupables de “guerre contre Dieu”, “corruption sur terre” et “collaboration avec le régime sioniste”, ont été exécutés fin décembre.

“Que les Iraniens n’aient pas été capables d’arrêter cet assassinat est très embarrassant pour l’Iran”, poursuit Agnès Levallois.

Car cela montre qu’Israël a pu de nouveau obtenir d’informations “extrêmement précises” via “des relais de premier niveau”, qui disposent de détails qui ne sont normalement partagés que par quelques uns”, abonde Hasni Abidi.

Pour Arash Azizi, maître de conférences à l’Université de Clemson aux Etats-Unis, “c’est une confirmation de ce que nous savons tous depuis longtemps: l’ampleur de la pénétration des services de sécurité iraniens par Israël”.

En outre, selon Hasni Abidi, les auteurs de cet assassinat ont probablement bénéficié du soutien de relais dans la région, vraisemblablement “au Kurdistan ou en Azerbaïdjan”, sachant qu’Israël dispose de bases militaires dans ce pays.

Israël et l’Iran sont distants de quelque 2.000 kilomètres.

“Géographiquement cette opération a nécessité une proximité pour l’écoute, pour (...) l’exécution de cette opération”, explique le spécialiste.

Après cette nouvelle opération, “un affront”, “une provocation” pour Téhéran, “la question est toujours la même”: comment l’Iran va-t-il y répondre? interroge Thierry Coville.

“On est déjà dans un contexte extrêmement tendu. Mais je pense que l’Iran (...) ne veut pas une guerre totale”, dit-il.

Les informations ci-dessus de l’AFP n’engagent pas la responsabilité de l’Institut kurde de Paris.